VOL. XV. No. 44

MONTREAL, DIMANCHE 15 DECEMBRE 1918

Abonnements par la poste :

CANADA $2.00
ETATS-UNIS $2.50
UNION POSTALE $3.00

LE NUMERO . . . . . 5 sous

LE NATIONALISTE

JOURNAL DU DIMANCHE

Rédaction et administration
43, RUE SAINT-VINCENT
MONTREAL

TÉLÉPHONE :
REDACTION : Main 7460.
ADMINISTRATION : Main 7461.

RÉDIGÉ EN COLLABORATION — DROIT AU BUT — L'ORGANE DES JEUNES

PARONS LA CHUTE !

En garde contre le militarisme !

"Des troupes permanentes. — Le gouvernement d'Ottawa aurait cette question à l'étude pour avoir sous la main des troupes disciplinées". C'est sous ce titre, imprimé en gros caractères, que l'organe unioniste de Montréal, nous présentait cette semaine la nouvelle pilule qu'on se prépare à faire avaler au Canada.

Qu'est-ce à dire? Des troupes permanentes? Mais nous en avions avant la guerre en dehors de la milice ! Veut-on en augmenter le nombre; veut-on créer une armée sur le modèle des certains pays d'Europe où sévit le service militaire obligatoire? On ne le dit pas : il est clair, cependant, que cette information donnée "avec réserve" il est vrai, mais "puisée à une bonne source" tend à préparer les esprits à une politique militariste de plus ou moins grande envergure. Quelle qu'elle soit, elle est condamnée dans son principe même par les déclarations de nos gouvernants qui nous ont entraînés dans la guerre pour tuer le militarisme, de même qu'elle est condamnée par l'absence d'une expression formelle, sur le sujet, de la volonté du peuple.

Pour s'arroger un mandat, le gouvernement peut avoir recours à la loi des mesures de guerre : celle-ci est, en fait sinon en loi, désuète depuis le 11 novembre et ce serait donner un croc-en-jambe par trop dangereux à notre régime démocratique que de vouloir s'accrocher à un semblable expédient. Présumons alors que l'on cherche tout simplement à tâter le terrain comme on l'a fait au temps de la conscription où l'on vit des associations privées, tels les *Boards of Trade*, se faire les lanceurs, les "advance agents," des manœuvres gouvernementales. Si c'est cela, et l'expérience nous dit que c'est cela, ne nous laissons pas surprendre cette fois.

Le Canada peut avoir besoin de troupes permanentes ; avant de souscrire à leur formation avec un effectif augmenté comme on semble se le proposer, il convient que la question soit étudiée, débattue et réglée conformément aux besoins de notre sécurité et non pas suivant les désirs des "war-mongers". "Nous avions avant la guerre 3,000 soldats dans l'armée permanente disait un quotidien en reprenant l'information de la feuille officieuse, c'est à 8,000, *au moins*, qu'on voudrait désormais porter cet effectif." Quel leurre ! L'armée prussienne après Iéna fut réduite de par la volonté de Napoléon, vainqueur à un effectif qui ne devait pas dépasser 10,000; sept ou huit ans plus tard, la Prusse n'en alignait pas moins des centaines de milliers de soldats formés au métier des armes, contre l'Empereur, à Leipzig. Nous nous sommes, au jour de la guerre des Boërs, ce n'est qu'une poignée de volontaires que nous fournissions à l'Empire; comme le geste ne devait pas servir de précédent, c'est 500,000 hommes dont 100,000 arrachés à leur foyer par la contrainte, qu'il nous fallut envoyer à la grande boucherie. Une fois pris dans l'engrenage, tout y passe...

Certes on a trouvé de savants motifs pour expliquer la violation de la "no precedent clause". On en trouve encore aussi facilement aujourd'hui pour nous amener à croire à la nécessité d'une forte armée permanente. A l'époque du crime Sud-africain, le principal argument en faveur de notre participation était... : au fait quel était-il cet argument de haute humanité? — il faudra demander çà à Chamberlain si nous nous rencontrons dans l'autre monde; en 1914, ce sont nos obligations morales, filiales, naturelles, etc., etc., qui nous font voler au secours de la civilisation; en 1918, à la paix, c'est l'instinct de la préservation qui nous sollicite à nous armer contre... le bolchevisme (!). Le mot est à la mode; il produit chez les grandes personnes le même effet constaté chez les plus petites à l'énonciation des châtiments d'un Croquemitaine : pourquoi ne pas s'en servir?

Voyons, on n'est pas sérieux : le bolchevisme dont son pays d'origine et partout où il se manifeste depuis deux ans, n'est-il pas en grande partie l'instrument des troupes? Qui constituent ces groupes bolcheviques appelés "Conseils des Ouvriers et des Soldats?"—Oui, *et des soldats !*—D'ailleurs les chefs d'État de la Métropole n'ont-ils pas voué le militarisme à l'anéantissement, en se proclamant les champions du désarmement général?

Prenons bien garde de nous laisser endormir. Nous sommes sur une pente glissante : il faut non pas nous arrêter là, mais au contraire employer toutes nos énergies à remonter vers le sommet car le moindre faux pas nous jettera au fond de l'abîme. Faisons savoir à nos mandataires que nous ne voulons pas y choir.

Nap. TELLIER.

MÉNAGE OPÉRATIQUE !

Le célèbre chanteur Voïdor garde, dans tous les actes de sa vie, cette simplicité d'expression qui caractérise son talent et a fait son succès au théâtre." (Les journaux.)

LA NEUTRALISATION DE L'ALSACE-LORRAINE

La "dernière manœuvre" de l'Allemagne pour faire un Etat-tampon des deux provinces reconquises par la France — L'évolution de la politique de Berlin — Une campagne menée au point de vue économique, social et religieux — L'arme du "self determination" retournée contre ses auteurs.

La reddition de l'Allemagne le 11 novembre a virtuellement consacré le retour, la désannexion pour employer un mot qui a fait fortune pendant la guerre, de l'Alsace-Lorraine à la France. C'est ainsi que l'entendait M. Poincaré, lundi dernier notamment, en recevant les clés de Strasbourg: "Ces clés, dit-il, je puis vous assurer que jamais nous ne les laisserons tomber dans d'autres mains."

Cependant la question d'Alsace-Lorraine se posera inévitablement au prochain Congrès de paix, au moins sur des points de détails par où s'ouvrira la porte de la discussion du problème tout entier. Sa solution envisagée à la lumière de la défaite allemande ne paraît pas douteuse ; hors des motifs ethniques et historiques puissamment établis à l'avantage de la France par de nombreux écrivains français (voir en particulier l'ouvrage de M. Louis Batiffol, "Les anciennes Républiques alsaciennes"), il en existe d'un ordre purement économique, social et même religieux auquel les Allemands voudront s'accrocher comme à une planche de salut, ou suivant les circonstances, comme une arme de troubles nouveaux.

Depuis environ un an, la politique de Berlin à l'endroit des deux provinces ravies en 1871, a révélé les symptômes de l'action qu'on peut maintenant prévoir. M. l'abbé Wetterlé, dans une récente étude (La "Dernière Manoeuvre", la *Revue Hebdomadaire*, 16 novembre 1918) note l'évolution de l'attitude officielle de l'Allemagne, évolution sans doute commandée par les événements mais aussi voulue en prévision de l'inévitable liquidation prochaine.

"Lorsque, au printemps dernier, (1918), s'ouvrit la session ordinaire du Landtag (d'Alsace), le secrétaire d'Etat fit savoir au Parlement qu'il ne tolérerait aucune allusion à la situation politique... Puis, brusquement, sans que rien n'ait semblé préparer ce coup de théâtre, on apprend à Strasbourg que M. Dallwitz et ses collaborateurs ont disparu et qu'ils sont remplacés par des Alsaciens-Lorrains. L'empereur a nommé statthalter (gouverneur) M. Schwander, maire originaire de Strasbourg, et secrétaire d'Etat, M. Charles Hauss, chef de l'opposition. Ces chefs du nouveau ministère choisissent eux-mêmes les sous-secrétaires d'Etat ; M. Forest, maire de Metz est désigné (dit-on) à l'agriculture et M. Goetz, ancien leader du parti libéral, à la Justice, le socialiste Feinder, aux Finances, le professeur abbé Muller, aux Cultes. Jamais changement à vue ne s'est produit avec une pareille soudaineté. Ce que l'empire avait refusé à l'Alsace-Lorraine pendant 44 ans, sous prétexte que les provinces annexées formaient le "glacis" de l'Allemagne, il le lui accorde en pleine guerre, au moment même où les contingents américains menacent la terre d'empire d'une invasion.

"Comment expliquer ce prodigieux phénomène? Il y a plus d'un an, j'écrivais dans la *Revue des Deux Mondes* : "Examinons toutes les lignes de repli que la diplomatie allemande a, dès maintenant, préparées pour retarder, si possible, l'abandon d'un pays dont les richesses sont indispensables à sa prospérité:

"1o L'Alsace-Lorraine, Etat particulier avec dynastie allemande;

"2o L'Alsace-Lorraine républicaine, mais faisant encore partie de la Confédération germanique;

"3o L'Alsace-Lorraine complètement indépendante, pays neutre, mais demeurant dans le Zollverein allemand;

"4o L'Alsace française, la Lorraine restant allemande;

"5o L'Alsace-Lorraine cédée à la France, mais à la condition que la propriété minière allemande y sera respectée".

" Sous la pression des événements, l'Allemagne vient de se retirer sur sa première ligne de repli et elle s'apprête à occuper successivement la deuxième et la troisième. L'autonomie du pays d'empire est accordée en principe. " (Le projet d'autonomie de l'Alsace-Lorraine a été voté au Reichstag le 25 octobre.)

La débâcle du 11 novembre est venue balayer tout l'édifice : il reste toutefois acquis à l'observation les éléments essentiels des ultimes efforts allemands pour faire revivre le problème de l'Alsace-

(*Suite à la 2ème page*)

NAVALISME ET DÉSARMEMENT

VERS UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

Dans un même discours prononcé à Dundee la semaine dernière, M. Winston Churchill, ministre des Munitions, a fait deux déclarations importantes que les journaux ont publié séparément, chacune dans son coin, comme si elles eussent été sans lien. Il convient de les rapprocher car en réalité, elles traitent d'un même sujet; c'est la seule façon de procédé si nous voulons comprendre quelque peu la politique de l'Angleterre sur la grave question du désarmement.

La première dépêche dit : "M. Churchill a annoncé dans une assemblée publique à Dundee que les représentants britanniques à la conférence de la paix vont demander l'abolition générale et absolue de la conscription dans tout l'Europe".

Le geste est beau. Il est conforme aux buts de guerre pour le triomphe desquels la civilisation s'est battue. Il tend enfin à anéantir le militarisme. Mais tout de suite, on le constate dans la dépêche séparée, on lui appose une flagrante contradiction:

"Parlant à Dundee, rapporte l'autre câblogramme, M. Churchill a déclaré que "l'Angleterre entrait à la conférence de la paix avec la ferme détermination qu'aucune limitation ne serait imposée à ses droits de maintenir sa défense navale. Nous n'avons pas l'intention, quels que puissent être les arguments et les appels qu'on fera valoir, de nous prêter en aucune façon à toute entrave, de nature à empêcher la flotte britannique de maintenir sa suprématie si bien éprouvée et si bien méritée".

Voilà qui est clair et qui est confirmé par maints discours d'hommes l'Etat anglais.

Nous disons contradiction. Comment en effet désarmer et maintenir le navalisme? Celui-ci n'est-il pas une des formes les plus formidables de l'armement? L'opinion de M. Wilson, fondée sur la plus simple logique est formel sur ce sujet. Voici ce que disait au Sénat, le président des Etats-Unis, le 22 janvier 1917 :

"*La liberté des mers est la condition* sine qua non *de la paix, de l'égalité et de la coopération... C'est un problème étroitement relié à la limitation des armements navals... Et la question de la limitation des armements navals ouvre la question plus large et peut-être plus difficile de la limitation des armées et de tous les programmes de préparation militaire... La sensation de sécurité et d'égalité est impossible tant que l'on continuera ici et là à construire et à maintenir de grands armements d'une force prépondérante.* "

M. Wilson voyait une plus grande difficulté dans le désarmement terrestre ; le problème, par l'attitude de l'Angleterre, se trouve renversé, mais il ne change en rien l'attitude de M. Wilson et de tous ceux qui croient à l'établissement de la paix par le désarmement général.

On admet facilement que la Grande-Bretagne, en raison même de sa situation géographique, ne peut consentir à être à la merci des invasions, si l'Europe doit rester armée. Ce n'est pourtant pas l'éventualité envisagée puisque, elle-même, préconise le désarmement " général et absolu " des Etats du continent. Si elle s'en tient à ses armements sur mer envers et contre tous, ne laisserait-elle pas subsister ce qu'elle-même a promis de détruire : le militarisme, source des sanglants conflits passés, présents et futurs ?

C'est dire que le monde n'aura pas, en dépit de toutes les promesses, de toutes les bonnes intentions, de toutes les résolutions, fait un seul pas vers le seul progrès, celui de la paix.

Les gouvernants du jour en Angleterre peuvent être tous gens pacifiques. Peuvent-ils en face de l'humanité, se porter garants de leurs successeurs ? Regardons simplement aux Etats-Unis, chez cette démocratie par excellence : quel abîme ne trouve-t-on pas entre la mentalité d'un Wilson et celle d'un Roosevelt ? quel gouffre n'existe-t-il pas même entre les idées d'un Bryan et d'un Wilson ? Demain peut dépendre d'un homme : les puissances civilisatrices voudront-elles, sans le connaître, sans pouvoir prévoir qui il sera, lui livrer les clés de l'avenir ?

Est-ce bien dans le chemin où on paraît vouloir s'engager que se pourra trouver une paix juste et durable ? Notre rôle a été trop coûteux, il restera encore trop important dans les affaires internationales, pour laisser s'endormir l'opinion publique là-dessus, comme sur beaucoup d'autres sujets.

Bernard LAVALTRIE.

ARMOUR, DÉLICE ET ORGUE !

N'allez pas croire, lecteur, qu'il s'agisse ici d'un cours de syntaxe. Le sujet que nous avons à traiter est beaucoup moins compliqué puisqu'il touche simplement à une question d'orthographe. Je sais bien que vous pouvez me dire: "Médecin guéris-toi toi-même; ne vois-tu pas, là dans ton titre, l'énorme faute que tu viens de commettre" ? Pardon, dans le cas qui m'occupe il faut un *r* au mot pour en donner, — de l'air, — à l'histoire.

Or donc une fois il y avait une puissante maison de Porcopolis et d'ailleurs qui, ayant décidé de se créer une clientèle dans le Québec, ouvrit pas bien loin de chez nous une succursale. Pour entrer en conversation avec les indigènes, il convenait certes de leur parler dans leur langue et c'est ce qu'a voulu faire la puissante maison. L'intention était aussi pratique que louable. Malheureusement comme elle n'était pas elle-même très forte en langue — sauf dans les langues de veau — il lui fallut s'adresser à un interprète. Quelle guigne: elle tomba sur un de ces Nèzyme, bachelier es Parisian French!

Voici son travail répandu par milliers d'exemplaires:

"Untel et Compagnie veulent d'annoncer le grande commencement de leur nouvelle maison succursale.—

"Tout qu'entre dans la construction du bâtiment est de la plus nouvelle ideé pour le propre garde des produits dans une condition sanitaire et salubre dans toutes les saisons de l'anneé.

"Nous portons une spécialité complêt des produits de qualité d'Untel."

Suit une liste de produits sans doute fort bons où se rencontrent des tas d'animaux *"dressed"*, des *"viandes qui sont fumer"*, des *"produits de la raffinerie,"* des *"provisions pour boisson chaud"*, de la *"chose qui nettoie"* ("chose" : ça c'est en sauvage), et enfin du "raccourcissement de white cloud."

Rien qu'à la lecture l'eau nous en vient à la bouche!

Mais passons, la maison Untel clôt ensuite sa lettre danc un style délicieux :

"On le verra par le précédent que la spécialité n'est pas de plus confiner a les viandes ; que nous sommes pourvoyeurs étendus d'une grande spécialité des nourritures et de l'autre produits mais faisons une spécialité de maniement seulement ceux des grandes qualités.

"Une visite à notre Maison Succursale sera agréable et intéressant.

"Bien à vous",

Si la *Ligue des Droits du français* me fait l'honneur de me lire, je me permettrai de lui suggérer de faire tenir à la maison porcopolitaine deux billets pour la conférence de M. Léon Lorrain, mercredi prochain. Elle a sûrement besoin d'être éclairée sur la "valeur économique du français". Du français, pas du petit nègre!

Luc VARENNES.

NOS COMPATRIOTES DES ÉTATS-UNIS

A propos d'une conférence donnée à Boston — L'émigration et l'apathie de nos gouvernements — Chacun a une route à suivre, tout en travaillant pour le triomphe d'un idéal commun — Le Québec, boulevard de la race française en Amérique — L'œuvre de "l'Action française" vers la coopération.

Dans le dernier numéro de l'*Action française*, l'abbé Georges Courchesnes entretient le lecteur de la conférence donnée à Boston, par l'abbe Groulx, sur les origines des Canadiens français. Au début, il parle de la mauvaise presse que nous avons eue pendant la guerre, aux Etats-Unis, comme ailleurs, et de la manière dont les nôtres nous y ont défendus et jugés. Puis, suivent d'intéressantes considérations sur la mentalité de nos frères d'outre-quarante-cinquième.

"Le Franco-Américain se réclame avec fierté de ses origines françaises, tant qu'il garde sa langue, mais de moins en moins, il tient à sa filiation canadienne", affirme l'auteur de l'article. "Ceux du peuple gardent presque rancune à ce pays d'où la pauvreté força leur père ou leur aïeul à émigrer".

Cela se conçoit. Notre frère des Etats-Unis s'est taillé une place au soleil, dans son pays, par son travail. Il est maintenant "un descendant de Français, né en Amérique". Compatriote de Lafayette, non de Papineau ou de Cartier. Cette situation provient de l'incurie de nos gouvernants d'hier — dignes devanciers de ceux d'aujourd'hui — et aussi de l'apathie générale. Sur cette émigration vers les Etats de l'est, nous avons d'abord gémi. Puis, la routine nous a bercés de son refrain monotone, et le manège de chevaux de bois qu'est la politique — cette course émouvante dans un cercle... vicieux, au son d'un orgue bleu ou rouge, pour aboutir au point de départ ou en arrière — nous a divertis comme des enfants. A ce jeu puéril, nous avons gaspillé nos énergies. Nous avons connu l'imprévoyance et l'oubli. Après, n'avoir rien fait pour rendre la vie tenable à nos frères que la misère séparait de nous, nous n'avons rien tenté pour les aider et les encourager dans leur exil. Ils ont grandi tout seuls, comme nous avons grandi en orphelins, sans la France. Dans nos collèges où par un admirable attachement à leur langue ils ont envoyé leurs fils, nous leur enseignions, hier, plutôt l'histoire de France que l'histoire du Canada (1).

Faut-il s'étonner, après cela, que les Franco-Américains ne comprennent pas toutes les raisons de s'enorgueillir de leur origine canadienne? Pas plus qu'il ne faille trouver étranger l'attitude des Canadiens français envers la France. Après un abandon et un oubli de 150 ans, nous ne sommes pas portés (en compromettant notre survivance) à verser tout notre sang pour cette mère qui, à une heure difficile de son existence, a soldé une dette envers son ennemie en abandonnant sa fille, et ne se préoccupe de son enfant que le jour où celle-ci, devenue forte et grande, peut lui rendre des services.

Une leçon se dégage de ces faits. Français, Canadiens français et Franco-Américains separés par les frontières, les intérêts, les devoirs, l'orientation de la politique, les fautes d'hier, nous avons les liens du sang, de la pensée et de la langue, mais ne cherchons pas à étendre ou à alourdir ces liens, plus solides que les "longs fils soyeux" qui relient le coeur du poète aux étoiles. Nous avons chacun notre individualité propre et notre route à suivre. Que personne ne fasse la loi ou la leçon à son frère. Que le Français ne réclame pas des sacrifices du Canadien français, pour la France. Que le Canadien français n'exige pas du Franco-Américain des sacrifices pour le Québec. Dans notre sphère propre, et par les moyens désignés par la nature, nous défendons tous la civilisation française: le petit Ontarien, à l'école, le Franco-Américain, par le

(*Suite à la 2ème page*)

DE LA DELICATESSE !

LA FLOTTE ANGLAISE A SAUVE LA CIVILISATION, DIT M. CHURCHILL.

La campagne électorale a métamorphosé M. Winston Churchill en journaliste. Il a donné au *Sunday Post* de Glasgow, un article sur la nécessité de la suprématie navale anglaise. Voici, sous une forme scolastique, la collaboration de l'homme d'Etat : Il faut conserver des armes défensives à la civilisation. Or, la flotte anglaise a sauvé, en la défendant, la civilisation. Donc, il faut conserver la flotte anglaise.

M. Churchill ne prouve pas la majeure. Comme un philosophe d'un mois il se dit "in petto": *patet*. Or, la flotte anglaise a sauvé, en la défendant, la civilisation. Le démontrer est chose aisée. Le ministre des munitions s'est armé à l'arsenal de l'histoire. Il a trouvé quatre ennemis de la civilisation que les vaisseaux anglais ont mâtés: Philippe II d'Espagne, Louis IV, Napoléon, Guillaume II. C'est un choix.

La campagne électorale est l'occasion de cet article. La cause de la répétition de l'argument qui, à travers les âges, a poussé Albion à devenir une puissance maritime, est le besoin évident de rallier à la politique de l'unionisme les partisans de la suprématie nécessaire de la flotte anglaise qui sont les partisans camouflés de la domination des mers. La flotte anglaise assurera la liberté des mers, disent les politiciens anglo-saxons, soit, mais liberté entendue dans le sens anglais, "Britannia rules the waves."

Une des pierres de base de la paix wilsonienne que tous les Alliés ont reconnues est la liberté des mers. Londres y tient fort peu. L'aveu franc aurait juré auprès des déclarations antécédentes. M. Churchill a trouvé le moyen d'y tendre par un chemin détourné. La flotte anglaise a sauvé la civilisation. Quand? Rappelez-vous l'exil de Napoléon, dit M. Churchill, l'Angleterre a joué alors le rôle... nécessaire. En effet le rapprochement du kaiser et de Napoléon attire l'attention.

La réflexion pose alors un point d'interrogation. Quatre faits suffisent-ils à une induction qui tienne? Non, surtout si leurs résultats sont indéterminés...

En ces jours où l'on parle de procès au kaiser, mentionner Napoléon est rappeler un triste chapitre d'épopée. Louis XIV et Napoléon, des ennemis de la civilisation, voilà une immense indélicatesse à l'égard de la France. Gageons que les sauvages de Barrès sont plus polis. Mais nous ne pouvons tous être des Churchill...

SAM et PAT.

A L'ACTION FRANÇAISE

Il ne faut pas oublier la conférence de M. Léon Lorrain à l'*Action française*, le mercredi, 18 de ce mois-ci, sur la valeur économique du français. Détails supplémentaires lundi.

FADETTE

La quatrième série des lettres de Fadette paraitra ces jours-ci. Elle se vendra 50 sous l'unité, 55 sous par la poste, au *Devoir* et dans les bonnes librairies de la province, de même que la troisième série, qui n'est pas encore épuisée. Les deux premières le sont depuis assez longtemps.

LA DIPLOMATIE SE PORTE BIEN

On a tué la diplomatie secrète, c'est entendu ! Mais ça ne l'empêche pas, ainsi qu'on le peut constater tous les jours, de continuer à se porter comme un charme. Une petite dépêche venue de Rome au *New-York Times* nous donne sur la santé de cette chère diplomatie un bulletin des plus rassurants :

" De nombreux journaux, y lit-on, ont annoncé que le Vatican se proposait de publier, avant la Noël, un livre blanc sur la guerre. Les épreuves sont prêtes ; la seule cause de retard est due au refus de l'Angleterre de consentir à la publication d'un certain document. "

LES BILLETS DE LOZEAU

Les billets du soir de Lozeau, troisième série, se vendent 50 sous l'unité, 55 sous par la poste, au *Devoir* ou chez l'auteur, 343, rue Drolet, en ville, et dans les bonnes librairies de la province. Les deux premières séries sont introuvables.

LA NEUTRALISATION de L'ALSACE-LORRAINE

.. (*Suite de la 1ère page*)

Lorraine en temps propice. En acceptant les 14 points de M. Wilson, on a proclamé en plein Reichstag que la " question d'AlsaceLorraine est devenue internationale " :— autre indice de la tentative que voudront faire les délégués allemands à Versailles dans le but d'amener *toutes les nations* de la conférence dans le débat et écarter le fait établi du retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

" Vous nous réclamez une indemnité, diront les plénipotentiaires allemands, comment voulez-vous que nous vous payions si vous nous enlevez un " pays dont les richesses sont indispensables. " (Ce sont les propres mots de M. l'abbé Wetterlé.) Et tout de suite la conversation ouverte, est aiguillée vers le facteur économique dont le rôle est et sera encore longtemps prépondérant dans la conduite des relations internationales.

Toute une campagne en vue d'un plébiscite a été dirigée conformément à ce point de vue économique et suivant le point de vue social et religieux ; s'il ne peut plus être question d'une option de patrie à être déterminée par le suffrage des Alsaciens et des Lorrains, les arguments invoqués n'en restent pas moins. C'est encore M. l'abbé Wetterlé qui nous les fait connaitre ; notons qu'il écrit à l'heure où l'écrasement de l'Allemagne est irrémédiable (l'article est du 16 novembre, mais il a tout probablement été donné avant l'armistice), et nous comprendrons encore mieux toute l'importance qu'attache aux manoeuvres allemandes ce prêtre distingué, partisan irréductible de la désannexion.

" Depuis des semaines et des mois, dit l'ancien député de Colmar au Reichstag, la presse allemande de toutes les nuances et même une partie de la presse indigène s'épuisent à démontrer aux Alsaciens-Lorrains qu'un changement de nationalité porterait une grave atteinte à leurs intérêts matériels et moraux. Reproduisons les principaux arguments qui reviennent sans cesse dans les innombrables articles parus dans ces journaux :

a) Pendant 47 ans, la législation de la France et celle de l'Alsace-Lorraine ont cheminé dans un sens différent. Or, la France est un pays unifié qui ne saurait, même pendant une période provisoire, tolérer que deux de ses provinces vivent en dehors de ses lois générales. Quand bien même l'introduction du droit français entrainerait, d'un côté des ruines, de l'autre des révoltes de la conscience, on y procédera néanmoins sans aucun ménagement.

b) Les industriels d'Alsace-Lorraine ont dû, en 1871, procéder à une transformation complète de leur outillage pour l'accommoder aux besoins de la clientèle allemande. Actuellement, ils n'ont plus de relations d'affaires qu'avec l'Allemagne. Le retour à la France les priverait de clients qu'ils ont eu tant de peine à recruter et ne leur fournirait pas l'équivalent, puisque la France industrielle se suffisait largement avant la guerre.

c) La France ne pardonnera jamais leur faiblesse aux soldats alsaciens lorrains qui, même contre leur gré, ont porté les armes contre elle. On peut être sûr, en tout cas, qu'elle ne payera aucune pension aux mutilés et aux familles des disparus.

d) Les propriétés françaises en Alsace-Lorraine ont été morcelées et vendues. La France a déclaré ces ventes nulles et non avenues. Dès lors, les paysans, qui ont acquis ces terres dans des conditions avantageuses, perdront le bénéfice de l'opération et seront peut-être encore l'objet de poursuites judiciaires.

e) La législation sociale allemande assure les plus grands avantages aux ouvriers de l'usine et de la terre. Tous ces avantages seront perdus si on applique en Alsace-Lorraine les lois françaises. (Des conférenciers ont parcouru les campagnes d'Alsace-Lorraine, pour démontrer aux viticulteurs que leurs produits ne pourront pas rivaliser avec ceux du vignoble français et que dès lors la ruine les guette.)

f) La population d'Alsace-Lorraine est très religieuse. Les élections de 1911 l'ont prouvé, puisqu'elles se sont faites sur la question de la confessionnalité des écoles. Or sur 60 députés, élus dans des circonscriptions nouvellement délimitées, 40 (29 centristes et 11 Lorrains) étaient partisans de la confessionnalité de l'enseignement, 9, des écoles mixtes et seulement 11, des écoles neutres. La neutralité de l'enseignement, surtout appliquée dans un pays où il n'y avait pas jusqu'ici d'écoles libres, provoquerait une véritable révolte de la conscience populaire, si on l'introduit sans ménagements.

(Ici où l'on va toucher à l'un des plus sérieux problèmes de l'Alsace-Loraine, celui de l'enseignement religieux, auxquels les Alsaciens-Lorrains restés foncièrement catholiques tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, trente à quarante lignes du texte de M. l'abbé Wetterle sont supprimées par la censure française. C'est une façon de donner une éloquence aux ciseaux dont l'ennemi serait peut-être dépourvu.)

g) Dans les derniers temps un facteur nouveau est d'ailleurs intervenu, qui a permis aux journaux germanophiles d'ouvrir une campagne violente contre la France. Déjà en 1916 et en 1917 on avait ici commis l'imprudence de libérer un certain nombre de fonctionnaires allemands arrêtés et internés après la première avance des troupes françaises sur Mulhouse et sur Colmar. Depuis la signature de la malheureuse convention de Berne, environ 700 anciens internés, dont beaucoup d'indigènes annexés ont été renvoyés en Alsace-Lorraine. Bon nombre de ces derniers n'avait pas trouvé en France l'accueil auquel ils pensaient avoir droit. Depuis leur retour dans leur pays, soit qu'ils aient voulu gagner les sympathies des autorités locales, soit que les traitements subis les aient réellement aigris, ces rapatriés remplissent les journaux de récits tragiques de leurs mésaventures et affirment hautement qu'en France les Alsaciens-Lorrains sont considérés comme des Boches et traités en conséquence. Nous savons par des lettres reçues de là-bas que ces récits, par leur répétition et leur concordance ont produit une impression pénible sur la population." Et M. l'abbé Wetterlé d'ajouter en marge: "A ce propos on me permettra d'insister sur l'absolue nécessité de confier l'administration de l'Alsace-Lorraine, pendant la période d'occupation, à des hommes qui connaissent le pays, ses coutumes, ses moeurs et autant que faire se peut, sa langue. Des erreurs ont déjà été commises, et leurs effets furent plus désastreux que généralement on ne le pense. Il ne faudrait pas qu'on les renouvelât sur une plus large échelle".

'Voilà, conclut ensuite M. l'abbé Wetterlé tout en subissant un nouveau petit *caviardage*, les arguments de toute nature qui sont constamment ressassés, non seulement par les apôtres du germanisme en Alsace-Lorraine, mais encore *par des hommes qui autrefois avaient de réelles sympathies pour la France*, et qui éprouvent de graves anxiétés au moment où, l'heure de la fusion tant souhaitée approchant, ils voient se dresser devant eux des problèmes auxquels ils n'avaient d'abord pas pensé et auxquels ils ne découvrent pas de solution satisfaisante."

Si, battue comme elle est, l'Allemagne ne peut plus réclamer un plébiscite — procédé de *self determination* qui serait fort compliqué en Alsace-Lorraine — pourquoi donc ce plaidoyer? Tout simplement pour chercher à obtenir la neutralisation, unique moyen de conserver la maîtrise économique comme elle s'est pratiquée et se pratiquera encore dans les Etats voisins de l'Allemagne... et ailleurs.

"N'oublions pas, nous avertit M. l'abbé Wetterlé, que le gouvernement actuel de l'Alsace-Lorraine se compose de chefs de partis et que ceux-ci ont une action puissante sur le Parlement local, que tous les Alsaciens-Lorrains qui ont fait preuve de loyalisme allemand (et ils appartiennent pour la plupart aux classes dirigeantes) redoutent des représailles en cas d'un retour des deux provinces à la France, que tous les fonctionnaires, en premier lieu les professeurs et les instituteurs, savent que peu d'entre eux seront réengagés par le gouvernement de la République. Il y a donc là toute une puissante élite, ministres, parlementaires, industriels, fonctionnaires de tous grades, ministre des cultes, qui, dans la restauration pure et simple du droit, voient leur avenir compromis. Il est convenu que tous ces hommes entendent bien ne plus rester Allemands, mais, si on les consulte, voudront-ils devenir Français sans aucune garantie pour la sauvegarde de leurs situations acquises?

"Dans un manifeste qu'a publié le secrétaire d'Etat Hauss, nous trouvons une phrase qui nous montre comment les partisans de la neutralisation pensent faire admettre leur point de vue par la masse des électeurs. Il y est dit qu' "une ère nouvelle s'ouvrira pour l'Alsace-Lorraine, qui permettra au pays de jouer le rôle que l'histoire lui assigne, de former une centre de réconciliation entre les deux nations et de collaborer à l'établissement d'un compromis entre les deux civilisations appelées à travailler en commun dans le monde pour le salut et le bonheur de l'humanité!"

"Des phrases, me direz-vous ? C'est vrai. Encore ces phrases pourraient-elles exercer une action profonde sur une population qui, faute de mieux, avait pendant trente ans adopté la devise de Charles Grad: "L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains!"

"A l'heure actuelle l'Allemagne n'a plus qu'une préoccupation, grouper autour du gouvernement de Berlin tous ses nationaux des deux empires, et autour de cet Etat de 75 millions de sujets, établir une ceinture de petits Etats-tampons (Hollande, Luxembourg, Alsace-Lorraine, Suisse, Pologne, Ukraine, Bohême, Roumanie et Serbie-Croatie) qu'elle espère retenir ou attirer de nouveau plus tard dans la sphère de sa domination économique. Elle ne veut plus de grands voisins. Au milieu des nations trop faibles pour se suffire, le groupe puissant de ses nationaux pourrait reprendre sa politique d'invasion sournoise et d'accaparement."

Voilà sous son dernier aspect de plus en plus compliqué comment se pose la question d'Alsace-Lorraine qui, suivant l'expression même de M. Wilson, "pendant près de cinquante ans a troublé la paix du monde".

Comme le Saint Père a bien raison de demander pour les hommes d'Etat qui traceront à Versailles les destinées des nations de demain, toutes les lumières d'En-haut!

Si la France doit garder l'Alsace-Lorraine retrouvée au prix de sacrifices à jamais immortels, ayons confiance avec le patriote abbe Wetterlé "que le gouvernement de la République, conscient de ses devoirs vis-à-vis d'une population qui a tant souffert, saura, par de sages et bienveillantes mesures, faciliter aux anciens annexés le retour au foyer familial et sauvegarder les intérêts *matériels et moraux* de ceux qui, pendant, quarante-sept ans, ont payé la rançon de leur Patrie".

Marcel LEVIS.

Cet article était écrit lorsqu'un numéro de la *Croix*, de Paris, en date du 22 novembre, c'est-à-dire 11 jours après la signature de l'armistice, nous a mis la dépêche suivante sous les yeux :

"Le gouvernement de l'empire a envoyé de Berlin le télégramme suivant aux soldats de Strasbourg:

"L'occupation de l'Alsace-Lorraine par l'Entente ne préjuge en rien de la solution de la question d'Alsace-Lorraine, conformément aux principes de droit international concernant la libre disposition des peuples par eux-mêmes.

"EBERT-HAASE."

En dépit de l'anarchie, du bolchévisme et de toutes les manifestations de désordre, l'Allemagne, on le voit, n'abandonne pas son idée de neutralisation. Les Alliés ont forgé les armes du *self determination*: le gouvernement de Berlin cherche maintenant à s'en servir.

M. P.

NOS COMPATRIOTES DES ÉTATS-UNIS

.. (*Suite de la 1ère page*)

prestige de la richesse ou de l'influence, le poilu, à Verdun ou à la Marne. En dehors de la politique, sur les hauteurs où s'opèrent les échanges intellectuels, où coule le fluide de la sympathie entre les âmes-soeurs, l'union et la collaboration seront parfaites.

Inutile d'insister sur la nécessité de cette union et de cette collaboration trop faibles, hier. L'importance du rôle de la France — foyer central, qui avive les autres foyers et les plongerait dans une quasi-obscurité en s'éteignant — est évidente. Le rôle de la province de Québec est tout indiqué, aussi. La France rayonne sur l'Amérique par sa civilisation merveilleuse, par sa pensée, mais depuis 1760 et depuis Lafayette, elle n'exerce plus d'influence directe sur ce continent. Nous ne savons trop de quelle utilité l'alliance entre la France et les Etats-Unis sera pour les Franco-Américains, au point de vue de la langue, mais le seul résultat tangible, jusqu'ici, est la campagne de Roosevelt en faveur de la proscription de toutes les langues étrangères, y compris la langue de Foch et de Joffre. L'intervention, l'aide interdites désormais à la France sont l'affaire du Québec. Notre province est le boulevard de la race en Amérique, la cellule-mère de tous les groupes français du continent. L'histoire, son homogénéité, sa force numérique lui commandent de se porter au secours des troupes attaquées, d'être l'arsenal, le clairon et le bouclier.

Nous savons à quel point elle a manqué à ce ministère dans le passé. Elle n'a pas même enseigné à ceux qui venaient s'instruire chez elle — probablement parce qu'elle l'ignorait elle-même *en partie* — la beauté et le sens de son histoire. Pourtant, il n'y a pas de science plus utile pour un Français d'Amérique que de connaitre la grande loi de notre passé et de notre avenir, telle que formulée heureusement par un écrivain de chez nous: "La lutte dans l'isolement et l'isolement dans la lutte." (2) Franco-Américains et Canadiens français, pour vivre, nous devons compter sur nous seuls.

L'instrument, l'apostolat nécessaire au Québec, à ce point de vue, il nous arrive parfois de l'évoquer, de le prévoir, dans l'*Action Française*, oeuvre modeste dans ses débuts, déjà magnifique dans ses résultats. En grandissant, en vieillissant, pourquoi l'*Action Française* ne deviendrait-elle pas dans l'ordre pratique, dans la lutte pour le français, ce que constitue l'*Alliance française*, dans le domaine de la littérature et de la pensée? Série de comités reliant tous les groupes français d'Amérique au Québec par des conférenciers, par le livre, groupant toutes les énergies, disciplinant toutes les forces, organisant la lutte, en dehors du terrain politique, l'*Action Française* réaliserait enfin la coopération qui garantit la victoire.

Elle corrigerait aussi l'émiettement et le gaspillage qui sont une caractéristique de la colonisation française, autant que la puissance de résistance et de survivance du Français. Le télégraphe a signalé la semaine dernière, un nouvel exemple de cette ténacité. Suivant une dépêche, à Sarrelouis, les officiers français n'en revenaient plus de constater en milieu allemand tous les vestiges de la civilisation et de l'art français de l'époque de Louis XIV. Ce fait rappelle cette lettre d'un Suisse il y a plusieurs années, adressée à l'abbé Casgrain (3), et dont voici un extrait:

"Il y a dans la race française, plus que dans toutes les autres, quelque chose qui s'opposera toujours à la perte de sa nationalité. J'en vois bien des preuves en Suisse et ailleurs.

A Fribourg, par exemple, dans la haute ville, on ne parle que français, tandis que la ville basse est toute allemande.

La petite ville de Bienn, à cinq lieues d'ici, est toute allemande ; elle est le chef-lieu d'une paroisse comprenant plusieurs villages : l'un d'eux, Evillars, a toujours été français, a une école française, etc., etc. Après la révocation de l'édit de Nantes, les réfugiés français qui sont venus s'établir à Berne y ont formé une corporation appelée colonie française, qui existe encore de nos jours, et dont tous les membres ont conservé la langue et les moeurs de leurs ancêtres. Mais, ce qu'il y a de plus remarquable et de plus frappant à cet égard, ce sont ces villages fondés, toujours par suite de cette déplorable révocation de l'édit de Nantes, dans les environs de Francfort, au centre même de l'Allemagne. Une personne de ma connaissance, qui a vu ces villages pendant l'été dernier, m'assure qu'en visitant la population, on se croit au milieu de la France méridionale du siècle de Louis XIV. Langage, accent,moeurs, tout y rappelle cette dernière époque. Les pasteurs viennent de la Suisse française. Dans les écoles, on n'enseigne que le français, et la plus grande partie des habitants ne comprennent pas même l'allemand. "

Dans combien de lieux, dans combien de pays ne se retrouvent pas ainsi des restes de la civilisation française ! " Quelles terres n'avons-nous pas conquises et perdues ? " (4) Où les Français n'ont-ils pas pénétré dans les deux mondes ? Ici même, en Amérique, où les Canadiens-français n'ont-ils pas établi leurs pénates ? Emiettement, dispersion des forces, gaspillage. Il faut que les chercheurs et les historiens mettent en lumière les découvertes et les traces des Français sur ce continent qu'il ont fait une patrie pour nous. Il faut qu'un organisme, comme celui dont nous parlions plus haut, ordonne et canalise notre colonisation, signale après des études approfondies, les contrées où les nôtres peuvent aller, pour le plus grand avantage de la race, car notre isolement nous commande l'économie de nos forces.

Etienne ANTHONY.

(1) Une soirée d'action française, à Boston, abbé Georges Courchesne, L'*Action française*, novembre.

(2) *Les influences françaises au Canada*, par Jean Charbonneau.

(3) F.-X. Garneau et Francis Parkman, par l'abbé H.-R. Casgrain.

(4) L'expansion française par Louis Mandelin.

Tribune libre

SOU, CENTIN, CENT

Il n'y a pas encore fort longtemps une discussion s'engagea pour savoir si nous devions employer le mot *dollar* ou le terme de *piastre*, pour désigner l'unité monétaire de ce pays. Les uns voulant exprimer par les mots une valeur distincte de toute autre optaient pour *dollar*, ce mot s'appliquant à une certaine monnaie ayant cours en ce pays et représentant une certaine valeur d'un montant bien défini; d'autres s'en tenant à une vieille tradition et pour un motif d'esthétique ou d'euphonie choisissaient le mot *piastre*, reconnu et employé, paraît-il, dans les actes officiels, encore que ce terme soit employé pour désigner quantités de pièces d'argent ou d'or de différentes valeurs suivant les pays qui s'en servent. Tout récemment un auteur fort connu écrivait un article — ce n'est pas le premier — en faveur de l'usage du mot *sou*, de préférence aux mots *cent* et *centin* qu'il demande de proscrire sans pitié et en toute occasion, à commencer durant les classes d'arithmétique.

Les mots, ce semble, sont faits pour exprimer des idées exactes, et il serait juste que lorsqu'il s'agit de valeur ou de calcul le terme exact dût être employé de préférence au terme poétique. Et du reste qu'est-ce qu'un terme poétique?... Qu'y a-t-il donc de si poétique dans le mot *sou*. Chacun ses goûts, moi, il me paraît plutôt vulgaire. "Le mot sou ne fait plus partie du système monétaire français." Dans les catalogues et listes de prix, à Paris et en d'autres grandes villes de France, de Suisse, de Belgique, on emploie de plus en plus le mot légal centime, mais le gros du peuple français compte toujours en sous jusqu'à concurrence de trois francs. C'est bien une valeur française, un terme français. D'autre part, en ce pays-ci, on lui garde souvent le même sens qu'au temps où la monnaie anglaise avait cours et où l'on appelait un *six pence* douze sous, et c'est encore de là que l'on a désigné la pièce de monnaie qui équivaut au quart du dollar du terme de *trente sous;* et il n'y a pas à dire trois *trente sous* ne font pas soixante-quinze sous, pas plus qu'un louis ne fait une livre sterling.

On nous demande de rester nous-mêmes, pourquoi emprunter un mot français pour désigner une valeur canadienne désignée par un mot canadien : cent en anglais, et centin en... l'autre langue. Je dis en l'autre langue parce que l'auteur — qui fait autorité — dit que ce mot n'est pas français, donc je n'ose dire en français.

Cependant raisonnons un peu: si centin n'est pas français qu'est-ce donc?...ce n'est pas anglais que je sache; serait-ce de l'iroquois, du cris ou du micmac?... pas que je sache non plus, ou mon sens acoustique me fait considérablement défaut. Qui l'a créé, ce mot? Ne serait-il pas tout aussi canadien et tout aussi élégant que *poudrerie* que cite l'auteur, qui *minot* qui désigne une quantité de volume et de poids en même temps, et n'a-t-il pas sur le mot *sou* le double avantage d'être exclusivement canadien et non français, et celui de désigner exactement une valeur canadienne et non quelconque, à savoir la centième partie du dollar; et de plus, ne pourrais-je pas dire de ce mot ce que l'auteur qui le proscrit dit du mot sou, à savoir qu'il est "agréable et harmonieux à l'oreille, plein de signification pour l'intelligence française?

Condamnez en français l'usage du mot *cent*, soit, mais à condition que vous laissiez vivre *centin*, sinon *cent* sera encore plus exact que *sou*, et toujours pour la même raison, à savoir qu'alors il désignera seul exactement cette valeur qui d'une manière précise équivaut à la centième partie du dollar. Quant au reste, que si dans le langage imagé on veut parler de "faire la charité d'un *sou*" dire que telle chose "ne vaut pas un *sou*", qu'on est "sans le *sou*" etc., cela n'a pas la moindre importance. Nul ne compte aujourd'hui par talents, ni par oboles et pourtant bien que maintes paraboles nous parlent de talents, et d'oboles nous comprenons tous. Mais si l'on veut parler de cette monnaie canadienne qui vaut exactement le centième du dollar, le mot *sou* est un terme impropre et malgré tout le respect que méritent les membres de la Société du Parler Français, je ne vois pas à quel titre ses décisions devraient être irrévocablement acceptées sans discussion et sans appel en tout et toujours, malgré le sens des mots, malgré leur origine, et malgré l'usage souvent contraire.

LECTEUR

RHUMATISME

Traitement à prendre chez soi, donné par quelqu'un qui en était atteint.

Au printemps de 1893 je ressentis les attaques du rhumatisme musculaire et inflammatoire. Pendant trois ans je souffris comme seuls le savent ceux qui ont cette maladie. J'essayai remède sur remède, consultai médecin après médecin, mais tout le soulagement que j'en recevais n'était que passager. Enfin je trouvai un remède qui me guérit complètement et le mal n'est jamais revenu. Je l'ai indiqué à nombre de personnes qui en étaient affligées et même que le rhumatisme clouait au lit, et en chaque cas il opera une guérison.

Je veux que toute personne qui souffre du rhumatisme, sous quelque forme qu'il se présente, essaye la puissance merveilleuse qu'a ce remède de les guérir. N'envoyez pas un sou ; envoyez simplement votre nom et votre adresse et je vous en enverrai gratuitement pour l'essayer. Après que vous en aurez fait usage et qu'il aura démontré qu'il est ce moyen que vous avez si longtemps cherché pour vous guérir de vos rhumatismes, vous pouvez en envoyer le prix : une piastre. Mais comprenez bien, je ne veux pas votre argent à moins que vous ne soyez parfaitement satisfait de l'envoyer. N'est-ce pas raisonnable ? Pourquoi souffrir plus longtemps lorsqu'un soulagement positif vous est ainsi offert gratuitement ? Ne remettez pas à plus tard. Ecrivez aujourd'hui.

Mark H. Jackson, No 418 E Gurney Bldg., Syracuse, N. Y.

LE PETROLE, SA PRODUCTION

Quelques chiffres — Aux Etats-Unis — Au Mexique — En Russie — Il faut produire plus — Et nous ?

Le pétrole, depuis longtemps, est un produit très recherché. Il importe de se le procurer aisément. La recherche des gisements pétrolifères a toujours été fort active. Seule la guerre pouvait en constituer un impératif catégorique. On a senti tous les profits que pouvait procurer ce produit naturel. La guerre a fait une consommation intense de pétrole. Le nombre énorme des automobiles et des tracteurs de tous genres, organes essentiels des armées modernes, en requiert des quantités incroyables. D'autre part, la diminution de la main-d'oeuvre et l'occupation des centres pétrolifères par l'ennemi ont provoqué une baisse générale. L'Etat a dû réglementer la consommation du pétrole par les particuliers. Et nous avons connu des dimanches *sans essences*.

La production du pétrole dans le monde s'est répartie en 1915 et 1916, comme il suit, d'après le rapport des Houillères de France, en barils de 92 gallons ou de 159 litres:

	1915	P.C.	1916	P.C.
Etats-Unis	281,104,000	65.73	300,767,000	65.26
Russie	68,548,000	16.03	72,801,000	15.80
Mexique	32,910,000	7.69	39,817,000	8.64
Indes néerlandaises	12,386,000	2.90	13,174,000	2.86
Roumanie	12,029,000	2.81	10,298,000	2.33
Indes	8,202,000	1.92	8,491,000	1.84
Galicie	4,158,000	0.97	6,461,000	1.40
Japon et Formose	3,118,000	0.73	2,997,000	0.65
Pérou	2,487,000	0.58	2,550,000	0.55
Allemagne	995,000	0.23	995,000	0.22
Trinité	750,000	0.18	1,000,000	0.22
Argentine	516,000	0.12	870,000	0.19
Egypte	221,000	0.05	411,000	0.09
Canada	215,000	0.05	198,000	0.04
Italie	39,000	0.01	43,000	0.01
Autres pays	10,000	0.01	3,000	0.01
	427,695,000		460,901,000	

Pour comprendre les perturbations que la production du pétrole a subies, la guerre durant, il suffit de regarder ce tableau et de voir le rôle que certains pays ont joué dans la guerre. La révolution russe a bouleversé sa production pétrolifère. La Roumanie a dû traiter avec les empires centraux. Ces deux pays occupent dans le tableau le deuxième et le cinquième rang; ils donnaient 80 billions de barils.

Pour la période 1915-1916, la Russie a tenu le second rang. Naguère elle occupa le premier ; de 1898 à 1901, le total de l'huile recueilli s'y est élevé à 289 millions contre 245 millions de barils aux Etats-Unis. La production américaine, depuis lors, a progressé : celle de la Russie a décru. Le *Statist* du 28 septembre rappelle qu'en 1900 la Russie produisait 76 millions de barils ou 51 p. c. de la production mondiale. En 1901, c'est l'apogée. Elle a produit 85 millions de barils, soit 16 millions de plus que les Etatss-Unis. En 1916, la production russe, n'étant que de 75 millions, n'a plus signifié que 17 p. c. de la production mondiale. L'Amérique a atteint alors 300 millions de barils.

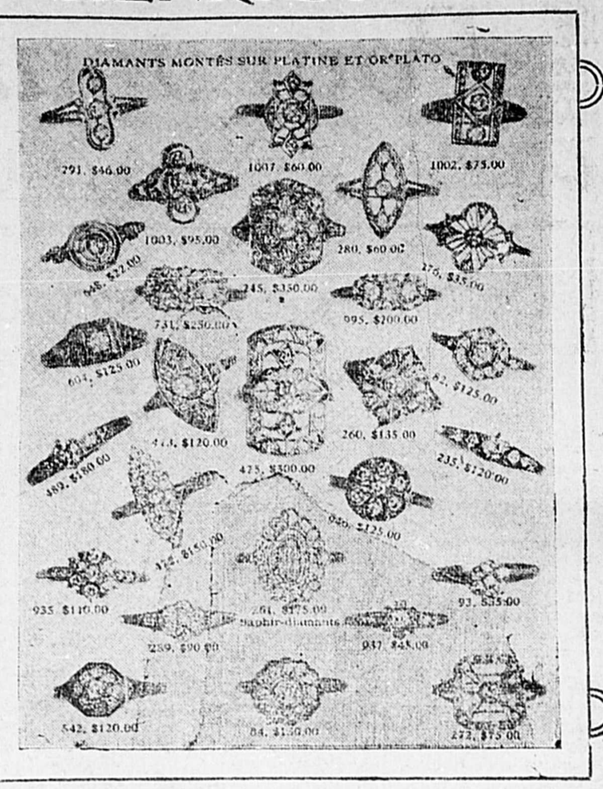
On estimait, en 1917, la production mondiale à 500 millions de barils. La part américaine était de 342 millions, ce'st-à-dire 68 p. c. du total. L'année précédente, la production des Etats-Unis s'évaluait à 65 p. c. Les circonstances anormales opèrent un retour vers l'état de choses qui distingua le début de l'utilisation commerciale du pétrole. Il y a un demi-siècle, l'Amérique avait le monopole absolu. Cependant que la production de la Russie sombrait dans le chaos de la révolution, celle du Mexique augmentait d'une façon considérable. En 1916, sa production s'est élevée à 40 millions de barils ou 1,680 millions de gallons. Les actions de la *Mexican Eagle Company* sur le marché de Paris cotent aujourd'hui 120 francs. Elles se traitaient, il y a deux ans, aux environs de 50 francs. La stabilité politique du Mexique favoriserait l'élan initial. Toutes les guerres sont économiques, a dit le grand Brunetière. L'histoire dira peut-être si les troubles mexicains ne sont pas en définitive alimentés par une concurrence jalouse de la part d'un voisin tout puissant.

Tous les payx sont anxieux de produire le pétrole nécessaire à leur consommation. La Grande-Bretagne, s'est assuré des concessions de pétrole en Perse. En Australie le *Financial Times* du 17 octobre publiait une correspondance au sujet de la possibilité de la production du pétrole. Le Canada progresse en cette voie. On évaluait, en 1916, à 200,000 barils la quantité produite. Elle aurait dépassé 200,000 barils en 1917. La France se tourne vers les colonies. L'an dernier, il y a été importé 1,983,000 hectolitres d'huiles de schiste ou de pétrole, soit 1,128,000 des Etats-Unis, 498,000 de la Roumanie et 357,000 de la Russie. Le Maroc, d'après M. François Bernard, la Tunisie, l'Afrique française du Nord seraient riches en gisements pétrolifères. Le sénateur Herriot de Lyon n'aura point vainement stimuler les "Enes les Françaises", si les rapports du gouvernement donnent des résultats tangibles.

Ailleurs, on s'organise, on songe à demain autrement qu'en des mots. Là, on a la volonté. Ici, nos gouvernants se disent : Nous avons le temps.

Jean TILLEMONT.

HENRI SCOTT



Diamants montés sur Platine et or Plato

Ces diamants, par la réputation qu'ils possèdent, constituent, à coup sûr, le cadeau le plus apprécié. Vous pouvez être assurés qu'ils vous plairont, si vous les choisissez chez Scott.

—ET LA MAISON SCOTT EST CANADIENNE-FRANÇAISE.

HENRI SCOTT, 479 est, rue Ste-Catherine.

Evitez les rechutes de la Grippe

Protégez-vous contre les maladies des voies respiratoires si fréquentes à cette saison de l'année et assurez-vous une santé florissante et robuste.

Vous obtiendrez ces résultats

en nettoyant et en maintenant net et sain votre canal alimentaire, empêchant ainsi l'accumulation dans le gros intestin de déchets organiques et de matières excrémentielles, source de fermentations nocives et de toxines microbiennes qui contaminent le sang et invitent les attaques de la maladie.

Pour cela, prenez tous les matins, avant le déjeuner, un verre d'

EAU PURGATIVE

"RIGA"

eau laxative et purgative populaire et inoffensive qui assure, sans coliques, ni nausées, ni irritations, la liberté de l'intestin et, avec elle, la santé.

L'Eau Purgative Riga soulage et guérit rapidement et sûrement : Dyspepsie, Constipation, Hémorroïdes, etc.

EN VENTE PARTOUT

Société des Eaux Purgatives Riga
MONTRÉAL

N. B. — Cartes à marquer pour euchre (tallies) gratis sur demande.

Donnez lui un rasoir de sureté AUTO-STROP afin qu'il se rase avec plaisir tous les jours de l'année. De $5.00 à $50.00

J. H. ROBERT Pharmacien

1185, RUE ST-DENIS
ANGLE MONT- ROYAL

Pour vos Cadeaux des Fêtes

Nous avons l'honneur d'annoncer à nos nombreux clients que nous avons une très grande quantité de merceries attrayantes pour vos cadeaux des fêtes. Assortiment complet de foulards en soie et en laine. Immense choix de cravates, gilets de fantaisie, chandails, etc.

G. A. DUCHARME & CIE

MERCERIE ET CHAPEAUX,
EDIFICE DANDURAND, RUE STE-CATHERINE EST.

Pour vous, Mesdames

Lettres à une Lectrice

CLXXIII

La soumission est un mot inconnu en ces temps-ci. La chose même l'est davantage. Elle s'efface avec le contentement de son sort; et qui n'est plus satisfait de sa place dans la vie n'est plus soumis. Or n'être plus soumis, c'est être déjà presque révolté. Il suffit d'un coup de vent parfois sans grande force pour que l'arbre dont les racines sont déjà dénudées et affaiblies tombe du côté où il penche.

Qu'entend-on raconter, depuis que la guerre est finie ou presque? Des révoltes, des grands mouvements populaires qui manifestent le sentiment des masses. De partout arrivent des bruits annonciateurs de désordre. Comme on entend, dans les forêts, venir de loin la tempête, à la rumeur que font les arbres s'entrechoquant les uns contre les autres, au tressaillement grandissant des feuilles agitées, de même les incidents que signale le télégraphe, sur tous les coins de l'Amérique à la fois, trahissent une inquiétude, un trouble alarmants.

Quand la guerre durait, les gens disaient: "Si la paix peut venir!" Elle est à la veille d'être signée officiellement, elle existe en fait. Et pourtant elle ne satisfait pas le monde. Des groupes innombrables d'hommes trépident, sur tous les continents, tous ont des réclamations à faire valoir, tous entendent l'autorité leur rendre justice ou ce qu'ils appellent ainsi. Et la joie qui devait, au dire de tant et tant de gens, inonder l'univers au lendemain de la paix, cette joie, un jour a suffi à l'épuiser, tandis que le conflit social renaît, accru par le silence de ses revendications pendant la guerre, et menace de tout emporter devant soi.

Le contentement n'est plus de ce monde. Jamais l'ivresse de vivre et de jouir, le matérialisme du genre humain ne se sont manifestés avec une pareille intensité sur un globe terrestre tout rouge du sang versé pour toutes sortes de raisons. Chacun veut une part plus large de jouissances, chacun oublie que le sacrifice est la loi de cette terre, qu'il ne doit pas y avoir que des plaisirs, ici-bas, que la vie est un lieu de combats et de souffrances.

Le mauvais exemple est venu de haut. Les gens qu'a enrichis la guerre ont donné le spectacle de leur opulence de mauvais goût aux époques où le peuple a le plus souffert. Ils ont éclaboussé de la boue de leurs scandales et de leur conduite privée indigne le menu peuple qu'ils manquaient écraser sur la chaussée. Ce peuple s'est dit que son heure viendrait, lui aussi, de jouir et de vivre. Il veut maintenant dans tous les pays de quoi vivre dans l'abondance, de quoi jouir à satiété; il le réclame, et d'autant plus fort que les privations de ces dernières années ont été plus nombreuses pour lui et les siens, que le pouvoir s'est fait arrogant et dominateur.

Où sont dans tout cela la soumission à la volonté divine, l'acceptation des épreuves passées en châtiment des fautes d'autrefois, la satisfaction du devoir accompli?

Personne, ou à peu près, n'en parle plus, tout le monde l'ignore. Sont-ce là même des sujets dont on peut maintenant parler sans faire rire de soi?

Je veux jouir, a dit l'homme. Jouira-t-il, ou bien de nouveaux soulèvements n'ébranleront-ils pas l'ordre social, secouant davantage les colonnes du temple de la civilisation déjà rudement agitées par la guerre?

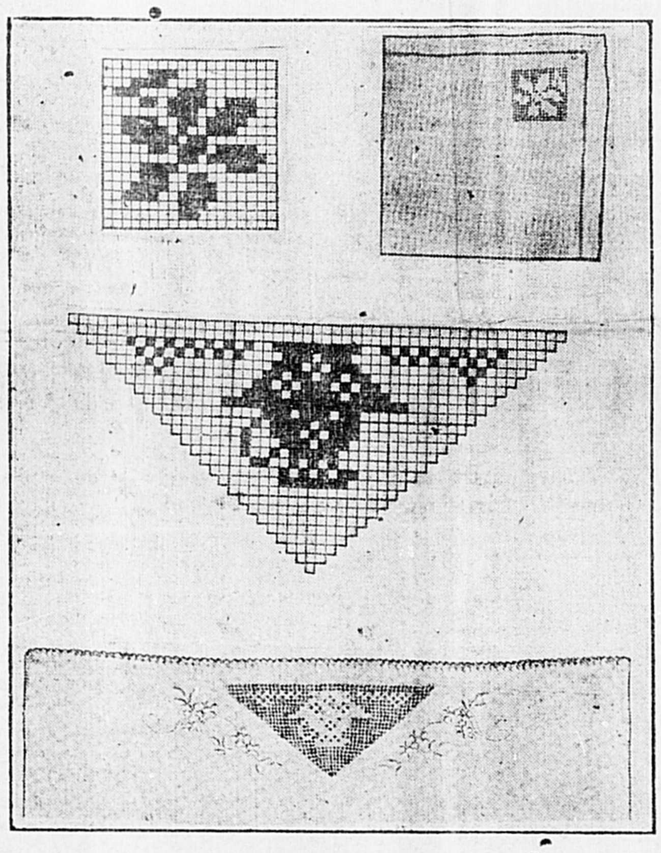
Paule MANCE

LES BAS PERCÉS

L'autre jour, un enfant, la figure fanée,
Les habits en lambeaux, toute la matinée
Auprès d'un étalage, avait mangé des yeux
Des cônes de bonbons frais et délicieux.
Sous le coup de l'appât haletait sa poitrine:
Il était là, le front collé sur la vitrine,
Et n'avait de pensée et n'avait de regard
Que pour ces riens dont il n'aura jamais sa part.
Je m'approche de lui: "Quel est, dis-je, ton père?
—Monsieur, je n'en ai plus; je vis avec ma mère,
Trois frères, quatre soeurs, à Saint-Roch, près du pont.
Et c'est avec des pleurs que l'enfant me répond.
Sais-tu, pauvre petit, que ce soir c'est la fête
De l'Enfant-Dieu? — Je sais, dit-il, hochant la tête.
Mais pourquoi donc Jésus, à qui souffre la faim
Ne donne pas ce soir un bon morceau de pain?"
—Il te le donnera si tu le lui demandes!
Et le frémissement de ses lèvres gourmandes
Me fit comprendre, hélas! que le pauvre petit
Mordrait dans un gâteau de fort bon appétit;
Et, l'entraînant de suite à la confiserie,
Je l'attablai. Ce fut comme une griserie!
Et de le voir ainsi dévorer les pâtés,
Les gâteaux engloutis avant d'être goûtés,
Me jeta dans le coeur une pitié profonde;
Et je songeai soudain à tout ce petit monde
A la mère là-bas, attendant son enfant,
Et qui, contre la faim, en pleurant, se défend.
Je jurai de leur faire une douce surprise.
Sa dernière bouchée était à peine prise
Que je dis à l'enfant: "Si tu pendais ton bas,
Petit Jésus est bon, il ne t'oublierait pas,
A ton lit suspends-le ce soir; qu'il soit solide,
Car il sera bien plein." Mais le petit, candide,
Me dit d'un ton dolent, les yeux sur moi fixés:
Monsieur, je voudrais bien, mes bas... ils sont percés!

Adolphe POISSON.

LE CROCHET



Serviette de table et serviette de toilette avec motifs au crochet.

Faites chauffer le lait et ajoutez le sel et la farine (que vous aurez délayée auparavant avec un peu de lait). Dès que c'est épais faites cuire 10 minutes. Mélangez le beurre, le sucre et les jaunes d'œufs. Versez-y le mélange chaud, en brassant, et mettez refroidir. Ajoutez la vanille et le coco. En dernier, amalgamez les blancs bien battus. Faites cuire dans une casserole graissée dans un four modéré. Servez avec sauce chaude au chocolat.

SAUCE AU CHOCOLAT

2 cuillerées à table de beurre, 1 cuillerée à table de farine, une pincée de sel, 1 tasse d'eau bouillante, 1 carré de chocolat, 4 cuillerées à table de sucre, 1 cuillerée à thé de vanille.

Faites fondre le beurre dans un poêlon, ajoutez la farine sèche et le beurre. Mêlez jusqu'à ce que le mélange soit lisse, et videz-y doucement, l'eau chaude, en brassant constamment. Ajoutez le carré de chocolat et le sucre, et tournez jusqu'à ce que ce soit fondu. Ajoutez la vanille au moment de servir.

GARNITURE

1 tasse de lait, ½ tasse de sucre, 1 œuf, ½ cuillerée à dessert de fécule de blé d'Inde (*cornstarch*).

Faites bouillir le lait, ajoutez le sucre, la fécule, et, en dernier, l'œuf bien battu. Aussitôt refroidie, parfumez au goût.

Si on le désire, on peut enduire le dessus des *choux* avec un œuf battu et du lait avant de les mettre au our. Lorsqu'ils sont froids, ouvrez-les et remplissez-les avec de la crème fouettée ou de la cossetarde, et saupoudrez le dessus de sucre fin.

PATÉ A LA VOLAILLE

Prenez un poulet d'environ 4 livres. Otez tout le gras, découpez-le et posez-le dans l'eau bouillante. Assaisonnez avec un peu de poivre et de sel. Laissez cuire jusqu'à ce qu'il se désosse facilement. Retirez-le, coupez-le en petits morceaux et enlevez tous les os. Il doit rester environ 3 tasses de liquide pour la sauce que vous laisserez dans le chaudron. Epaississez avec de la farine. Ajoutez à peu près une cuilelrée à table de beurre, si vous désirez avoir une sauce très riche.

CONTE DU DIMANCHE

LA PLUIE ET LE BEAU TEMPS

par R. Francheville

Bonjour, jeune homme, vous désirez?... M. Dubois (des Vosges), le célèbre météorologiste?... C'est moi... Seulement, depuis le terme d'avril, j'ai déménagé : j'ai changé de département... De sorte qu'à présent je suis Dubois (de l'Ardèche)... Mais ça ne fait rien, donnez-vous donc la peine d'entrer, asseyez-vous, et dites-moi ce qui me vaut l'honneur de votre visite...

"Ah ! vous êtes le sous-secrétaire de la commission des fêtes du Cercle des Tomates?... Diantre, c'est une belle situation!... Je suis enchanté de faire votre connaissance, mais je ne vois guère en quoi je puis vous être utile...

"Eh bien, voyons, qu'y a-t-il pour votre service?...

"Vous avez organisé un théâtre de verdure?... Bon!... Vous l'inaugurez demain par la première représentation de *Pythagore*,, tragédie antique?... C'est parfait... Mais, comme la saison est capricieuse, vous appréhendez que la perfidie des éléments ne vienne contrarier inopinément cette fête en plein air, dont le succès n'est assuré que si le soleil y consent?... Et vous venez me demander, avec une anxiété bien légitime, si le temps sera aussi beau demain qu'aujourd'hui?...

"Ah! dame, mon cher monsieur, voilà ce que je ne sais pas encore... Mais si vous voulez bien monter avec moi jusque sur la terrasse de ma maison, où sont installés mes appareils enregistreurs et mon observatoire météorologique, nous allons établir ensemble des pronostics certains pour la journée de demain... Venez par ici et méfiez-vous, l'escalier est un peu raide...

"Ouf ! nous y voilà... Hélas! je n'ai plus mes jambes de vingt ans, et, pour un peu, le thermomètre monterait plus vite que moi!... Fort heureusement, j'aime mon métier, et si je me fatigue, c'est pour le bien de la science...

"Ah! jeune homme, quelle belle chose que la Météorologie!... Vous allez voir sur quelles données rigoureusement précises elle se base ! Aussi je ne me trompe jamais : le ciel semble avoir à coeur de se conformer à mes prévisions, et l'on dirait vraiment que ce sont mes bulletins météorologiques qui lui dictent sa conduite!...

"Mais procédons, s'il vous plaît, à la vérification des instruments que nous avons sous les yeux... Pour fixer nos idées, jetons tout d'abord un coup d'oeil rapide sur le baroscope rudimentaire que voici : il consiste tout simplement en un flacon d'eau-de-vie dans laquelle on a fait dissoudre du sel de nitre, du camphre et du sel ammoniac. Quand ce liquide est troublé, il annonce de la pluie : or, vous pouvez constater qu'il est parfaitement limpide—c'est du beau temps en perspective!...

"Le pluviomètre est sec — sec comme un coup de trique, si j'ose m'exprimer ainsi... Cela nous indique qu'il n'a pas plu d'aujourd'hui, chose que nous savions déjà. Passons.

"Le thermomètre est sage et se maintient dans une honnête moyenne ; le baromètre est à 770, avec des tendances à la hausse, c'est rassurant ; le barothermographe corrobore ces indices favorables ; le vent est du Sud-Est et accuse à l'anémomètre une vitesse de 5 mètres à la seconde ; quant au degré hygrométrique, j'ai le plaisir de constater qu'il est normal... Allons, allons, jeune homme, tout va bien, vous pouvez vous tranquilliser et dire aux dames de ma part que leurs chapeaux ne risqueront rien: votre fête sera brillante, et les interprètes de *Pythagore* ne seront pas obligés de jouer sous des parapluies. Je vous promets pour demain un temps magnifique... une vraie journée d'été!...

"Vous êtes trop aimable, mais ce n'est pas moi qu'il faut remercier... Moi, je me borne à recueillir et à coordonner les renseignements irréfutables que me fournissent mes appareils... Et, tel que vous me voyez, jeune homme, si je suis une de, lumières de la Météorologie, si ma renommée est universelle, et si je rends des oracles infaillibles, c'est que la Science parle par ma bouche!...

"...Mais veuillez m'excuser deux minutes, le temps de rédiger pour les grands journaux d'Europe mon bulletin quotidien sur la situation atmosphérique... Ah! ah! c'est en quelque sorte le bulletin de victoire de votre tentative artistique, mon gaillard! Je vous en félicite.

"Voyons, comme probabilités, je pense que je puis hardiment annoncer pour demain: "Temps superbe"... Mieux que ça: "Temps splendide"...

. . . . . .

"Oh!... Aïe!... Hou!...

"Cristi!...

"Ce que j'ai?... Ah! mon pauvre jeune homme, votre gala est fichu! Il est dans l'eau, votre gala: je vous conseille de le remettre à l'année prochaine!...

"Tenez, je déchire mon bulletin; il y a contre-ordre! Aïe!... Oh! là! ont dit, je le retire!

là!... Tout ce que les appareils

"Pourquoi?... Mais parce que le temps va changer: mon cor au pied me fait mal, il va sûrement pleuvoir demain!..."

QUALITE SUPERIEURE — BAS PRIX

LE CADEAU POUR NOEL OU LE JOUR DE L'AN
C'est un

Manteau de Fourrure

Et c'est aussi le plus sûr, comme le meilleur abri pour les froides journées d'hiver.

Vous pouvez être sûrs qu'il plaira tout de suite et durant de longues années à venir, si vous le choisissez parmi les charmantes créations de la maison Desjardins, qui sont des modèles d'individualité et de distinction incomparables.

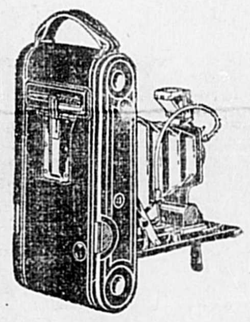
Hudson Seal
Mouton de Perse
Castor
Chat sauvage
Rat musqué

Afin de vous permettre un choix immédiat, nous nous ferons un plaisir, moyennant un léger dépôt, de réserver les morceaux choisis jusqu'à ce que vous désirlez les avoir

Nos prix sont en ce moment EXTRAORDINAIREMENT MODERES.

Chas Desjardins Ltée
Limitée
130 SAINT-DENIS

Kodak—cet instrument est le plus joli cadeau à offrir à une personne de n'importe quel âge.



Il est si simple à manipuler qu'un enfant peut faire les meilleures photographies.

Un assortiment complet à partir de $11.50 à $100.00.

Avec chaque achat d'un instrument, je donne gratis un an d'abonnement au journal de photographie, vous enseignant tous les secrets pour faire les plus beaux portraits. Catalogue gratis.

TEL. ST. LOUIS 811-2999
J. H. ROBERT
PHARMACIEN CHIMISTE
1185 RUE ST. DENIS ANGLE MONT-ROYAL

LA GRAPHOLOGIE AU NATIONALISTE

MARIE ANGE D. — Vous ne soupçonnez donc pas que pour faire des analyses d'écriture, il faut de l'écriture? Donnez-moi au moins deux pages et qui ne soient pas de la copie. Je prends en note les timbres et le coupon, ne m'adressez que de l'écriture.

CHARLES ÉDOUARD.—Deux ou trois pages d'écriture courante qui ne soit pas de la copie. Une lettre ordinaire est un bon manuscrit pour l'étude.

PETITE FRIMOUSSE. — n'a envoyé ni coupon ni timbres.

BLANCO, ni timbres, ni coupon et il faut deux ou trois pages d'écriture.

ANDRÉE. — Oui, votre tour viendra certainement.

NI-PAUL. — Actif, ardent, impulsif, il est d'une sensibilité délicate et dans ses affections, il sait joindre la tendresse à l'ardeur. Il a de la volonté et de l'énergie, je lui vois de l'initiative, de l'ambition, de l'activité, de la résolution et une opiniâtreté remarquable, et cependant, il se laisse effrayer facilement par les difficultés et abattre par les épreuves, et il suffit de très peu pour l'attrister. Avec toute sa raison et son jugement, il doit combattre cette excessive impressionnabilité qui nuit certainement à la perfection de son travail. Sincère, franc, besoin de confiance et d'expansion. Il est autoritaire, impulsif; porté à contredire et à discuter très vivement, d'humeur inégale. Il est bon, exclusif dans ses affections et un peu exigeant. L'orgueil est susceptible mais c'est une impression qui dure peu. Peu d'ordre dans les détails, précipitation, un peu de nervosité. Quoique primitivement confiant, il semble être devenu défiant et il essaie de s'exercer à la prudence. Beaucoup de délicatesse d'esprit et de cœur. — Il faut avoir confiance : si elle a la valeur que vous lui attribuez, elle saura attendre, et travailler est une joie quand on aime son travail.

M. B. — Étude parue dans le *Nationaliste* du 8 décembre.

PETITE CLÉO. — Quelle petite écriture inégale et libertaire ! Mademoiselle Cléo veut écrire à sa guise et agir à sa guise, elle a heureusement du bon sens et de la délicatesse et sa grande indépendance ne présente pas d'inconvénients graves. Capricieuse d'humeur, d'une sensibilité fine qu'elle s'applique à cacher, elle n'aime pas à paraître bien bonne. Elle l'est pourtant, mais elle n'est pas toujours facile ! Vive, portée à contredire, un peu susceptible, très entêtée, d'une franchise qui ne calcule pas ses effets, elle ne se laisse pas "manger la laine sur le dos," la petite Cléo. Le goût n'est pas cultivé encore et elle devrait pousser la culture générale afin de développer le sens artistique. Volonté très inégale. Beaucoup d'ardeur pour entreprendre et peu de persévérance pour poursuivre. On retrouve la même mobilité dans le travail : il y a une tendance marquée à négliger ou à mettre de côté ce qui l'ennuie. Sincère et bonne, cœur aimant dont la tendresse profonde sommeille. Encore très jeune et susceptible de grandes transformations. Charmante simplicité.

YVONNAIRE. — L'intelligence, la bonté et la force sont réunies ici dans cette écriture rapide et ferme. Il a du jugement, de l'activité, une générosité large, un sens pratique et réalisateur qui assurent le succès des entreprises.

C'est une nature indépendante, confiante en ses propres forces et que les difficultés et les obstacles stimulent. La sensibilité est grande et provoque naturellement la bienfaisance. Positif, un peu matérialiste, il vit dans le présent et cherche d'instinct tout ce qui peut élargir et embellir la vie. Il exerce une influence incontestable sur tous ceux qui l'entourent comme tous ceux qui ont beaucoup de personnalité. Sociable, bienveillant, gai, optimiste, c'est l'ami toujours prêt à rendre service et le protecteur qui inspire une parfaite confiance. Cet homme si énergique est en même temps doux, conciliant et aimable. Il est droit, sincère et loyal.

DÉSENCHANTÉE DE LA VIE — Outre l'écriture, il faut envoyer un coupon graphologique et vingt-cinq sous en timbres-poste.

J'AI FOI. — Il y a trop peu d'écriture pour faire une étude bien détaillée. L'imagination est vive et favorise les illusions et les emballements. Bon, franc, d'un cœur délicat et aimant, il est actif, plein d'activité, d'ambition et de confiance en lui-même comme dans la vie qu'il voit avec un optimisme souriant et facile. De l'amour-propre qui supporte mal la critique et une légère susceptibilité combattue par la grande bienveillance et la générosité. Du sens pratique, et goût des affaires. Confiance excessive et un peu naïve dont il serait prudent de se défier.

ÉNIGME. — Jolie nature enjouée, fine, active, qui apporte de l'animation et des sourires avec elle. Elle est enthousiaste, vive, affectueuse, capable d'un dévouement où l'on ne sent ni l'effort, ni la contrainte. La volonté n'est pas très persévérante mais elle se renouvelle sans cesse et elle est impulsive et ardente. Aucune vanité, une simplicité gracieuse et une gaieté naturelle qui ne la quittent jamais. Elle est heureuse, conciliante, confiante, raisonnable et d'humeur presque toujours agréable. Elle est douce, mais il lui arrive d'avoir des entêtements raides qui surprennent et qui sont le résultat de petits accès d'humeur qui ne durent pas.

MIRKA DES ONDES. — Sensible, délicate, un peu défiante, portée à s'attrister, elle a pourtant un esprit vif, enjoué et original. Elle se donne des airs de ne s'occuper de rien ni de personne, mais elle a un cœur aimant et elle est d'une vive impressionnabilité. Un peu vaniteuse et coquette, elle ne perd jamais, au fond, le souci de plaire, mais elle est trop fine pour ne pas le dissimuler. La volonté est variable et à base de caprice : elle connaît l'utilité des concessions et elle a une souplesse utile. L'humeur est excessivement capricieuse et je vois de nombreux signes d'entêtement raide. L'activité aussi est capricieuse et elle n'a pas de persévérance pour mener à bien ses nombreuses entreprises. Pas d'ordre, un peu de négligence et d'inexactitude. Elle a un certain égoïsme familial qui la rend indifférente à ce qui ne touche pas son petit cercle. Peu de personnes la connaissent et elle se révèle si diverse qu'elle est un peu déconcertante. Mais ce qui est évident c'est qu'elle est légère, superficielle et qu'elle n'a eu aucune formation sérieuse... elle en profiterait pourtant.

UNCLE TOM C. — Esprit original, fin, ardent et actif. C'est un nerveux et un impressionnable dont la volonté est intermittente. Capable de résolutions fortes et de faiblesses inexplicables, il passe des heures d'ambition et de courage et par des moments de détresse morale pénible. C'est tout de même un énergique et un lutteur; il est indépendant et légèrement frondeur. Personnellement il a peu d'ordre, mais il aime à trouver ses affaires bien rangées, et il apporte de la méthode dans son travail.

C'est un impulsif qui a des violences courtes, et un autoritaire, mais peu persévérant. Il a un cœur délicat, généreux et tendre. Il est loin de vivre comme un cénobite ! Il est orgueilleux et fier, mais sans un atôme de prétention ou de vanité.

KISSING BUG. — Calme, réfléchie, un peu lente, elle est très bonne, enjouée, bienveillante, sans un grain d'égoïsme, capable par conséquent d'un dévouement soutenu. La volonté est précise, assez ferme et souple. La franchise est grande et accompagne une naïveté d'enfant. Elle a beaucoup de bon sens, mais le jugement n'est pas très sûr, car l'imagination porte à certaines exagérations. L'activité est paisible et assez égale. Elle est charmante de sincérité et de simplicité souriante et aimable.

C. P. R. et Peuptit paraîtront la semaine prochaine.

Jean DESHAYES

RECETTES

POUDING AUX FRUITS

1 tasse de farine, 2 tasses de miettes de pain rassis, ½ livre de suif haché, ½ tasse de cassonade, 1 quarteron de zestes mêlés, le jus d'un citron, l'écorce de ½ citron hachée menue, 1 cuillerée à thé (renversante) de gingembre, ½ cuillerée à thé de muscade, 1 cuillerée à thé de poudre à pâtisserie, 2 œufs (bien battus).

Mêlez tous les ingrédients secs avec les œufs et, si c'est trop sec, ajoutez un peu de lait. Jetez-y la poudre à pâtisserie en dernier. Posez dans un moule ou dans un linge à pouding, et faites bouillir durant 3 heures. Démoulez-le et saupoudrez-le dessus de sucre blanc.

Remarque — Mouiller et poudrer avec de la farine l'intérieur du linge.

SOUFFLÉ AU COCO

1 tasse de lait, une pincée de sel, 3 cuillerées à table de farine, 2 cuillerées à table de beurre, 4 œufs, 4 cuillerées à table de sucre, 1 cuillerée à thé de vanille, 1 tasse de coco haché.

Avant d'acheter vos chaussures

assurez-vous d'abord si elles sont le produit de fabricants dont le nom est synonyme "d'excellent" — c'est l'unique et bon moyen d'obtenir satisfaction.

Pour votre achat de chaussures pour Noël, voyez-nous.

Th. Dussault

Bottier fashionable
281 RUE STE-CATHERINE EST
Près St-Denis

Coupon graphologique

Esquisse graphologique
de JEAN DESHAYES,
— AU —
"NATIONALISTE"
15 DECEMBRE 1918 **(*Bon pour un mois***

Un coupon valable et 25 sous en timbres-poste doivent accompagner chaque envoi.

Tout manuscrit doit être à l'encre, sur papier non-rayé. Ne pas envoyer de copie.

Adressez: Jean Deshayes, le "Nationaliste", Montréal.

L'AFFAIRE CAILLAUX SOUMISE À LA HAUTE-COUR

LE PROCUREUR LEGOUVE TERMINE SON REQUISITOIRE EN REQUERANT DE PROCEDER AU PROCES DE L'ANCIEN MINISTRE ET DE SES CO-INCULPES LOUSTALOT ET COMBY, SOUS L'INCULPATION D'AVOIR ATTENTE A LA SURETE DE LA FRANCE PAR DES MANŒUVRES, MACHINATIONS ET INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI — TOUTE LA CAMPAGNE BOLO, HUMBERT, DUVAL, CAVALLINI ET AUTRES MISE A JOUR — LA PAIX "COUTE QUE COUTE"

(Suite de dimanche dernier)

Mais M. Caillaux de triompher devant le capitaine Bouchardson. A côté des lettres de Lipscher, dans le coffre-fort de Florence, se trouve le brouillon d'une lettre adressée à celui-ci par le député de la Sarthe sous pli recommandé.

Elle est ainsi conçue :

Paris, le 18 novembre 1915.

Monsieur,

Je ne veux accueillir, ni même envisager aucune des suggestions, que je comprends mal au surplus, et qui sont contenues dans les lettres que vous avez adressées à mon domicile.

A toutes ces suggestions, si tant est que je les entende, je réponds par une fin de non-recevoir absolue. J'ajouterai, allant jusqu'au bout de ma pensée, que l'on me fait injure en me les adressant.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes distingués sentiments. J. C.

C'est bien le refus, dit M. Caillaux, de toute espèce de tractation; c'est la confirmation des explications fournies par moi à la commission des "Onze".

Pourquoi donc cette lettre de rupture, alors que déjà l'inculpé a exprimé à Thérèse Duverger son mécontentement de la correspondance de Lipscher qu'il trouve fort imprudente, alors que cette femme déclare qu'elle en a fait part à celui-ci, alors que dans une lettre du 18 novembre 1915, qui est au dossier,elle écrit précisément à M. Caillaux qu'elle a bien recommandé à son ami de ne plus écrire à l'ancien ministre.

L'explication en est fort simple : la lettre du 14 novembre 1915, adressée au domicile du député de Mamers sous le couvert de son secrétaire, M. Michel, est extrêemment compromettante; elle lui est remise à Paris le 16 ou le 17. Or l'enveloppe, qui a été retrouvée dans le coffre de Florence, porte la mention "ouverte par l'autorité militaire".

L'autorité militaire peut avoir remarqué la lettre, et il faut se couvrir; de là la lettre de rupture.

Que conclure de cette trop longue discussion ?

Que M. Caillaux n'a nullement repoussé du pied les ouvertures qui lui étaient faites; que, bien au contraire, il s'est montré intéressé par elles; qu'invoquent le danger d'une pareille démarche, il a répondu ne pouvoir se rendre en Suisse, ainsi que le demandait le gouvernement allemand : qu'il a conseillé à Lipscher de patienter; un jour ou l'autre, a-t-il dit, on pourra causer.

De tout cela Lipscher a été informé par sa maîtresse; il en a certainement fait part à ses mandants allemands.

Le but poursuiivi par l'Allemagne est maintenant atteint: par Minotto et von Luxburg elle sait déjà que l'homme d'Etat français a à peine changé son orientation politique d'avant-guerre; elle n'ignore pas aujourd'hui que ses propositions de paix l'intéressent, et que le moment venu il se montrerait disposé à causer.

C'est tout ce que la chancellerie impériale désirait obtenir de Lipscher, qui est un aventurier et qui n'est pas homme à mener à bien une négociation de nature aussi délicate.

L'ancien ministre ne peut pas se rendre en Suisse pour causer avec un délégué qualifié, comme on l'en priait.

Qu'importe ?

On va venir à lui.

Et, en effet, dans le coffre-fort de Florence, mine inépuisable de papiers précieux pour l'instruction,l'on trouve deux nouveaux documents.

L'un à la machine à écrire : "M. Lipscher, comme intermédiaire, ne paraît pas désirable. Je me mets à votre disposition et suis autorisé à établir les rapports que vous désirez".

L'autre avec le texte suivant: "H. A. Marx, aux soins de M. le professeur docteur Herbetz, Steiner trasse, 37, Berne", tracé à la main d'une écriture qui, ainsi qu'a permis de le vérifier le dossier de l'affaire du "Bonnet Rouge", n'est autre que celle du banquier Marx, de Mannheim.

Marx est l'un des principaux agents de l'espionnage allemand, celui qui a versé au traître Duval les fonds destinés à la propagande criminelle du "Bonnet Rouge".

Quelle explication M. Caillaux va-t-il donner de la présence de ces deux documents dans son coffre-fort d'Italie, là où il a placé ses papiers les plus secrets, là où l'on a découvert le mémoire "Les Responsables", les notes politiques et les lettres de Lipscher?

Un jour, dit-il dans son interrogatoire du 24 janvier 1918, un monsieur me demande un rendez-vous par téléphone; il donne son nom, se dit grand négociant suisse, désire m'entretenir d'une question économique importante pour la France. J'accorde le rendez-vous; à peine entré, il me remet une enveloppe dans laquelle se trouvent deux bouts de papier qui sont parmi les pièces saisies à Florence. Je mets immédiatement le monsieur à la porte. Je téléphone ensuite à l'hôtel qu'il avait indiqué; son nom y était inconnu.

—Cette visite est dans les premiers mois de 1916, février ou peut-être même mars, déclare M. Caillaux dans son interrogatoire du 21 juin.

—N'avez-vous pas du moins, demande le capitaine Bouchardon dans un autre interrogatoire du 26 janvier, essayé de faire arrêter cet individu?

—Comment l'aurais-je pu ? répond l'inculpé; j'étais seul dans mon cabinet; je n'avais même pas alors de domestique homme; je ne pouvais cependant pas lui mettre la main au collet.

Et voilà tout! Après l'affaire Minotto, après les incidents Lipscher, tout le monde pensera sans doute que c'est insuffisant.

Mais, objectera encore le député de Mamers, les deux documents incriminés étaient avec les lettres Lipscher sous une chemise, portant de ma main au crayon bleu: "Propositions de conversation 1915, mon refus."

Il y avait sous cette même chemise d'autres pièces ne comportant aucune espèce de refus, même en apparence ; l'entrevue du délégué de Marx est au surplus des premiers mois de 1916, et nullement de 1915.

Comment comprendre d'ailleurs, si M. Caillaux avait brutalement éconduit, comme il veut bien le dire, le délégué du gouvernement allemand, les instructions suivantes, données par la censure impériale le 6 juin 1917: "Pour des raisons politiques, il est recommandé de façon pressante de ne rien écrire sur l'ex-premier ministre français Caillaux, et de ne mentionner son nom dans aucune circonstance"?

Cela rappelle singulièrement la recommandation adressée aux militaires ennemis dans un document trouvé sur un cadavre allemand lors de l'offensive de Champagne de septembre 1915.

En voici la traduction :

Armée oberkommando 3 au G. Q. G. 31 juillet 1915.

Secret.

Il est arrivé, paraît-il, qu'on ait jeté des tranchées allemandes dans les tranchées françaises des déclarations imprimées de Caillaux et autres personnalités politiques françaises, qui ne sont pas complètement hostiles à l'Allemagne.

On fournit ainsi au gouvernement français des moyens de combattre ces personnalités, dont l'activité peut encore nous être des plus avantageuses. Il faut donc empêcher cela d'une façon absolue.

Par ordre de l'oberkommando.

(Signé) : VON HOHN.

Transmettre des copies jusqu'aux régiments inclus.

Ne serait-ce pas la réponse au désir exprimé à von Luxburg par l'intermédiaire du comte Minotto?

Les machinations de M. Caillaux en France et en Italie

Après avoir déterminé la politique de conciliation avec l'Allemagne de M. Caillaux, se dressant dans l'ombre en face de la politique de guerre du gouvernement légal du pays, après avoir démontré ses contacts conscients avec des agents ennemis toujours ignorés des membres du gouvernement français, l'instruction a naturellement porté ses investigations sur l'action politique exercée tant en France qu'en Italie par l'ancien président du Conseil.

C'est une constatation aujourd'hui devenue banale que depuis des années, ou qu'il fût, en France, en Amérique du Sud, en Italie, celui-ci n'a cessé d'évoluer dans un milieu de gens tarés, d'ordinaire pacifistes et germanophiles, très souvent même à la solde de l'Allemagne.

En Argentine, Minotto, arrêté aux Etats-Unis comme sujet ennemi ; toute la bande du "Bonnet Rouge": Almereyda, repris de justice, condamné pour vol, trouvé pendu dans sa cellule de Fresnes après l'affaire du chèque ; Landau, maître chanteur bien connu, condamné aux travaux forcés pour complicité d'intelligences avec l'ennemi ; son ami intime Bolo, jadis condamné pour abus de confiance, fusillé à Vincennes, agent de l'Allemagne, chargé par elle d'acheter les journaux français dont elle veut faire sa chose.

En Italie, Cavallini, condamné par coutumace à la peine de mort par le 3e Conseil de guerre de Paris, actuellement poursuivi par la justice italienne pour crime de haute trahison.

Les contacts répétés avec des agents de l'ennemi;

Les relations cordiales et suivies avec des traîtres;

Le mémoire "Les Responsables" et les notes politiques.

Voilà le bilan de guerre de M. Caillaux.

M. Caillaux et Bolo

Les relations du député de Mamers avec l'aventurier Bolo datent déjà d'un certain temps lorsque la guerre éclate.

Au mois de juillet 1914, Bolo suit avec passion les débats du procès de Mme Caillaux devant les assises de la Seine, à la suite du meurtre de Calmette.

L'ancien khédive Abbas-Hilmi, qui est à Constantinople, le sait en rapports avec M. Caillaux et lui demande par dépêche chiffrée de lui donner des nouvelles du procès.

Le 21 juillet 1914, celui-ci lui envoie le télégramme suivant, également chiffré: "Déposition Caillaux a duré deux heures: a causé impression profonde. Il a attaqué Président de la République... Caillaux longuement acclamé. Adversaires perdent orgueilleusement assurance. Probabilité acquittement. Pari pour acquittement dix contre un."

L'aspect de la salle des assises n'a, hélas! ce jour-là qu'un rapport bien lointain avec celui d'une enceinte de justice : grâce à M. Caillaux et à quelques-uns de ses amis, des repris de justice que connait déjà la Haute Cour, Almereyda, les frères Poggiale, tenanciers de tripots, Tevera dit "l'Assassin", quelques autres encore, y règnent en maîtres ; ce sont eux qui acclament l'ancien président du Conseil.

Surviennent les hostilités ; des rapports extrêmement suivis et affectueux s'établissent entre M. et Mme Caillaux et le ménage Bolo.

Par une sorte de divination singulière, Bolo paraît aller au-devant des désirs les plus secrets du député de la Sarthe, afin de pouvoir faire soutenir le moment venu ses idées par un organe de la grande presse. Celui-ci, qui veut être président du Conseil pour faire la paix, a formé le projet, nous le savons par les notes politiques du coffre-fort de Florence, d'avoir au "Journal" des hommes à lui.

Aussitôt son ami Bolo, auquel il n'a parlé de rien, il l'affirme du moins, se met en quête.

Bolo et Charles Humbert

Le 30 janvier 1916, il passe avec Charles Humbert un contrat d'association en participation pour l'exploitation du "Journal" aux termes duquel il apporte dans l'affaire une somme de 5,500,000 fr., qui s'élèvera finalement à 6 millions à raison d'avances faites pour achat de papier.

Quelques semaines après, Bolo est en Amérique ; il y voit Hearst, le grand publiciste germanophile américain, lui annonce qu'avant peu M. Caillaux sera président du Conseil ; il y voit von Bernstorff, l'ambassadeur allemand à Washington: après échange de dépêches entre celui-ci et la Wilhelmstrasse, Bolo, vulgaire aventurier, n'offrant aucune espèce de garantie, touche en mars 1916 du gouvernement allemand, par les soins de la Deutsche Bank, la somme de 1,700,000 dollars.

Parmi les dépêches échangées entre le comte von Bernstorff et M. de Jagow, secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, figurent les deux suivantes:

Premier câblogramme :

No 379. — 26 février 1916. — Reçu directement avis d'une source entièrement digne de foi qu'une action politique dans un des pays ennemis amènera la paix. Une des personnalités éminentes du pays en question est en train de chercher à emprunter 1,700,000 dollars à New-York pour lesquels un nantissement sera fourni. Il m'a été défendu de le nommer par écrit. L'affaire m'a semblé être de la plus grande importance possible. Peut-on faire parvenir l'argent immédiatement à New-York?... Prière répondre par télégramme. Un rapport verbal suivra aussitôt qu'on pourra trouver une personne digne de confiance pour le porter en Allemagne. — Bernstorff.

Deuxième dépêche.

20 mars 1916... Intermédiaire prie en outre que notre presse soit influencée de façon à passer autant que possible sous silence le changement dans la constellation politique intérieure France, afin que rien ne soit gâté par approbation allemande. — Bernstorff.

Que Bolo, pour se faire verser les fonds, ait abusivement mis en avant comme emprunteur le nom du député de la Sarthe ou de tel autre homme politique comme Charles Humbert, c'est fort possible ; la situation de M. Caillaux est déjà assez grave : nul ne l'accuse ici d'avoir touché les trente deniers de Judas.

Mais qu'en remettant les millions l'Allemagne n'ait pas eu l'intention de soutenir la politique personnelle de l'ancien ministre, c'est une autre question.

L'or allemand est versé en mars 1916 : un seul homme d'Etat en France paraît qualifié pour une politique de paix et de conciliation avec l'Allemagne ; cet homme, c'est M. Caillaux: l'Allemagne le sait.

N'est-ce pas au même moment que viennent d'avoir lieu les incidents Lipscher et la visite de l'envoyé du banquier Marx, de Mannheim, 22, rue Alphonse-de-Neuville ?

Le temps passe. En janvier 1917, un ordre d'informer contre Bolo pour haute trahison est signé par le général gouverneur militaire de Paris.

M. Caillaux ne l'ignore pas : cela ne l'émeut en aucune façon. Les relations affectueuses continuent.

Bien mieux, dans les premiers mois de 1917, M. Mouthon, alors directeur adjoint du "Journal", informé des agissements suspects de Bolo, fait, en Suisse, une enquête sur cet individu ; il recueille contre lui des présomptions très graves.

Rentré en France, fin mars ou commencement avril 1917, il se rend chez M. Caillaux pour le mettre en garde. Celui-ci ne veut rien entendre : "Je ne suis pas un enfant, lui dit-il, je passe pour avoir quelque prudence ; eh bien ! ce soir même j'offre à dîner ici à M. et Mme Bolo. Si je n'avais pas conservé au mari mon estime pleine et entière, le dîner n'aurait pas lieu."

Surviennent les pourparlers pour la fondation du journal le "Pays", qui, sous la direction du publiciste Dubarry, exercera l'action pacifiste que l'on connait, si violemment dénoncée par l'opinion publique, qu'effrayés, les bailleurs de fonds doivent presque immédiatement se séparer de celui-ci.

La fondation du "Pays"

Il faut beaucoup d'argent, pendant la guerre, pour lancer un journal ; M. Dubarry cherche des commanditaires ; il va trouver M. Caillaux, qui n'est donc pas resté aussi étranger qu'il le veut bien dire à la fondation du "Pays".

A qui le député de la Sarthe va-t-il l'adresser ? A Bolo, qui l'a révélé avant son exécution.

Entendu le 8 avril 1918 par le sous-lieutenant Jousselin, M. Dubarry déclare à peu près textuellement ceci :

Au commencement de 1917, alors que je m'occupais de fonder le "Pays", j'entretins M. Caillaux de mes projets, lui demandant s'il pourrait trouver les capitaux pour ce journal. Quelques heures après M. Caillaux me nomma Bolo comme pouvant être à même de fournir les fonds. J'allai voir celui-ci, qui s'engagea pour 100,000 francs, s'excusant de ne pouvoir faire plus.

Finalement, Bolo ne verse pas les 100,000 francs pour lesquels il s'est engagé ; M. Dubarry prétend, dans sa déposition du 8 avril, qu'ayant obtenu des détails sur la vie d'aventures de cet individu, il se décida alors de lui-même à ne pas accepter ses fonds.

Sur ce point, M. Caillaux est interrogé le 15 avril par le capitaine Bouchardon ; il confirme la déposition de M. Dubarry: au commencement d'avril 1917, celui-ci lui a bien dit qu'étant donné ce qu'on disait au sujet de Bolo, il croyait préférable de renoncer à l'apport de celui-ci. Il déclara même qu'il engagea fort M. Dubarry dans cette voie.

Comment concilier cette attitude avec celle que l'ancien ministre prend à peu près à la même époque vis-à-vis de M. Mouthon, du "Journal", lorsque celui-ci lui fait part de ses soupçons sur Bolo?

Cependant les événements se précipitent ; le scandale Bolo va éclater aux yeux de tous, dénoncé par la presse.

Qui va s'entremettre pour empêcher cette campagne? L'ancien président du Conseil en personne.

De Mamers; le 5 août 1917, il écrit à son ami Bolo la lettre qui suit:

Cher ami,

Je vous sais beaucoup de gré d'avoir si heureusement réglé l'affaire qui m'importait si fort. Je fais à nouveau le nécessaire pour que cesse la campagne : mais je ne crois pas qu'elle vienne du côté que vous indiquez... De son origine telle que je la vois, je vous parlerai de vive voix...

Au moins aussi inquiétants sont les rapports de M. Caillaux avec la bande du "Bonnet Rouge".

On en connait déjà l'origine : inutile d'y revenir.

Le "Bonnet Rouge"

Le "Bonnet Rouge" paraît avoir eu une attitude correcte jusqu'au milieu de 1915.

A ce moment, le député de la Sarthe vient de terminer la rédaction du mémoire "Les Responsables", à laquelle il s'est mis dès son retour de mission en Amérique du Sud.

Serait-ce simple coïncidence? Almereyda donne peu après à ce journal une direction si nettement défaitiste que M. Briant, président du Conseil, ayant remarqué l'évolution à la fois dangereuse et suspecte de la ligne politique de cette feuille, appelle, vers le début de 1916, l'attention de son collègue de l'intérieur sur cette situation; il l'avise qu'il traitera le "Bonnet Rouge" avec la dernière rigueur si celui-ci persiste dans les velléités constatées.

Une lettre écrite de Mamers le 4 septembre 1915 par M. Caillaux à Almereyda donne la note des relations, qui existent à cette époque entre l'ancien ministre et le directeur du "Bonnet Rouge".

C'est vous, mon cher ami, écrit le député de la Sarthe, qui me blessez profondément en me parlant de mon absence de sentiment. Etes-vous donc si peu psychologue que vous jugiez un homme sur une certaine rudesse de ton et de forme? Et n'avez-vous pas vu que tous les ennuis que j'ai subis depuis l'affaire Rochette, jusqu'au redoutable procès de l'an dernier, sont venus de ce que je n'ai jamais abandonné un ami ou une femme que j'aimais? C'est précisément parce que j'ai cette délicatesse de sentiment, qui est comme la pudeur de l'homme, que, lorsque j'ai reçu la réclamation dont vous me parlez, je n'ai pas voulu vous en entretenir moi-même. J'ai prié Ceccaldi de le faire. Il ne m'a pas apporté de solution. J'ai alors parlé à Malvy, que j'ai subis depuis l'affaire Rochette-question. Si l'on a commis, comme vous me le faites entrevoir, des fautes de tact, je le regrette vivement, mais laissez-moi vous dire que cela ne vous donne pas le droit de me blesser à votre tour. J'éprouve de la peine à l'idée que très involontairement je vous ai causé du chagrin ; je suis sûr que vous ne serez pas moins contristé de m'avoir meurtri.

Bien amicalement,

J. CAILLAUX.

J'avais dit à M. Mirbeau, 68, rue du Cardinal-Lemoine, d'aller vous voir. (Il est l'auteur de l'intéressant papier que je vous avais remis sur la congrégation). Il s'est présenté plusieurs fois au B. R. sans vous rencontrer.

Autre lettre du 27 septembre 1915:

Mon cher ami,

Je vous remercie de votre article très bien venu: "Ah! les Anglais !" et je vous prie d'en remercier votre collaborateur dont j'ai, une fois de plus, l'occasion d'apprécier le talent.

Je vous envoie la copie d'une lettre intéressante sur les relations des Assomptionnistes et de la Bulgarie, dont il me semble que vous pourrez faire quelque chose pour votre campagne contre "l'Action française".

Bien à vous, J. CAILLAUX.

On le voit, ce sont des relations plus que cordiales, extrêmement affectueuses, auxquelles se joignent des documentations et des conseils pour des campagnes de presse.

L'allure défaitiste du "Bonnet Rouge" ne fait que s'accentuer. Sur l'intervention énergique de M. Briand, le ministre de l'intérieur, M. Malvy, c'est du moins ce qu'il a prétendu devant la Haute Cour, se décide enfin à supprimer, en février 1916, la mensualité de 2,000 fr., accordée jusque-là à Almereyda.

Personne n'ignore, dans les milieux informés, que le "Bonnet Rouge" souient la politique de M. Caillaux.

L'entrevue de ce dernier avec l'envoyé du banquier Marx, de Mannheim, a lieu en février ou mars 1916.

Le rôle de Duval

C'est presque immédiatement après, avril ou mai, que le traître Duval entre au "Bonnet Rouge"; les articles de "M. Badin" vont paraître ; largement alimenté d'argent allemand par les crédits importants ouverts à Duval par le banquier Marx, le "Bonnet Rouge" n'est plus désormais qu'une feuille à la solde de l'ennemi.

Est-ce encore simple coïncidence qu'un journal, notoirement ami de M. Caillaux, se trouve ainsi bénéficier dans une mesure considérable des libéralité de l'Allemagne? Mais poursuivons.

Au mois de juillet 1916, les ressources du "Bonnet Rouge", dont les rédacteurs passent fréquemment la frontière des pays neutres, Suisse ou Espagne, apparaissent comme tellement suspects que M. Malvy fait appeler M. Dumas, chef du service des renseignements à la préfecture de police, et le prie de faire une enquête sur l'origine des ressources d'Almereyda, dont le pacifisme l'inquiète et dont les dépenses sont manifestement exagérées.

Il doit y avoir dès ce moment des charges bien graves contre Almereyda et sa bande; M. Caillaux en est informé; il en avertit lui-même les rédacteurs du "Bonnet Rouge".

Il y a un voyage en Espagne des plus suspects: l'affaire de la San Stefano, qui sert de prétexte aux entrevues de Duval et de Marx en Suisse, est connue.

L'alarme est chaude au "Bonnet Rouge": un soir de septembre 1916, Marion, le rédacteur qui représente l'alcool dans cette feuille, alors que Duval y introduit le virus germanique, est fort ému; il brûle tous ses papiers. On craint une perquisition et des arrestations. Il déclare à la dactylographe, Mlle Lewis, que M. Caillaux leur a dit qu'ils allaient tous être arrêtés.

En présence des témoignages formels qui ont été recueillis, M. Caillaux ne nie pas la réalité d'un entretien à cette époque avec certains rédacteurs du "Bonnet Rouge" au sujet de Duval et de la San Stefano; mais il prétend, dans ses interrogatoires des 29 et 30 avril dernier,avoir simplement su que la San Stefano ne paraissait pas une entreprise recommandable au point de vue probité: De là son intervention.

Heureusement pour Almereyda et sa bande,il y a alors des accommodements pour tous ceux qui peuvent se réclamer de l'amitié et de la protection de l'ancien président du Conseil.

On démontre à M. Dumas, qui n'en peut croire ses oreilles, qu'il n'y a rien dans son rapport, et l'affaire est classée.

Devant de tels soupçons, alors que la détestable campagne défaitiste "Bonnet Rouge" ne fait que s'accentuer tous les jours et apparaît à tous les yeux, le député de Mamers va-t-il du moins se décider à rompre avec le directeur de cette feuille ?

En aucune façon, M. Caillaux est atteint de cécité volontaire. Attaqué par la presse au sujet de l'action pacifiste exercée par lui en Italie en décembre 1916 et janvier 1917, à peine est-il rentré à Paris qu'une violente campagne est engagée dans le "Bonnet Rouge" pour prendre sa défense; dans les numéros des 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 16 janvier 1917, des articles paraissent à ce sujet sous la signature du publiciste Georges Clairet, qui attaque avec véhémence l'"Idea Nazionale", et qui attribue à M. Franklin-Bouillon la campagne dirigée contre M. Caillaux.

M. Caillaux lit le "Bonnet Rouge"; nullement choqué par les articles de M. Badin, il continue à écrire à Almereyda.

Lettre du 5 février 1917 de M. Caillaux à ce dernier :

Mon cher ami,

Vos articles sont tout à fait bons. Pourquoi ne les envoyez-vous pas à tous les députés et sénateurs? Je vous y engagerais... si cela ne devai comporter des frais.

Bien à vous, J. CAILLAUX.

C'est le remerciement pour les articles de Georges Clairet: l'inculpé le reconnait dans son interrogatoire du 3 janvier 1918.

L'attitude du "Bonnet Rouge" devient telle qu'un publiciste républicain, M. Sancerme, qui fut autrefois un pacifiste convaincu, fait, dans un livre intitulé "Les Serviteurs de l'ennemi", ressortir la besogne néfaste accomplie par cette feuille.

Cependant les relations du député de la Sarthe avec toute la bande continuent à être cordiales.

Pâques 1917 arrive. Landau et sa fiancée, Goldsky, Marion, Duval lui-même, n'hésitent pas à se rendre à Mamers en automobile pour y faire visite à l'ancien président.

C'est une partie de plaisir: réception courtoise, on offre le porto, on cause, on parle du nouveau journal la "Tranchée républicaine" que vont fonder Landau et Goldsky.

La "Tranchée républicaine"

A la fondation de la "Tranchée républicaine" par le maître chanteur Landau, qui y consacrera 10,000 fr., l'argent allemand provenant de Duval, M. Caillaux participera lui-même par un chèque de 600 fr., pour 200 abonnements, dont il laisse à Landau la libre disposition.

On connait la criminelle action, qui a coûté la vie, hélas! à tant de pauvres gens, exercée sur le front par le "Bonnet Rouge" et la "Tranchée républicaine".

Enfin le scandale éclate; une instruction est ouverte, Almereyda, Duval, Landau et les autres sont arrêtés.

Sommé de s'expliquer, après un long silence, M. Caillaux se décide à répondre; la lettre, qui est du 21 novembre 1917, est publiée par la "Victoire" dans son numéro du 27 novembre; M. Caillaux y prétend n'avoir exercé aucune action depuis la guerre sur le "Bonnet Rouge".

A-t-il un mot de désapprobation pour l'oeuvre abominable de ce journal, qui a vécu de l'or allemand ? Pas un. "En disant que je n'ai exercé sur le "Bonnet Rouge" aucune action depuis juillet 1914, je n'entends, écrit-il, critiquer, ni désapprouver qui que ce soit".

Les Comités secrets

Au début du mois de décembre 1916 viennent de se terminer les longues séances de la Chambre des Députés siégeant en Comité secret, pour entendre les explications du gouvernement, présidé pr M. Briand, sur sa politique de guerre.

Vers cette époque, malgré leurs succès considérables en Russie et en Roumanie, la situation des armées allemandes sur le front occidental de France est grave.

L'offensive de l'Allemagne sur Verdun a définitivement échoué; ses meilleures troupes y ont subi des pertes énormes.

Sur la Somme, des coups violents et répétés lui ont été portés pendant de longs mois par les armés franco-britanniques; ses lignes en ont été si fortement ébranlées, qu'au printemps 1917,évacuant d'elle-même une partie notable des territoires occupées en France, l'armée impériale va se replier sur la ligne Hindenburg.

Les Offensives pacifistes allemandes

Du côté de la France, les affaires des empires centraux vont mal: c'est le moment que choisit l'Allemagne pour tenter une offensive pacifiste par l'appel hypocrite aux conversations de paix lancé par Guillaume II le 12 décembre 1916.

M. Caillaux en Italie

Après avoir assisté jusqu'à la fin aux séance du Comité secret, M. Caillaux arrive à Rome le 11 décembre; il retrouve là sa femme qui, après les manifestations de Vichy, le mois d'août précédent, est venue se soigner et se reposer en Italie.

Comme on le verra plus loin, l'ancien président du Conseil a un plan en se rendant en Italie; préparer l'opinion italienne à suivre le parti pacifiste français dans la voie de la paix séparée avec les empires centraux, quitte à laisser ceux-ci prendre des dédommagements sur le front oriental, où, grâce aux succès de leurs armés, ils détiennent déjà des gages considérables, quitte aussi à mécontenter l'Angleterre, qui n'a pas d'ordinaire l'habitude d'abandonner la tâche une fois entreprise; le contrepoids, vis-à-vis de l'Allemagne comme de l'Angleterre, ce sera la paix une fois signée, la constitution d'une Ligue latine entre la France, l'Italie et l'Espagne.

Avant de quitter Paris, le député de la Sarthe s'est quelque peu documenté sur l'Italie politique et économique auprès de Cavallini, que M. Loustalot, dans un but que l'on essayera de préciser tout à l'heure, lui a présenté en un dédéjeuner au restaurant Larue.

MM. Caillaux et Cavallini

A peine débarqué à Rome, c'est auprès de Cavallini qu'il installe son quartier général.

Là, il est en pays de connaissance. Cavallini est en effet lié avec l'ancien khédive Abbas-Hilmi ; quoique actuellement en froid avec lui, il est aussi en relations avec Bolo ; c'est avec velui-ci et l'ancien khédive que l'une des premières tentatives de l'Allemagne pour assujettir à ses vues la presse française et la presse italienne a été réalisée.

Comme Bolo, Cavallini est un aventurier sans aucune espèce de scrupules. C'est un ancien député italien, condamné par coutumace, le 3 juillet 1898, par le tribunal de Côme, à cinq ans et six mois de réclusion pour complicité de banqueroute frauduleuse et de corruption. Parlant de lui, M. Franklin-Bouillon déclare : " C'était un homme que tout le monde en Italie eût été surpris de ne pas rencontrer dans une affaire louche. "

Il vit maritalement avec une ancienne chanteuse, Frédérica Possori, qui s'attribue libéralement le titre de marquise Ricci.

Dès cette époque, Cavallini est depuis longtemps un agent allemand ; la Ricci est de son côté la belle-mère de Polamenghi-Crispi, qui, avant l'entrée en guerre de l'Italie, dirigeait le journal pro-allemand la *Concordia*, fondé et subventionné par l'ancien chancelier von Bulow.

Par Cavallini et la Ricci, le député de Mamers qui, on le sait par le télégramme Iuxburg et par le mémoire " Les Responsables ", n'a guère modifié son orientation politique d'avant-guerre, va tout naturellement être mis en rapports à Rome, puis à Naples, où il va passer quelques jours, avec tout ce que l'Italie compte de neutralistes, de germanophiles et même de traîtres à la solde de l'Allemagne.

Brunicardi, Dini, Re-Riccardi. ancien officier obligé de quitter l'armée à la suite d'une vilaine affaire de jeu, Buonanno, Scarfoglio, le célèbre publiciste du *Mattino* de Naples, aujourd'hui décédé, dont le journal fut subventionné par l'Allemagne, et dont on a pu dire qu'il fut aussi universellement connu comme germanophile qu'Edouard Drumont comme anti-sémite, tous gravitent autour de l'ancien président du Conseil français : au grand scandale de l'opinion italienne, celui-ci les fréquente constamment en public.

Actuellement Cavallini, la Ricci, Buonanno, Dini, Re-Riccardi, Brunicardi sont tous renvoyés devant le tribunal militaire de Rome pour crime de haute trahison ; la décision de renvoi de la commission d'enquête de ce tribunal les représente " transportant M. Caillaux de Rome à Naples comme le plus grand trophée de leur propagande et de leur activité vendue à l'Allemagne " (*sic*).

Lancé dans un tel milieu, le brûlot pacifiste allemand du 12 décembre met, bien entendu, tout ce joli monde en effervescence.

Mais il ne suffit pas, pour amener l'Italie à la paix séparée, d'agir dans les milieux neutralistes ; M. Caillaux a trop d'expérience politique pour ne pas le comprendre.

Par Brunicardi, qui n'apparaît pas alors comme suspect au point de vue national italien, à peine l'appel de l'Allemagne aux conversations de paix est-il connu, il cherche à se ménager des entrevues avec deux hommes d'Etat favorables à l'Entente, MM. Salandra et Martini ; M. Martini accepte. Après avoir aussi accepté pour la fin de décembre, M. Salandra, voyant à qui il a affaire, décline l'invitation sous un prétexte courtois.

Avec M. Martini, ancien ministre des colonies du cabinet Salandra, qui a déclaré la guerre à l'Autriche, il faut, cela va de soi, prendre des ménagements ; ce n'est pas à lui qu'il serait possible de communiquer clandestinement le mémoire " Les Responsables " ; au cours d'une entrevue de plus d'une heure, qui a lieu le 17 décembre, qui n'est pour ainsi dire qu'un long monologue du député de la Sarthe, coupé par quelques questions de M. Martini, des paroles singulièrement graves vont tomber de la bouche de M. Caillaux : si adoucies soient-elles, elles apparaissent en parfaite concordance avec les idées directrices qui ont été confiées aux documents du coffre-fort de Florence.

Ecrivain et historien de haute valeur, M. Martini rédige, depuis le mois de juillet 1914, des mémoires où il note, jour par jour, les événements intéressants de l'époque tragique que nous vivons. Entendu comme témoin par voie de commission rogatoire, il a bien voulu consentir à les produire au magistrat militaire italien chargé de l'entendre.

Au cours de cet entretien, M. Caillaux convient qu'il est nécessaire de faire au printemps un dernier effort, mais il ajoute que ce serait se bercer de la plus funeste des illusions de croire que la guerre puisse durer jusqu'à l'automne 1917.

La France, précise-t-il, d'après le compte rendu même de M. Martini, a perdu jusqu'à ce jour un million et demi d'hommes : 1,000,000 morts, 400,000 mutilés ou si gravement blessés qu'ils ne sont plus capables d'exercer une profession ou un métier quelconque. Il n'y a pas de général qui croie que l'on puisse chasser les Allemands de tous les dix départements qu'ils occupent. Les ressources qui restent comme soldats sont : la classe 1917 qui donnera 200,000 hommes, la classe 1918 qui en donnera 150,000 ; elles suffiront à remplir les vides.

La France n'a plus pour garnir le front que 2,400,000 hommes, peut-être pas autant. L'esprit public est déprimé ; chez les militaires, l'ancien enthousiasme est éteint ; il a reçu des soldats de l'arrondissement qu'il représente à la Chambre des lettres qui ne laissent aucun doute sur l'esprit des troupes ; d'autres de ses collègues reçoivent également de ces lettres, qui finissent par : " A bas la guerre ! " et même : "Vive Brizon "... Il connaît l'Italie et il sait que les conditions de l'esprit public ne sont pas très différentes, peut-être diffèrent chez les soldats — parce qu'en Italie la guerre a un an de moins.

Je lui raconte que le bruit court que l'Alemagne est disposée à faire des concessions aux puissances occidentales non insulaires, à la France et à l'Italie... M. Caillaux ignorait ces bruits, mais il croit qu'on doit les prendre en considération, et il en prend occasion pour affirmer qu'il croit, lui aussi, que l'Allemagne et, avec elle, l'Autriche, qu'elle domine entièrement, sont disposées à se mettre sur la voie des concessions à l'Italie et à la France. Quant à la France, il croit que la paix se conclura avec des conditions très simples : l'évacuation des départements occupés et la cession d'une partie de la Lorraine, peut-être même sans cette partie...

Mais, lui objecte M. Martini, croyez-vous vraiment que la France ferait la paix aux conditions que vous avez énoncées ?

Nous n'en pouvons plus. La production elle-même des munitions a diminué, parce que les matières premières nous manquent. Et puis il y a deux faits, que vous ignorez, et qui sont d'une singulière importance. L'Algérie est en complète révolution. En révolution le Sénégal. Un sous-préfet a été tué, et une colonne de soldats envoyée pour réprimer la révolte a été entourée et massacrée... Ajoutez à cela le travail des socialistes, moindre qu'en Italie, mais encore efficace, — la haine des paysans pour la guerre.

Je vous répète que nous n'en pouvons plus, et la paix aujourd'hui prématurée sera en automne une nécessité inéluctable. Il faut encore ajouter qu'à l'automne, étant donné les pertes que nous coûtera le printemps, nous risquerons d'avoir en France une armée anglaise numériquement supérieure à la nôtre ; et cela nous ne pouvons le vouloir, et nous ne le voulons pas !

Pour beaucoup de considérations, il aperçut une autre nécessité manifeste : " C'est que la France et l'Italie doivent être unies par les liens indissolubles d'une sincère amitié et d'une solidarité inébranlable, maintenant et après la guerre ; il est désirable d'attirer l'Espagne dans la Ligue latine...

Tout cela est bien, lui dit M. Martini, mais revenons à la question de la paix. Et l'Angleterre ? Nous sommes liés par le pacte de Londres.

L'Angleterre, quand elle aura obtenu la reconstitution de la Belgique, s'accommodera elle aussi de la paix. Les sous-marins détruisent sa flotte marchande. D'autre part, la guerre a également dans le peuple anglais beaucoup d'adversaires, même d'innombrables. Mais je ne me dissimule pas que si l'Allemagne exige la restitution de ses colonies, l'Angleterre n'y consentira pas, elle ne voudra ni ne pourra y consentir.

—Et la Russie ? demande M. Martini.

—La Russie est destinée à payer les frais. La Pologne est pour elle perdue pour toujours...

—Et que prévoyez-vous pour la situation du ministère ?

—Je prévois une crise prochaine. Briand a perdu toute autorité... Pour moi l'heure n'est pas encore sonnée... Faute de mieux, on aura un ministère Painlevé, qui fera le grand effort du printemps, après lequel viendra le ministère qui stipulera la paix.

Et comme après cette déclaration, je restais quelques instants silencieux, M. Caillaux demanda : A quoi pensez-vous ?

—A votre certitude de la paix. L'Angleterre, me mis-je à dire, la Russie...

—...De toute façon, on ne peut demander à quelqu'un l'impossible. Nous sommes épuisés,

ouvre pas au gouvernement royal.

Par M. Sonnino, l'ambassade de France est avisée ; elle est du reste déjà renseignée. L'ambassadeur d'Angleterre, celui de Russie, le ministre de Roumanie s'émeuvent et avisent leurs gouvernements respectifs.

C'est un énorme scandale, dont la presse s'empare bientôt. Rentré en France, M. Caillaux, qui n'ignore pas au milieu de quelle bande il a évolué pendant son séjour en Italie, se préoccupe de se faire délivrer des certificats de civisme.

Par M. de Jouvenel, avec lequel il a eu à Rome, le 7 janvier, un long entretien, par son ami Merzbach, qui le lui a confirmé à Paris, il sait quelle est la valeur morale de Cavallini et de Brunicardi.

A qui va-t-il s'adresser pour se faire délivrer les certificats qu'il désire, attestant l'attitude élevée de son patriotisme ? A l'un et à l'autre. A Cavallini et à Brunicardi c'est par l'intermédiaire de M. Loustalot que la plupart de ces certificats parviendront ; il en aura bien entendu autant qu'il voudra : ce sont choses qui ne se refusent pas à un futur président du Conseil de l'humeur de M. Caillaux.

Les Italiens estiment sans doute avec raison qu'il est de leur intérêt de ne pas se brouiller avec lui.

Le jour où M. Martini rédige l'une de ces attestations, qu'il ne croit pas pouvoir refuser, qu'il libelle au surplus en termes très prudents, il a soin de noter ce qu'il en pense dans ses mémoires.

On y lit en effet à la date du 9 mars 1918.

Au sujet de la Serbie et de la Roumanie, M. Caillaux a raison, on n'en a nullement parlé ; quant au surplus, il faut, pour Dieu, une belle effronterie pour soutenir le contraire d'une vérité aussi éclatante. Il suffit de relire dans le volume l'entretien tel que je l'ai enregistré textuellement une heure après qu'il a été terminé. M. Caillaux m'a dit que la France était contrainte à la paix, même sans aucune compensation... même en laissant à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine. C'est ainsi qu'il s'est exprimé.

Le 18 janvier 1917, en plein scandale, parlant de M. Caillaux, l'ancien ministre italien note encore ceci :

Qu'il soit d'accord avec l'Allemagne, j'en suis persuadé. Bien entendu pour l'après-guerre ; qu'il voit une paix comme nécessaire, qu'il soit disposé pour son compte à l'accepter à de très modestes conditions, qu'il espère que ce sera lui qui sera appelé à la conclure, tout cela je le crois... Les neutralistes en ont profité. C'est grand bien qu'il soit parti...

En quelques lignes, toute l'intrigue du député de la Sarthe se trouve ainsi percée à jour.

Le rôle de MM. Loustalot et Comby

M. le procureur général Lescouvé examine, à la fin de ses réquisitions, le rôle exact joué par MM. Loustalot et Comby : ce rôle, l'instruction suivie par M. le sous-lieutenant Jousselin n'a pu arriver encore à le démêler. Deux faits seulement sont certains.

M. Loustalot est un besogneux criblé de dettes ; M. Paul Comby, ancien avocat à la Cour d'appel, rayé du barreau, est, de notorité publique, d'une moralité déplorable. De leur part, comme de celle de Cavallini, l'affaire paraît se présenter sous un jour à la fois financier et politique.

Cavallini connaît MM. Loustalot et Comby ; par eux il se fait présenter à M. Caillaux, au restaurant Larue, à un déjeuner où on parle d'un projet de fondation d'un journal "Paris-Rome" et de la constitution de la "Banque de la Méditerranée". M. Lescouvé rappelle les démarches faites par les deux personnages auprès de M. Briand, ministre des affaires étrangères, en vue d'une combinaison "d'une absurdité évidente" tendant à amener la Turquie à conclure une paix séparée.

Le procureur général suit MM. Loustalot et Comby à Lausanne, enregistre leurs explications reconnues mensongères sur leurs louches démarches — explications sur lesquelles devra porter l'enquête de la commission d'instruction. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est que "Loustalot et Comby ont été certainement de nouvelles recrues amenées par Cavallini au khédive et à l'Allemagne."

Et M. le procureur général conclut :

Tels sont les faits.

La paix de compromis est, avec l'approbation constante du Parlement, énergiquement repoussée par tous les gouvernements responsables qui depuis le mois d'août 1914 se sont succédé dans le pays.

C'est toute une politique souterraine, encouragée, secondée par l'Allemagne, destinée à ramener au pouvoir M. Caillaux en vue de la paix séparée, qui se dresse dans l'ombre à l'encontre de celle du gouvernement légal de la France.

Cette politique, qui n'a même pas l'excuse de la franchise et du grand jour, est caractérisée par des manoeuvres, des machinations et même par des contacts répétés avec l'ennemi ; ce sera l'oeuvre de la commission d'instruction de la Haute Cour de compléter en les vérifiant les résultats des deux instructions commencées au troisième Conseil de guerre.

CONCLUSIONS

Attendu qu'il en résulte :

1o Contre Caillaux, Joseph-Pierre-Marie-Auguste, 55 ans, détenu;

2o Contre Loustalot, Louis-Mathieu-Gustave-Jean, 58 ans, détenu;

3o Contre Comby, Paul-Marie-Charles, 43 ans, détenu,

Prévention d'avoir, depuis la guerre déclarée, notamment en 1914, 1915, 1916 et 1917, soit en France, et spécialement à Paris, soit même à l'étranger, attenté à la sûreté extérieure de l'Etat par des manoeuvres, des machinations, des intelligences avec l'ennemi, tendant à favoriser les entreprises de celui-ci, à l'égard de la France, ou de ses alliés agissant contre l'ennemi commun et de nature par suite à favoriser les projets des armes ennemies,

Crimes prévus et punis par les articles 76, 77, 79 du Code pénal, 205 et 64 du Code de justice militaire;

En conséquence:

Vu l'art. 6 de la loi du 10 avril 1889,

Vu le décret du 15 octobre 1918,

Nous requérons qu'il plaise à la Haute Cour ordonner qu'il sera procédé à l'instruction contre les inculpés ci-dessus désignés et éventuellement contre tous les autres les mandats déjà décernés par le capitaine rapporteur près le 3e Conseil de guerre et son substitut tenant état, et sous réserve de tous autres mandats, qu'il y aurait lieu de décerner suivant les nécessités de la poursuite.

Nous requérons en outre qu'il plaise à la Haute Cour nous donner acte du dépôt que nous faisons à son greffe de toutes les pièces du procès à instruire.

Fait au Parquet de la Cour, le 29 octobre 1918.

Le procureur général,

Signé: LESCOUVE.

FEUILLETON DU NATIONALISTE

Les CHASSEURS D'ÉPAVES

par Georges PRICE

(SUITE)

La tâche, au début, fut moins ardue que Poulpiquet ne le pensait; les chocs et les remous avaient débarrassé le pont de la plupart des obstacles. Notre scaphandrier s'était naturellement orienté avant de se mettre à l'eau, si bien qu'il avait approximativement déterminé la place de l'écoutille des premières. Il la trouva, en effet, sans grande difficulté, en avant d'un large rouffle; l'abri qui surmontait l'escalier avait été emporté, et l'ouverture était béante. Plein de sangfroid et ayant présentes à l'esprit les indications très précises que lui avait fournies son ami, il se glissa dans le couloir. Ici, la besogne devenait plus malaisée : le navire étant sur le côté, Poulpiquet marchait sur une des parois, et l'étroitesse du corridor le forçait à ramper. De plus, les obstacles provenant du mobilier des cabines, des portes brisées, des boiseries disloquées, des mille objets amenés là par le mouvement des eaux, l'arrêtaient à chaque pas; enfin l'obscurité était complète, et jamais le hardi marin n'eût pu se reconnaître dans ce chaos, s'il n'eût pris soin de se munir d'une lampe sous-marine électrique, approvisionnée par un appareil qu'il portait sur son dos, comme un sac de soldat. Cette lampe lui était d'un grand secours; mais l'appareil dorsal le gênait beaucoup. Heureusement la profondeur était petite, et, par conséquent, la pression supportée presque insignifiante; aussi cette descente, en somme, était-elle presque un jeu pour un plongeur aussi exercé que le brave Breton. Il s'était mis dans la tête de ne remonter qu'après avoir ou retrouvé la boîte, ou acquis la certitude qu'elle ne se trouvait pas à bord de l'épave.

Il parvint à pénétrer dans la quatrième cabine à droite, sur le couloir des premières : c'était celle qu'avait occupée Ventura Novellarès. Dans la position de la *City of Boston*, la commode se trouvait sous les pieds de Poulpiquet, si bien qu'en s'efforçant de l'ouvrir, notre ami ressemblait à un cultivateur travaillant la terre.

Il avait dans sa ceinture une puissante pince de fer, il l'introduisit dans les jointures; mais le bois, démesurément gonflé et distendu, opposait à ses efforts une résistance imprévue. Enfin il réussit à briser le meuble; il fouilla sa partie supérieure, et, dans un enchevêtrement d'objets divers et méconnaissables, il sentit distinctement les contours de la boîte de fer et reconnut, au contact, l'enveloppe de gutta-percha dont elle était revêtue. Il l'attira à lui, braqua sur elle la lumière de sa lampe, reconnut tous les caractères décrits minutieusement par Halgouët : forme carrée oblongue, arrondie à tous les angles; la boîte et couvercle de caoutchouc, serrés par un collier d'acier noir tendu et énergiquement ajusté par une puissante vis de rappel; boucles de caoutchouc soudées à l'enveloppe et qui avaient reçu la courroie si terriblement cassée un peu avant le naufrage. Il saisit la précieuse boîte, reprit son chemin en sens inverse et revint vers l'écoutille. Il y avait deux heures qu'il était sous l'eau; mais, heureux d'avoir réussi, il n'éprouvait presque aucune fatigue.

Or, au moment où notre scaphandrier atteignait la dernière marche et saisissait déjà sa corde de signal pour qu'on le remontât, il s'arrêta, hébété de stupeur, devant ce qu'il trouva sur son chemin.

XVIII

LA POSTE SOUS-MARINE

Dans l'eau glauque apparaissait, aux yeux dilatés du scaphandrier, une sorte de monstre gigantesque, quelque chose comme un poisson de six mètres de long sur deux mètres de diamètre; une effrayante olive, portant à mi-corps deux yeux énormes, bombés, d'où sortaient des rayons rougeâtres. On a beau être brave : une pareille vision, à quelques mètres au-dessous du niveau de la mer, peut faire refluer le sang vers le cœur. Le scaphandrier est exposé à bien des dangers; mais le plus terrible de tous, c'est la possibilité de la rupture de la conduite d'air. Or, d'un coup d'aileron, ce monstre pouvait briser le fragile lien qui seul rattachait le plongeur à la vie.

Le premier mouvement de Poulpiquet fut de prendre le long couteau aigu et effilé qui pendait à sa ceinture; le second, le sang-froid commençant à revenir, de se réfugier dans l'écoutille et d'attendre. Mais alors sa stupéfaction s'accrut encore, et un moment notre ami se demanda s'il ne devenait pas fou, ou tout au moins si la fatigue ne le rendait pas le jouet d'une effrayante hallucination : la queue de l'animal se mit à battre l'eau tout doucement, produisant à peine un léger bouillonnement dans les couches liquides éclairées par le soleil. Le monstre recula d'une ou deux brasses, s'arrêta, fit face à Poulpiquet; puis sa queue battit de nouveau l'eau, et la bête monstrueuse s'approcha très lentement de Poulpiquet, comme si elle eût craint de l'effrayer. En même temps les rayons lumineux qui s'échappaient de ses yeux ronds changèrent de direction, augmentèrent d'intensité et vinrent éclairer d'une auréole le museau du monstre, et alors Poulpiquet, croyant rêver, éperdu, aperçut deux espèces de mandibules, et, dans ces mandibules, quelque chose de carré, de blanc mélangé de noir, une lettre enfin !

Oui, une lettre ! une lettre appropriée au milieu et à l'étrange commissionnaire qui l'apportait : une planchette de bois, sur laquelle des caractères étaient tracés au goudron; mais une véritable lettre portant en tête cette suscription laconique, mais parfaitement explicite : *Poulpiquet.*

Machinalement, devant ce nom tracé en caractères de dix centimètres sur une planche large comme une table de cabaret, notre ami étendit le bras, et alors il s'aperçut que les mandibules du monstre étaient en fer. En même temps il reprit possession de lui-même, et immédiatement, souriant en lui-même de sa terreur, mais le cœur battant vite encore, il comprit.

"Un bateau sous-marin ! murmura-t-il dans sa carapace de cuivre. Évidemment c'est une communication du *Scavenger*, qui avait un *Goubet* à bord; et ce doit être diablement secret et pressé, pour qu'on me l'adresse ainsi !"

Il plaça la planche sous l'un des rayons lumineux venus des hublots, qui faisaient au bateau sous-marin un si effroyable regard, et il lut la missive, qui ne ressemblait en rien à celles de Mme de Sévigné, et qui était ainsi conçue :

Poulpiquet. Cache boite.

QUOSÉ.

"Ah ! ah ! fit-il, il faut cacher boîte. Hum ! en voilà une affaire ! Prévenons toujours que nous avons compris."

Il s'approcha du *Goubet*, prit sa pince de fer et frappa distinctement trois coups, qui retentirent sur la carapace sonore.

De l'intérieur, trois coups répondirent.

"Bon ! on a compris," se dit Poulpiquet.

Le bateau recula, évolua sur lui-même dans un rayon de quatre mètres, presque sur place, et s'enfonça dans l'opacité des masses d'eau, où il disparut. Poulpiquet, très perplexe, resta assis sur le rebord de l'écoutille.

"Voyons, voyons, disserta-t-il. Quosé m'ordonne de cahcer la boîte. Comme c'est commode ! Je ne peux pas la mettre dans ma poche, parce que je n'ai pas de poches. Je ne peux pas non plus la glisser dans ma veste, le cas n'étant pas prévu pour les vêtements de scaphandrier. Je ne peux pas non plus la laisser là, puisque l'ordre de la cacher implique nécessairement celui de la garder. Alors?..."

Par un geste instinctif, Poulpiquet gratta son énorme crâne de cuivre. Ce mouvement, familier aux gens indécis, doit avoir une secrète vertu, car Poulpiquet prit aussitôt un parti. Il se débarrassa des courroies qui attachaient sur son dos l'appareil électrique de sa lampe, dévissa les boulons qui fermaient la caisse, dans laquelle l'eau se précipita, envahissant les piles, ôta deux de celles-ci, les remplaça par la boîte de fer, referma le tout tant bien que mal, et remit l'appareil sur ses épaules.

"Voilà pour l'instant, dit-il. Une fois à bord, on avisera."

Cela fait, il ajouta :

"Maintenant, faisons disparaître la lettre d'Halgouët."

La chose était facile : il suffisait de la glisser dans l'épave. Toutefois, par surcroît de précautions, il brouilla le goudron encore pâteux des caractères; puis il tira la corde du signal, et deux minutes plus tard on le hissait dans l'embarcation, où ses camarades, après lui avoir ôté son casque, virent apparaître un visage admirablement renfrogné et parfaitement maussade.

"J'ai bien travaillé pour rien, leur dit-il. Je voulais réussir et j'avais peur, tout en continuant mes recherches, qu'on ne fût inquiet à bord. Comme vous ne m'avez pas fait le signal de me préparer à remonter, j'ai conclu qu'il n'y avait rien de nouveau.

— Si, dit un des matelots, il y a quelque chose de nouveau; mais comme on ne nous a pas adressé à nous-mêmes le signal de la *Banderilla*, nous avons jugé que cela ne nous regardait pas.

— Et que s'est-il donc passé ?

— Ma foi, nous n'y comprenons rien. Il y avait un quart d'heure que vous étiez descendu, lorsque le grand steamer que vous voyez là-bas détacha une chaloupe à vapeur, qui sembla se diriger vers notre épave. Il nous a paru que, quand elle a passé à portée de voix de la *Banderilla*, une conversation s'est engagée entre le capitaine et l'officier de la chaloupe; mais nous n'avons rien pu entendre, en raison de la distance. Toujours est-il que la *Banderilla* a tiré deux coups de canon sur la chaloupe. Alors on a fait à celle-ci, du steamer, le signe de rallier, et la chaloupe a obéi.

— Oui, en effet, c'est assez incompréhensible," répondit Poulpiquet.

"Seulement, ajouta-t-il dans son for intérieur, moi je crois comprendre, au moins en gros. Je pense que j'ai fait, sans le vouloir, une bêtise en parlant de la boîte au capitaine, qui est du même pays que les Novellarès et qui est probablement des ennemis du général; ce qui explique qu'il se soit opposé, même par force, en invoquant son droit de premier occupant, à ce que la chaloupe du *Scavenger* marchât sur ses brisées. C'est bien; je sais maintenant ce que j'ai à faire."

Une fois à bord de la *Banderilla* on dit à Poulpiquet que le capitaine l'attendait dans sa cabine.

"Minute, répondit le scaphandrier. Je range d'abord mes apparaux."

Cette besogne terminée, il prit la clef du local où ces objets étaient remisés et se rendit chez Soriano.

"Pourquoi n'êtes-vous pas venu de suite ? demanda celui-ci.

— Parce que, capitaine, j'ai pris quelques secondes pour mettre d'abord mon outillage en sûreté. J'en suis responsable, et vous savez qu'une main inexpérimentée peut le détériorer, ce qui serait très ennuyeux : d'abord parce qu'on ne saurait plus s'en servir, et ensuite, si vous le trouvez bon, parce que, si un dérangement se produisait quand je suis à dix ou douze brasses au-dessous de la quille de la *Banderilla*, on me ramènerait évidemment trépassé, ce qui me serait désagréable.

— Vous avez trouvé la boîte ?

— Hélas ! non, répondit Poulpiquet avec une contrition hypocrite; et j'en suis bien fâché. Pas de boîte, pas de boîte du tout !

— Mais avez-vous bien cherché ?

— Cherché, fouillé, cassé, brisé, et rien.

— Mais êtes-vous sûr d'avoir été au bon endroit ?

— Absolument sûr; mes renseignements étaient précis. J'ai trouvé la cabine, la commode, le tiroir; mais tout cela s'était gondolé et ouvert, et la boîte, en sa qualité de corps creux, est partie depuis longtemps à la dérive."

Soriano plongea son regard dans les yeux du Breton. Celui-ci, qui n'avait pas l'habitude de mentir, fit un effort terrible et prit l'air le plus innocent, le plus bête qu'il put trouver : l'air qu'il prenait quand il faisait quelque bonne farce et qu'il ne s'en avouait pas l'auteur. Il appelait cette attitude : l'air du second commissaire du *Périgord*. Il est évident que cet officier avait laissé dans son esprit une déplorable impression.

Il prit donc l'air du second commissaire du *Périgord*, mais il se sentit rougir. Soriano ne s'en aperçut probablement pas, car il ne fit aucune observation.

"Il est fâcheux que vous ayez perdu votre temps, et nous aussi, dit-il simplement. Enfin, tant pis, je n'ai plus besoin de vous. Ah ! à propos, reprit-il au moment où Poulpiquet allait sortir, vous savez ce qui est arrivé? J'ai été obligé de donner une leçon à vos amis du *Scavenger*.

— Ma foi, capitaine, je ne sais rien de précis. J'ai seulement entendu parler de deux coups de canon.

— C'est bien cela. Je savais qu'en envoyant une embarcation vers la *City of Boston*, sir Owen ne devait pas avoir d'autre projet que de faire sauter sa carcasse, peut-être après y avoir recherché la boîte en question, car il est probablement au courant de cette situation?..."

Poulpiquet haussa les épaules, en homme "qui ne sait pas."

"J'ai tout lieu de le supposer, reprit le capitaine, ayant observé qu'un scaphandrier se trouvait dans la chaloupe. Or, tout en désirant vivement aider à la réparation d'une injustice, je ne puis laisser créer un précédent, qui permettrait au premier venu de s'emparer des épaves dont nous avons pris possession. On a compris à bord du *Scavenger*, à l'énergie de mon attitude, que j'avais raison; et, comme vous l'avez vu, on nous a laissés parfaitement tranquilles.

— Parfaitement tranquilles, en effet, dit Poulpiquet en écho.

— Mon intention était, si vous aviez rapporté la précieuse boîte, de la renvoyer au commandant du *Scavenger*, et de doubler ainsi d'un acte de courtoisie l'avertissement, quelque peu sévère dans la forme, que j'ai été obligé de donner à sir Owen. Nous n'avons pas réussi, tant pis ! Dans tous les cas, pour prouver à ce brave gentleman anglais que nous aussi nous pouvons rendre service, et que, tout en faisant un commerce parfaitement régulier, nous sommes capables de perdre une ou deux heures de notre temps pour le plus grand bien de tous nos camarades les gens de mer, j'ai donné les ordres nécessaires pour qu'une autre embarcation aille détruire l'épave de la *City of Boston*."

En parlant ainsi, Soriano examinait de son regard perçant et scrutateur la physionomie franche de Poulpiquet; il n'y surprit aucune trace d'émotion, et le marin répondit simplement :

"Ça, capitaine, pour une bonne idée, c'est une bonne idée.

— Croyez-vous que ce soit facile ?

— Ma foi, comme la carcasse est en fer, je crois que deux ou trois saucissons convenablement bourrés aux bons endroits, comme le fera certainement mon excellent collègue, M. l'officier artificier, auront raison de ce grand corps, déjà pas mal disloqué.

— C'est bien, je vous remercie. Vous pouvez vous retirer."

Quand Poulpiquet fut sorti, Soriano ferma sa porte, et sans contrainte, sûr de n'être vu de personne, donna carrière à la rage qu'il contenait depuis la révélation du scaphandrier.

"Ah ! nous verrons bien, murmurait-il dans ses dents serrées, si je serai arrêté par cet absurde incident. Rien, rien ne m'empêchera de supprimer ceux qui se mettent ainsi en travers de mon chemin."

Il arpentait sa cabine de long en large, d'un pas saccadé. A un moment donné sa colère devint si forte, qu'il se vit dans sa glace, congestionné, l'œil sanglant; alors il alla à sa toilette, remplit d'eau la cuvette et y plongea son visage. Puis, par un nouvel effort, il se calma.

"Voyons, se dit-il, récapitulons les réflexions que je fais depuis ce matin : Azevedo a fait des aveux, les a écrits et

remis à Ventura Novellarès; celui-ci a perdu les papiers dans un naufrage. Il semble qu'il serait très simple de demander une nouvelle pièce à Azevedo, au lieu de courir après les documents enfouis dans une épave flottante. Du moment que Ventura a pris ce parti invraisemblable, c'est qu'Azevedo est introuvable et que très probablement il est mort. Je n'ai donc rien à craindre de ce côté. Le seul danger, c'est qu'on retrouve la boîte de fer. Or, de trois choses l'une : ou elle est réellement perdue dans l'Océan, et alors bien fin qui la retrouvera; ou elle est restée à bord de la *City of Boston* et, comme je vais la faire sauter, je suis encore tranquille; ou enfin M. Poulpiquet, dans l'attitude duquel j'ai observé quelque chose de louche malgré ses airs innocents, a été illuminé par un éclair de sagacité que je ne puis m'expliquer, et m'a retiré la confiance qu'il m'avait si bénévolement accordée; et alors il a caché la boîte. Dans ce dernier cas, elle est à bord, et alors je me charge de la trouver."

XIX

OU VENTURA AUGMENTE LE NOMBRE DE SES AMIS

Voici comment et dans quelles circonstances avait été expédiée la missive, assurément bizarre, adressée à Poulpiquet au-dessous de la surface de la mer, et apportée par un aussi singulier messager. On doit convenir en effet, que jamais plus extraordinaire facteur n'apporta une plus étrange carte postale à une plus invraisemblable adresse.

Lorsque, à l'aide des longues-vues marines, on avait distingué le nom de l'épave, il s'était passé à bord du *Scavenger* une scène qui présentait de nombreux points de ressemblance, mais aussi de notables différences, avec celle qui se déroulait à bord de la *Banderilla*.

Sir Owen ordonna de prendre les dispositions nécessaires pour la faire sauter, et le bruit s'en répandit immédiatement dans l'équipage. On sait que, avant de procéder à cette exécution, sir Owen faisait, lorsque c'était possible, pratiquer une perquisition sommaire dans les flancs du navire perdu, pour tâcher de lui arracher le suprême secret de son naufrage et les souvenirs qui pouvaient intéresser les familles ou les armateurs. Rémy Siffadaux, Ventura et Jean Halgouët tinrent conseil. Deux partis s'offraient à eux. Le premier consistait à ne parler de rien, et à laisser les choses suivre leur cours ordinaire. Halgouët demanderait et obtiendrait certainement de commander l'équipe de l'embarcation. Il donnerait au scaphandrier les indications utiles, et personne ne saurait rien.

Le second consisterait à informer sir Owen de la vérité. Halgouët soutint cette seconde hypothèse avec passion. Il affirma que se taire plus longtemps vis-à-vis de sir Owen et de M. de Malher, c'était montrer un manque de confiance blâmable et, de plus, nuisible, attendu que leur aide puissante pouvait et devait être utile un jour ou l'autre. De plus, on obtiendrait ainsi de fouiller l'épave beaucoup plus minutieusement et avec plus de succès. Quelle que fût la force de ces raisons évidemment très judicieuses, Ventura et Rémy Siffadaux résistaient. Il leur en coûtait beaucoup de faire à leurs officiers l'aveu du mobile secret, quelque respectable qu'il fût, qui les avait amenés à demander leur inscription sur les rôles du *Scavenger*. Le bon Siffadaux surtout combattait de toute sa force l'idée de Halgouët. Il avait peur qu'une fois la supercherie découverte, on ne voulût pousser plus loin les investigations, et qu'on ne découvrît le secret, connu de lui seul, de son don de soixante mille francs. Il suait à grosses gouttes à cette simple idée, qu'on pourrait arriver à savoir que c'était lui, le pauvre maître à danser, l'humble adjoint au commissaire, qui avait fait à la science et à l'humanité ce royal cadeau. Il pensait à l'embarras qu'une telle révélation causerait à Novellarès, et à la réputation de folie bien caractérisée qu'elle lui vaudrait à son retour à Nantes. Aussi luttait-il par un déploiement d'argumentation subtile et parfois éloignée de la bonne foi la plus élémentaire; mais un incident nouveau mit les trois amis d'accord. Pendant qu'ils discutaient, deux ou trois voiles avaient passé à l'horizon. L'une d'elles grandit, et l'œil exercé d'Halgouët, déjà habitué à la physionomie générale du navire de Soriano, reconnut la *Banderilla*.

Or, pour se défendre contre Soriano, si, comme on pouvait le craindre. Poulpiquet non prévenu l'avait pris pour confident, il fallait le concours de sir Owen; car, dans le cas où Soriano saurait à quoi s'en tenir sur la présence de la boîte de fer à bord de la *City of Boston*, il ferait tout au monde pour s'en emparer.

En conséquence, Ventura demanda au commandant la faveur d'un entretien particulier.

"Suis-je de trop ? demanda courtoisement de Malher, qui se trouvait à ce moment dans la cabine de sir Owen.

— Au contraire, et vos précieux conseils s'ajouteront à ceux que je viens demander à notre cher commandant.

— Alors, mon jeune ami, dit sir Owen, prenez un siège, et dites-moi en quoi je puis vous être utile.

— Commandant, dit Ventura, je vous dois tout d'abord une confession. Je ne vous ai dit qu'une partie de la vérité lorsque je suis venu, en compagnie de mon ami Rémy Siffadaux, vous demander mon admission à bord de votre navire. Si j'eusse été complètement libre, j'aurais peut-être sollicité la même faveur; mais j'avais un grand devoir à remplir. Jusque-là mes humbles ressources ne m'avaient pas permis d'accomplir cette mission. Il fallait, pour la mener à bien, courir les mers, peut-être pendant de longs mois, peut-être même pendant des années, à la recherche d'une épave. Ce que je ne pouvais faire, vous alliez l'entreprendre : c'est pourquoi j'ai sollicité l'honneur de faire partie de l'expédition. Quant à l'épave, nous venons de la trouver devant nous, c'est celle de la *City of Boston;* et c'est pourquoi, commandant, devant cette découverte, je viens vous faire des aveux que je retardais le plus possible, parce qu'ils comportent des circonstances bien pénibles et de bien douloureux épisodes."

Le jeune homme parlait avec une émotion profonde, qu'il s'efforçait de contenir, mais que trahissaient malgré lui sa pâleur et le tremblement de sa voix. Mus par un même sentiment de sympathie, sir Owen et Georges de Malher échangèrent un regard, comme pour s'inviter mutuellement à encourager Ventura.

"Quel que soit le mobile auquel nous avons obéi, dit sir Owen avec une expression de douce autorité, vous ne m'avez pas trompé. Vous m'avez prié de vous prendre à bord, me promettant en échange votre dévoué concours. Le contrat a été fidèlement rempli. Vous n'avez jamais reculé devant le travail ni devant la fatigue. Vous vous êtes acquitté en conscience de vos fonctions de secrétaire de l'état-major : je n'avais rien à vous demander de plus. Si vous y avez ajouté quelque affection pour moi et les braves gens qui m'entourent, je crois pouvoir dire que nous éprouvons tous le même sentiment pour vous. Parlez donc, mon cher Ventura, je suis certain que vous ne nous direz rien que d'honorable.

— Ah ! certes, commandant...

— Et si vous nous faites la confidence de quelque grande peine, comme votre préambule semble l'annoncer, soyez certain que nous la comprendrons Mon ami de Malher et moi, nous avons vécu, par conséquent souffert, et, tout en étant d'un peu rudes marins, nous laissons volontiers notre cœur s'ouvrir aux douleurs des autres.

— Oh ! merci, commandant; merci, monsieur, dit Ventura. Voyez-vous, dit-il, de ce qui va se passer tout à l'heure dépend toute ma vie, ce qui ne serait rien, mais aussi la vie de mon père, qui en ce moment est un martyr, et de ma mère, qui offre saintement à Dieu la peine infinie que seule sa religion lui donne la force de supporter. Le nom de mon père a été déshonoré par des misérables. Privé de la liberté, méprisé de tous, cet homme innocent, cet homme, qui a été toujours un modèle de loyauté, n'attend plus la justice que d'un miracle. Fortune, situation, considération, nous avons tout perdu par les effroyables machinations de deux bandits. Et moi, si j'ose parler de mon malheur, moi j'ai vu briser mon avenir et tous les rêves de bonheur que j'avais eu le droit de concevoir, depuis mes espérances de carrière jusqu'aux doux projets d'union avec une jeune fille de mon pays, qui ne m'a pas oublié, mais que sa famille se refuse à donner au fils d'un homme que tout le monde considère... comme..."

Ventura fut obligé de s'arrêter; sa voix s'étouffait dans un sanglot.

"Dites, mon enfant, dit sir Owen. On croit votre père criminel ?... Qu'importe, si nous, confiants dans votre loyale parole, nous ne le croyons pas !

— Comme un criminel, commandant ! Non, pis que cela,... comme un traître. Or, ajouta-t-il sans laisser à ses interlocuteurs le temps de répondre un mot, si je suis pénétré de reconnaissance pour ce que vous venez de dire, je tiens à mettre votre raison d'accord avec votre cœur. La preuve de ce que j'ai affirmé se trouve là, dans cette épave que nous apercevons d'ici par la fenêtre du couronnement. Je vous demande d'aller la chercher avec le brave Halgouët, qui, lui aussi, croit en moi...

— Et que vous avez pris pour confident avant nous. dit Georges de Malher avec un accent de bienveillant reproche.

— Parce que j'y ai été forcé, capitaine.

— Je vous accorde ce que vous demandez, mon cher Ventura, reprit sir Owen. Et maintenant dites-nous tout."

Le jeune homme raconta son histoire dans tous ces détails. Cette fois il n'omit rien, ni le rôle de Soriano, ni la confidence d'Halgouët à Poulpiquet, ni l'impression qu'il avait éprouvée en apprenant par Willian Bartlett la mort d'Azevedo, ni la perte du suprême et fragile espoir qu'il avait un instant conçu, lorsque le naufragé de l'*Alventée* lui avait dit avoir été chargé des dernières volontés d'Azevedo.

Les deux officiers écoutèrent ce récit avec le plus vif intérêt. Il doit vraiment y avoir un accent de sincérité qui défie les incrédulités, car pas un instant sir Owen et Georges de Malher ne mirent en doute la véracité de Ventura. Et d'ailleurs, quelle raison de mentir pouvait avoir ce jeune homme, qui ne demandait rien, que le droit dangereux d'explorer une épave ? Et puis comment soupçonner l'authencité d'une aventure aussi clairement exposée, appuyée sur les détails les plus précis, et dont on offrait de faire la preuve ?

Il fut immédiatement convenu qu'on mettrait à l'eau le canot à vapeur, et que Ventura y prendrait place, ainsi qu'Halgouët et un scaphandrier éprouvé.

"Si Poulpiquet a parlé, dit Georges de Malher, la *Banderilla* voudra probablement s'opposer à notre action; s'il n'a rien dit, elle nous laissera tranquilles, car la *City of Boston* ne porte rien qui puisse l'intéresser. Dans tous les cas, commandant, mon avis est de faire commander la chaloupe par un officier, M. Burke, par exemple, qui aura plus d'autorité pour répondre, au cas d'une altercation avec le capitaine Soriano.

— Je suis d'accord avec vous."

Les trois hommes remontèrent sur le pont. Le commandant donna des instructions nettes à M. Burke :

"Quoi qu'il arrive, lui dit-il, accomplissez votre mission tant que le *Scavenger* ne vous fera pas le signal de rentrer à bord. Si l'on vous hèle, répondez comme vous l'entendrez.

— Bien, commandant.

— Eh bien ! disait pendant ce temps Georges de Malher à Ventura, votre récit me rappelle quelque chose.

— Quoi donc, capitaine ?

— Notre première entrevue dans le train de Douvres à Londres. Vous m'avez demandé, en m'entendant causer avec Halgouët, si la *City of Boston* ne figurait pas parmi les épaves reconnues et classées. Je n'ai pas alors attaché d'importance à cette question; et pourtant je me souviens que j'avais été frappé de votre air de satisfaction quand je vous eus répondu qu'elle avait sa place sur nos listes, qu'elle avait été vue au moins trois fois, et que, récemment encore, sa présence nous avait été signalée aux environs du banc de Terre-Neuve par un brick-goélette de Saint-Brieuc."

La chaloupe à vapeur une fois partie, sir Owen la suivit des yeux dans sa jumelle. Le *Scavenger* était encore assez loin de l'épave, tandis que la *Banderilla*, portée par un bon courant et une excellente brise que le *Scavenger* avait l'un et l'autre contre lui, s'en approchait très rapidement. On vit le navire néo-cordouan mettre son canot à la mer, puis le navire lui-même courir sa bordée de façon à barrer la route à la chaloupe du *Scavenger*. C'est à ce moment que se produisit, entre M. Burke et Soriano, l'altercation que nous avons racontée et qui fut suivie de deux coups de canon.

A cette incroyable démonstration, sir Owen, qui ne cédait pas facilement à la colère, devint blême de rage.

"Tout le monde sur le pont ! commanda-t-il. Les canonniers aux pièces ! Timonier, gouvernez droit sur la *Banderilla*. Monsieur Oudshorn, dès que nous serons à portée, faites faire feu de la pièce de bâbord et de la pièce de chasse. Monsieur Wind, cria-t-il dans le porte-voix de la machine, donnez toute la vitesse. Vous entendez, toute ! Et vous, de Malher, faites abattre les mâts, hissez le pavillon au mâtereau d'arrière. Sitôt la bordée lâchée, nous allons accoster ce forban à l'éperon.

— Voulez-vous me croire, commandant ? répondit Georges, qui n'avait pas perdu une seconde son sang-froid. Excusez-moi si je me permets de vous donner un avis contraire; mais, à mon sens, nous ne ferons rien de tout cela."

Cette observation, ainsi formulée, était assez peu conforme à la discipline; mais Georges de Malher était le neveu de sir Owen, et en cette circonstance c'était le parent plutôt que l'officier qui avait parlé. Sir Owen le comprit évidemment ainsi, car il répondit :

"Ah çà ! Georges, je crois que vous devenez fou !

— Pas du tout. Ces gens sont dans leur droit, puisqu'ils ont abordé l'épave avant vous. Or voyez-vous la nécessité de couler un navire et de nous embarquer dans un océan de difficultés internationales, sans aucune utilité ? Ces gens-là soutiennent leur droit de priorité par un procédé un peu vif, je le reconnais; nous nous arrangerons pour obtenir plus tard satisfaction, et l'heure du règlement de comptes viendra peut-être plus tôt que ne le pense le capitaine Soriano. Quant à la boîte de fer qu'est allé conquérir Ventura, nous l'aurons quand même, mais un peu plus tard.

— Comment cela ?

— J'ai reconnu, à l'aide de la longue-vue, Poulpiquet à bord de l'épave. C'est lui, comme il fallait s'y attendre, qui s'est fait envoyer comme scaphandrier.

— Mais s'il a parlé à Soriano ?

— Il suffit de le prévenir de cacher la boîte.

— Ah çà! mon brave Georges, comment vous y prendriez-vous pour prévenir un homme qui est à plusieurs brasses sous l'eau et qu'un navire surveille ?

— Je lui enverrai une lettre.

— Oui. Une lettre dans l'eau ?

— Une lettre en bois, écrite avec du goudron.

— Et qui la portera ?

— Qui ? notre bateau sous-marin, notre *Goubet*."

Sir Owen était un homme de trop de sens pour ne pas se rendre aux raisons très sages que lui donnait son neveu.

"Ma foi, mon cher Georges, dit-il, en cette circonstance c'est moi qui ai été le Français, et vous l'Anglais.

— Nous n'y avons pas plus perdu l'un que l'autre, mon oncle," répondit non sans fierté l'officier.

Et immédiatement il fit hisser le signal de retour, qui exaspéra à si haut point Halgouët et qui désespéra Ventura. Les hommes de l'équipage eux-mêmes ne cachèrent qu'imparfaitement les sentiments qu'ils éprouvaient à laisser ainsi cette insulte impunie. Sir Owen et Georges de Malher connaissaient trop les hommes pour vouloir les dominer en maîtres absolus qui ne doivent rendre compte à personne de leurs actions; d'autre part, il n'y avait pas à songer à s'expliquer directement avec des subordonnés. On tourna la difficulté en expliquant la situation à MM. Oudshorn et Wind, et en leur exposant, sans leur demander le secret, que l'on remettait à plus tard une vengeance aussi complète que régulière. Une demi-heure après, tout l'équipage en était instruit. C'est ce que le docteur Sergeant, mis au courant des événements, avait appelé faire passer les explications "par la voie hiérarchique". La communication ainsi transmise, comme une demi-indiscrétion, de grade en grade, alla naturellement en augmentant et en s'enflant d'échelon en échelon, si bien que, quand elle arriva au mousse Cockburn, par l'intermédiaire de l'excellent Sésostris, il était fortement question d'aller embosser le *Scavenger* près du cap Corréal, à l'entrée de la rade Comillas, et de bombarder purement et simplement cette ville, capitale de la Nouvelle-Cordoue et port d'attache de la *Banderilla*.

En remettant le pied sur le pont, Halgouët, rouge de colère, ne souffla pas un mot. Quant à Ventura, il serra, avec une ineffable expression de tristesse, la main de Siffadaux et jeta à Georges de Malher un regard d'involontaire reproche. Mais l'officier, qui se dirigeait vers l'arrière, lui fit signe de le rejoindre, ainsi qu'à Halgouët. En trois phrases brèves et lucides, comme il savait les trouver, il leur exposa la situation.

"Maintenant, conclut-il, il ne s'agit plus que d'envoyer des instructions à Poulpiquet. Les plus courtes seront les meilleures. Tenez, Halgouët, voici du goudron, un pinceau et une planchette. Écrivez."

Halgouët obéit et traça la missive que nous connaissons.

"Bien. Et maintenant on va mettre le sous-marin à la mer.

— Qui ne mènera ? demanda Halgouët.

— Le second mécanicien Brigh, qui a appris à le conduire.

— Mais il faut être deux, objecta-t-il.

— Le second sera donc moi, dit Ventura.

— Non pas. C'est moi qui ai fait la bévue, c'est à moi de la réparer.

— Halgouët a raison, répondit de Malher; non pas qu'il ait réellement quelque chose à réparer, mais parce que cette mission rentre dans ses devoirs de maître d'équipage, et surtout qu'elle exige l'expérience et le sang-froid d'un vieux matelot."

Ventura s'inclina, serra la main du Breton. Celui-ci prit place dans l'olive de bronze suspendue, toute parée, à ses porte-manteaux, portant, entre les mandibules de fer de son avant, la lettre de bois solidement encastrée dans les pinces. M. Brigh disparut après lui dans le trou-d'homme, qui fut solidement fermé par son couvercle boulonné sur le palier jointoyé de caoutchouc; les grelins des palans furent largués, l'olive effleura l'eau. Les crocs furent dégraffés, et, laissant à peine un léger remous, le bateau sous-marin s'enfonça dans les eaux de l'Océan.

La manœuvre, opérée à l'arrière, avait été complètement masquée à la *Banderilla* par le navire lui-même.

XX

"MOSSIOU POULPICOUETT"

Lorsque Poulpiquet eut quitté le capitaine Soriano, son premier soin fut de mettre en sûreté la boîte de fer. La chose n'était pas aussi aisée qu'elle le semblait. Il est bien évident qu'un navire renferme un nombre infini de recoins où il est très facile de dissimuler un objet quelconque; mais, tout d'abord, le Breton ne pouvait pas aller partout avec son précieux dépôt : il craignait de rencontrer le capitaine Soriano, qui, très bon marin, ne ménageait pas ses visites imprévues à toutes les parties du bâtiment, et qu'on voyait surgir à chaque instant, au moment où l'on s'y attendait le moins, soit des cuisines, soit à la porte de la cambuse, soit à l'entrée des portes et des carrés. (A SUIVRE)

LES SPORTS

LE MONTAGNARD SE PREPARE EN VUE DE LA PROCHAINE SAISON

Le club de raquetteurs Le Montagnard se prépare activement en vue de la prochaine saison car les officiers travaillent sans relâche depuis la dernière assemblée annuelle. Des sousecomités ont été formés et les prochaines sorties seront sûrement couronnées de succès.

La messe de minuit attirera à Cartierville un grand nombre de membres de ce populaire club. Les gais lurons aux couleurs gris et grenat se réuniront le 24 décembre à 10.30 du soir, angle Mont-Royal et Avenue du Parc pour se rendre à l'église paroissiale de Cartierville et après l'office pour se rendre à la maison du club où un réveillon sera servi.

La fête annuelle du club à la salle Stanley aura lieu le 23 janvier alors qu'un programme varié sera préparé pour la circonstance. Les billets pour cette fête seront bientôt en vente et les informations concernant cette organisation peuvent être obtenues en s'adressant à M. Guillaume Beausoleil, Saint-Louis 352, ou à M. J. A. Morand, Main 3766.

Le Montagnard possédera un corps de clairons qui fera honneur à ce club. M. Tom Crevier, qui a fait partie du fameux 22ème bataillon et qui a fait du service pendant plus de quatre ans, a été choisi comme clairon-major. Tous les membres qui ont déjà fait partie du corps de clairons et ceux qui désirent se joindre à eux sont priés d'assister au premier exercice qui aura lieu mercredi soir prochain chez M. Arthur Lecuyer, 1107, rue Notre-Dame ouest.

AU GYMNASE DU NATIONAL

Tous les partisans de la Ligue Nationale Indépendante de baseball devraient répondre à l'appel du président Jollivet et être présents au grand ralliement qui se fera au nouveau Palestre du National, 80, rue Cherrier, cet après-midi. Tous les Canadiens-français qui veulent se joindre à nos sportifs sont également invités et seront les bienvenus.

L'administrateur général du National leur fera visiter la bâtisse de fond en comble et leur fournira tous les renseignements voulus. Le président Jollivet a assuré la direction de notre grand corps athlétique qu'une cinquantaine de nouveaux membres s'inscriront. Quelques amis dévoués de l'Association porteront la parole à cette réunion.

LA VALEUR DES SPORTS

L'un de nos collaborateurs, il y a une quinzaine d'années, préparait un article qui est encore d'actualité pour répondre à une personne préjugée contre les jeux athlétiques. Il réfutait l'accusation que les sports causent de la frivolité et même de l'immoralité.

Il y a un peu de relâche, dans cette branche du journalisme. Nous en profitons donc, pour publier l'article en question :

"Il n'y a pas à le nier, le sport joue un rôle prépondérant dans l'économie des nations.

Le sport conduit à la moralité.

L'athlète moderne comme antique pratique, la sobriété. Ce fait est attesté par de nombreux témoignages. C'est Horace qui dit quelque part, si mes souvenirs de rhétorique sont fidèles: "Celui qui aspire aux couronnes des jeux olympiques doit renoncer à Bacchus; il doit supporter le froid et le chaud".

L'usage des alcools est sévèrement banni de leur régime alimentaire. A Oxford et à Cambridge, les champions des régates universitaires mènent une vie monacale, au moins durant tout le mois qui précède le grand jour. Il en est de même des champions de boxe qui veulent disputer un "prize fight", des coureurs cyclistes, des joueurs de billard, des marcheurs, des nageurs, des joueurs de crosse, de baseball, etc.

D'une façon générale, on peut affirmer que la débauche est incompatible avec un entrainement quelconque, qu'elle a pour effet de dégoûter des exercices physiques, tandis qu'au contraire, ces derniers, vous détournent du vice. On voit déjà combien le sport contribue à moraliser, quel frein puissant il oppose à l'entrainement des passions, si redoutables dans les premières années de fougue et de liberté.

S'il était permis de publier des noms, que m'ont rendu familiers mes douze années de journalisme actif, si la discrétion n'était pas obligatoire en pareille matière, je pourrais par une statistique bien faite, établir les principes suivants, que je me contente d'énoncer comme des axiomes :

Quiconque pratique quotidiennement les exercices athlétiques a toujours une vie réglée ;

Tous les éducateurs modernes sont d'accord à préconiser les sports violents, — ceux que vous appelez brutaux, M. X... — comme le meilleur moyen pour détourner la jeunesse de plaisirs faciles, et la prémunir contre les tentations du vice.

Un sommeil abondant et régulier est une condition indispensable d'entraînement physique. "Qui dort, répare".

Voilà donc encore une heureuse suggestion du sport. Il faut éviter les veilles prolongées, les veilles, mauvaises conseillères, qu'accompagnent presque toujours, outre la fatigue et l'énervement, les excitations malsaines du jeu, de la boisson, des débauches de toute sorte.

On me demandera peut-être si je me porte garant de la moralité de tous les athlètes. Non, certes: j'affirme seulement qu'il y a incompatibilité entre l'athlétisme et la débauche et que ceux qui essaient de concilier les exigences de l'un avec la tyrannie de l'autre, sont voués à un prompt dstruction.

Le sport est l'éducateur de la volonté. Pour être régulièrement pratiqué, il exige un effort perpétuel de la volonté. Le seul fait de se rendre à des heures et à des époques fixes, soit au gymnase, soit à la salle de boxe, soit au terrain des jeux athlétiques, est un acte de volonté.

Le sport est une école de courage. Qu'est-ce, en effet, que le courage ? C'est cette impulsion qui nous fait braver un danger ou affronter une épreuve avec l'espoir de triompher.

Le sport développe le courage, parce qu'il augmente la force et l'adresse, et avec celles-ci, la confiance en soi-même, source du courage.

Le sport est une école d'endurance. Qui pourrait le nier ? Certes, nous ne sommes plus au temps où ceux qui le cultivaient s'engageaient par un serment terrible " à se laisser battre de verges, brûler par le feu, ou percer par le fer ", et où ils saluaient la loge impériale du fameux *morituri te salutant*. Pourtant, les boxeurs anglais et américains se soumettent à un régime qui développe chez eux l'endurance jusqu'à une limite invraisemblable.

Quelle endurance ne faut-il pas aussi aux lutteurs qui, pendant une heure, s'astreignent, se poussant, se renversent, et tombent de toute leur hauteur, entraînant sur eux le poids de leur adversaire ? Aux gymnastes qui exécutent des passes ou des sauts périlleux, où le moindre manquement entraine des chutes toujours dangereuses, parfois mortelles? Aux coureurs cyclsites, qui restent quarante-huit heures de suite en selle, pédalant avec la régularité automatique d'une machine, mais d'une machine o6 la volonté remplace la force motrice.

L'athlète puise dans la conscience de sa force une dignité qui le rend au-dessus du vulgaire, une élévation de sentiments qui est la compagne inséparable de toute supériorité. Il est plutôt pacifique parce qu'il ne craint pas les attaques, débonnaire parce qu'il est puissant, peu susceptible parce qu'il ne suppose pas qu'on ose l'insulter, clément parce qu'il ne craint pas qu'on attribue son pardon à de la lâcheté, calme et flegmatique parce qu'il connait l'étendue de ses moyens et n'en fait usage qu'à bon escient.

L'athlète que nous rêvons ne sera pas un phénomène; il n'aura pas huit pieds de haut, comme le César romain Maximin; il ne tuera pas un taureau d'un coup de poing, comme le légendaire Milon de Crotone. La culture physique a des aspirations à la fois plus modestes et plus étendues. Notre athlète sera de taille plutôt élevée mais sans être un géant. Il aura les épaules larges, la poitrine saillante, les bras musclés, la taille fine, les flancs grêles, l'enfourchure longue, les jambes nerveuses et droites. Son visage régulier reflètera un mélange de douceur et d'énergie, de courage et de bonté. Ses traits auront l'aspect calme et reposé que donne la régularité de la conduite, et l'absence de mauvaises passions. Tout en lui respirera la vigueur, mais une vigueur disciplinée, maîtresse d'elle-même, apte à tous les exercices, sans détenir le record d'aucun: il alliera dans une juste mesure la force et l'élégance à la grâce des mouvements. Ce n'est pas tout, cet extérieur accompli servira d'enveloppe à une intelligence ouverte, à un esprit cultivé, à un grand coeur, à une âme droite, amie de la gloire, exempte de sentiments mesquins. Notre héros sera généreux envers les faibles, fier avec les puissants, dédaigneux des voies obliques parce qu'il est assez fort pour suivre le grand chemin, et commandera le respect autant par son ascendant moral que par sa supériorité corporelle. En un mot, le type physique réalisera cette heureuse harmonie de l'esprit et de la matière, que les Grecs avaient si heureusement qualifiée d'un terme intraduisible, la "Kala Kagathia", c'est-à-dire la beauté unie à la bonté.

MERCREDI SOIR AU PARC SOHMER

Frankie Fleming et Eddie Wallace reviendront dans une arène locale pour une autre fois mercredi prochain. Ces deux hommes semblent s'attacher aux talons l'un de l'autre sans relâche, et rien ne peut les convaincre que l'un des deux jouit de supériorité. Fleming a tenu de relever le défi que Wallace lui a lancé pour prouver à tous qu'il est encore le meilleur homme de son poids. Le p'tit Wallace est un ambitieux qui ne veut rien négliger pour se hausser sur le pavois, et si par hasard il venait à triompher de Fleming, il aurait bientôt fait de se réclamer du titre de Kilbane. Quoi qu'il en soit, les amateurs de belle boxe sont assurés d'un régal pour la semaine prochaine.

(Communiqué)

LA MARCHE DU NATIONAL EN RAQUETTE

La grande marche en raquette organisée par le club de raquetteurs le National sera disputée le 16 février prochain. Le parcours sera exactement le même que celui de l'an dernier et cette épreuve promet d'attirer un grand nombre de concurrents non seulement de Montréal mais de toute la province et de tout le Dominion. M. Achille Racicot, qui est l'organisateur de cette grande marche de Saint-Laurent à Montréal invite tous les membres des clubs et les raquetteurs qui désirent s'inscrire dans cette épreuve d'endurance sont priés de bien vouloir lui faire parvenir aussitôt que possible leur inscription.

LA LIGUE PROVINCIALE

Les séries de la ligue de quilles provinciale seront inaugurées au mois de janvier prochain, dans les deux sections. Québec, Lévis et Chicoutimi se feront la lutte pour les honneurs de la section Est, tandis que Montréal, Sorel, Trois-Rivières et Shawinigan Falls batailleront pour décrocher la palme dans la section ouest. Comme on peut le constater la ligue Provinciale compte maintenant sept clubs, et les perspectives pour la prochaine saison sont des meilleures. Chicoutimi, qui a été admis dans le circuit du Dr Bourgeois, cette année, possédera une équipe de toute première force, et ce club sera un adversaire dangereux pour le Québec et le Lévis, car les joueurs de M. Lortie ambitionnent, non seulement le championnat de leur section, mais le championnat de la ligue, qui est le championnat de la province de Québec. Leurs ambitions sont bien légitimes et nous ne pouvons que les féliciter.

Montréal possédera encore cette année une équipe de toute première force, et M. Lamoureux, le propriétaire de la franchise, ne veut pas se laisser damer le pion par aucun autre club de sa section, et il promet que les porte-couleurs de la métropole seront de taille à décrocher de nouveau les honneurs, en 1919. Comme on peut le voir, tous les clubs sont animés de la même ambition, et la course au championnat promet d'être contestée et intéressante.

LE HOCKEY ET LE PATINAGE À AHUNTSIC

Tel qu'annoncé il y a quelques jours, le patinoir Ahuntsic va rouvrir ses portes le 21 décembre prochain. MM. Bray et Lanctot ont pris la charge entière ainsi que les responsabilités de l'entreprise et nul doute que les amateurs du patin et du hockey sauront encourager les organisateurs pour le dévouement qu'ils portent à la cause de la jeunesse sportive. Déjà M. Lanctot est entré en pourparlers avec plusieurs clubs d'amateurs de la ville et le public d'Ahuntsic peut être assuré d'assister à une joute de hockey, une fois par semaine, probablement le jeudi soir.

Le club de hockey Ahuntsic est déjà en voie de formation et l'organisation compte déjà la majeure partie des joueurs qui ont remporté le championnat de la ligue Montréal-Nord en 1916-1917.

Le prix d'abonnement pour la saison est de $2.50 et les cartes sont maintenant en vente. L'on pourra s'en procurer en s'adressant à M. Lanctot, avenue Bastien, ou à M. J. A. Bray, 63, rue St-Denis, Ahuntsic. Des réductions spéciales seront faites dans les familles où il y aurait trois abonnés ou plus.

Pour plus amples informations, s'adresser par téléphone à St-Louis 5844 ou St-Louis 227.

LE FORESTIER

Le capitaine du club de raquette le Forestier invite les clubs Le Boucanier, La Casquette, La Feuille d'Erable et Le Molière à courir la guignolée dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste le 17 décembre. Le départ se fera à 7 heures de la salle de la conférence Saint-Vincent de Paul, rue Drolet, près de la rue Rachel.

FUGUE RENDUE IMPOSSIBLE

(Service de la Presse Associée)

Paris (via l'agence Havas), 14.— M. Victoire, banquier français, a été arrêté à Paris au moment où il se préparait à fuir en Argentine avec une somme de 15,000 francs. On dit que son passif s'élève à près de 10,000,000 de francs.

LA MEILLEURE DES PANACÉES

Washington, 14. — Plus de 2,000 soldats américains en France, tous souffrent de chocs nerveux causés par les obus, ont été guéris lorsqu'on leur a appris la signature de l'armistice. Plus de 300 ont été guéris immédiatement. "C'est la plus belle expérience de psycho-thérapeutique", a ajouté le comité médical qui a constaté la chose.

LES PERTES CAUSÉES PAR LES GRÈVES

Ottawa, 14.—Le temps perdu par suite des grèves, durant novembre, est de 36,843 jours. C'est moins qu'en octobre, mais plus qu'en novembre 1917. Il y a eu 4,330 personnes en grève en novembre.

A LA BOURSE DE MONTRÉAL

ON ENREGISTRE DE RARES GAINS ET QUELQUES PERTES, DURANT LA MATINEE D'HIER. — TERNE SEANCE.

L'irrégularité des cours, à *Wall Street*, est en train de devenir proverbiale par sa ténacité. Elle dure en effet depuis des mois et rien n'indique qu'elle doive bientôt cesser. C'est que la liquidation d'une guerre comme celle de 1914 ne s'effectue pas sans secousse violente pour la Bourse: le coeur de l'organisme économique d'un pays, dit-on. On entend encore aujourd'hui les échos des premières rumeurs de paix.

Terne séance, hier matin, samedi, sur notre marché des valeurs mobilières. Quelques valeurs à peine ont été transférées. Nous les énumérons pêle-mêle. Notre place est sans vedette, et notre cote, sans orientation précise.

Les *Iron* se maintiennent à 62 (ex-dividende); les *Steel of Canada* ne bougent pas non plus, é 62 3-4; les *Asbestos Corporations* se négocient à 40, soit une plus-value de 2 points; les *Montreal Power* descendent à 85, perdant ainsi un point; les *Shawinigan* s'inscrivent à 115 3-4; des lots fractionnés de *Spanish River* s'établissent à 17 ; les *Bromplon Paper* restent inchangés, à 60 3-4; les *Riordon Paper* se présentent à 117 1-4; les actions hors cote *North American Pulp* s'échangent à 2 1-2; une action *St. Lawrence Flour* change de mains à raison de 95 1-2; des lots désassortis de *Brazilian* passent de 51 1-2 à 51 1-4 en cours de séance; les *Canadian Car* déclinent de 31 3-4 à 31 et demi; 5 parts d'*Ogilvie* trouvent preneur à 200; les *Canadian Steamship* se vendent à 77 3-4 (ex-dividende).

Dans le compartiment des bons et obligations, les *Bell Telephone* s'échangent à 91, les *Cedars Rapids* trouvent acquéreur à 88 1-4 et les fonds fédéraux de guerre canadiens remboursables en 1937 cotent 96¾.

L'OCCUPATION DE L'ALLEMAGNE

Paris, 14. — Le ministère de la Guerre a publié, hier soir, le communiqué suivant touchant l'avance de l'armée française d'occupation:

Continuant leur marche, après l'occupation de Kreusnach, les troupes de la dixième armée ont passé, le 9 décembre, par la ligne de Bretzenheim, de Sprendlingen, Deichloch, de Diebelnheim et d'Oderheim.

Le même jour, des éléments avancés sont entrés dans la ville de Mayence.

MALGRÉ L'ARMISTICE

(Service de la Presse Associée)

Salonique, 14. — Les voyageurs arrivant, ici, de Bulgarie, en particulier de la Thrace, déclarent qu'en dépit de la fin nominale de la guerre, les Bulgares continuent à opprimer et à maltraiter les Grecs résidant dans ce pays. Les troupes bulgares, dit-on, ont mis le feu au village d'Agathopulos, situé sur le littoral de la Mer Noire et peuplé uniquement de Grecs.

CE QUI ATTENDAIT LES ALLEMANDS

New-York, 14. — La section newyorkaise de la Société des chimistes américains a révélé, hier, des détails sur les "énormes préparatifs" que les Etats-Unis avaient faits pour terrasser l'armée allemande, au moyen de gaz asphyxiants. Le colonel William Walker a déclaré que le 11 novembre, on avait des facilités pour produire 100 tonnes de gaz asphyxiants par jour, sans compter d'autres vapeurs nocives.

LES UNIFORMES DES SOLDATS AMÉRICAINS

Washington, 14. — Tous les soldats américains pourront garder leur uniforme et leur capote lorsqu'ils seront licenciés de l'armée. Cette décison a été prise hier par le gouvernement.

MAINTES ACCUSATIONS DE VOL

Un Chinois du nom de Charlie Tom, cuisinier dans un restaurant de la rue Lagauchetière, a été arrêté hier sous l'inculpation de vol et de port d'armes illégal.

Un ouvrier du nom d'Aimé Desroches et domicilié au No 217, rue Barré, un nommé Ph. MacEntie et un autre individu du nom d'Art. Aumais, domicilié au No 10, rue Guy, ont aussi été conduits au poste de police sous accusation de vol.

LES DROITS DES PETITES NATIONS

Baltimore, 14.—M. Daniels, secrétaire de la Marine, portant la parole, mercredi, devant la *Southern Commercial Congress*, a déclaré que les représentants américains à la conférence de paix ne " réclameront rien en fait de territoire ou d'indemnités " et " exigeront dans le traité des clauses qui confèreront aux petites nations les mêmes droits qu'aux grandes et l'élimination de toute mesure qui puisse causer de l'irritation et rendre possible une autre guerre ".

L'orateur a ajouté que le temps de l'isolement est passé pour les Etats-Unis et que la république doit maintenant s'intéresser à tous les problèmes qui touchent les peuples de chaque partie du monde.

LA REPRESENTATION DE " MIREILLE " REMISE AU 14 JANVIER

La représentation de *Mireille*, au Monument National, qui avait été annoncée pour le 19 décembre, a été reportée au 14 janvier. Cette décision a été prise par Mme Damien Masson, par égard à l'oeuvre de l'Hôpital Ste-Justine, au profit de laquelle il est donné, mardi prochain, le 17 décembre, une représentation du *Caid*, accompagnée d'une causerie de M. Edouard Montpetit.

LES FORCES DES BOLCHEVIKI

(Service de la Presse Associée)

Paris, 14.—Selon les dépêches de Berne, des troupes bolcheviques, comprenant 11 divisions d'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie, marchent vers l'Europe centrale, sur un front d'environ 400 milles, du golfe de Findande au Dnieper. L'avance a commencé le 11 novembre, jour de la signature de l'armistice.

Des soldats allemands se joignent aux bolcheviki qui détruisent tout sur leur passage, dit-on, et s'emparent du matériel laissé en arrière par les armées teutonnes, dans leur retraite vers l'ouest.

Des dépêches de capitale européennes signalaient, la semaine dernière, l'avance des bolcheviki, dans l'Esthonie, qui est située juste au sud du golfe de Finlande. On disait que les Russes ne remportaient que de légers succès.

ADVERSAIRE DE LA LIGUE DES NATIONS

Washington, 14.— Dans une lettre publiée, hier, le sénateur Poindexter, de Washington, dit qu'une ligue des nations existant comme gouvernement constitué, ayant le pouvoir de faire observer ses décrets, équivaudrait à l'abandon de l'indépendance des Etats-Unis. Diverses ligues ont tenté d'opprimer le monde dans le passé, et au lieu d'amener la paix ont amené la guerre.

LA FIXATION DES PRIX

Ottawa, 14. — Les règlements relatifs au comité du juste prix sont changés. D'après l'arrêté ministériel du 3 octobre, le conseil municipal pouvait nommer un comité de deux ou trois membres, choisis parmi le conseil. Voici la procédure:

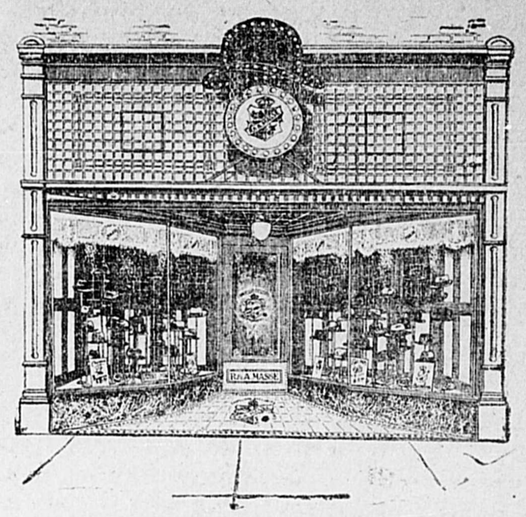
1) Le conseil devra nommer trois citoyens qui constitueront le comité du juste prix.

2) Les membres enquêteurs diront au conseil s'il faut ou non une seconde enquête.

3) Si le comité jugeait une seconde enquête requise, le conseil municipal devra lui donner les pouvoirs à cette fin.

ANTIKOR LAURENCE
CURE RADICALE DES CORS
SÛRE-EFFICACE-SANS DOULEUR
EN VENTE PARTOUT 25¢
FRANCO PAR LA POSTE
A. J. LAURENCE, MONTREAL

R. & A. MASSE



LA MAISON PAR EXCELLENCE
DES
CHAPEAUX
EN
VELOURS
$5.00, $8.00, $10.00, $12.00
R. & A. MASSE,
255, rue Ste-Catherine est, près St-Denis

CHARBON SCRANTON
COKE, BEAU ET NET. — Donnez votre commande immédiatement, à la maison avantageusement connue. Service rapide. Satisfaction absolue.
LA CIE DE CHARBON SAINT-DENIS
900, RUE ST-DENIS, TEL., ST-LOUIS 8302.

PARC SOHMER
Ouvert tous les dimanches
VAUDEVILLE ET LA BANDE
(30 artistes)
3 et 8 h. p.m.
Prix ordinaires.

Pour vos cartes de visite,
ADRESSEZ-VOUS A
Imprimerie Populaire (limitée),
Editrice du "Devoir" et du "Nationaliste"
43, RUE SAINT-VINCENT. :: :: MONTREAL
Vous pouvez choisir l'un des caractères ci-après et donner le numéro avec la commande.
1— JEAN-BAPTISTE LATREMOUILLE
2— JEAN-LOUIS TAILLON
3— HORMISDAS LAFLAMME
4— WILDROW WILSON
5— Mademoiselle Gloria Larose
6— Mademoiselle Alice Larue
7— Annoncius Contrecoeur
8— Philémon Samson
9— Mademoiselle Clémentine Sansfaçon
10— Célestin Beauséjour
11— Herménégilde Samson

Les plus belles étrennes pour une piastre

Voulez-vous offrir le cadeau le plus agréable, le plus utile et le plus apprécié, à un parent ou à un ami friand des choses de CHEZ NOUS ?

Abonnez-le à L'ACTION FRANÇAISE pour 1919. Une fois par mois la vaillante petite revue ira vous rappeler au souvenir reconnaissant du destinataire tout en lui apportant une richesse d'articles et de renseignements introuvables ailleurs.

C'est le meilleur cadeau à offrir à un collégien, à un étudiant ou à un compatriote éloigné.

Inscrivez-vous dès maintenant et le premier de l'an nous ferons savoir à votre abonné la nouvelle de votre don en lui présentant vos souhaits de bonne et heureuse année.

L'ACTION FRANÇAISE
IMMEUBLE DE LA SAUVEGARDE
MONTREAL

Si vous n'êtes pas abonné à L'ACTION FRANÇAISE, n'oubliez pas de vous faire des étrennes à vous-même. C'est une piastre pour tout le monde.

KEROSENE EQUIPMENT COMPANY, LIMITED

AVIS est donné au public qu'en vertu de la première partie du chapitre 79 des Statuts revisés du Canada, 1906, désigné "Loi des compagnies", il a été délivré, sous le sceau du Secrétaire d'Etat du Canada, des lettres patentes en date du 1er jour d'octobre 1918, constituant en corporation Adélard Lapierre et Osias Théoret, marchands, Joseph Emile Robichaud, agent, Camille Robichaud, commis de banque, et Gabriel Albert Terrault, notaire, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:—

(a) Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre comme agents ou commettants, des effets, produits et marchandises et biens de toutes sortes et description;

(b) Faire toutes affaires (comme manufacturiers ou autrement) qui pourraient paraître à la compagnie être convenablement faites en rapport avec les pouvoirs ci-dessus ou pouvant directement ou indirectement augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie;

(c) Acquérir en tout ou en partie l'achalandage, droits, propriété, actif, capital-actions et bons et débentures d'autres corporations, comprenant toute option, concession ou l'équivalent de tout individu, raison sociale, association ou corporation, et payer en tout ou en partie en argent comptant, bons ou garanties, ou comme paiement ou partie de paiement, d'allouer et mettre des actions payées et non imposables du capital-actions de la compagnie, souscrites ou non;

(d) Souscrire, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, licences, concessions et l'équivalent, conférant des droits d'usage exclusifs ou non-exclusifs ou limités ou tout secret ou autre information sur toute invention ou procédé, et exploiter, vendre, louer ou autrement se servir de telles patentes, licences ou concessions;

(e) Posséder, acheter ou autrement acquérir, vendre, assigner, transporter ou autrement disposer des parts du capital-actions et débentures et bons ou autres titres de créances créés par d'autres compagnies;

(f) Acquérir et posséder, nonobstant les dispositions de la section 44 de l' "Acte des Compagnies", et vendre ou autrement disposer du capital, actions, garanties ou entreprises de toute autre compagnie ayant comme une de ses fins l'exercice d'aucun des pouvoirs de ladite compagnie, et de transporter son actif ou ses entreprises à ou de s'amalgamer avec toutes telles compagnies ou compagnie;

(g) Garantir le paiement de dividendes ou intérêts sur tout capital-actions, débentures ou autres garanties émises par, ou tout contrat ou obligation de toute compagnie chaque fois que ce sera convenable ou nécessaire aux fins de la compagnie, et garantir les contrats de toute personne, association ou corporation faisant affaires avec la compagnie;

(h) Vendre ou autrement disposer en tout ou partie de la propriété, actif, droits, entreprises ou achalandage de la compagnie, et en accepter le paiement en tout ou en partie en argent comptant, débentures, bons, capital-actions ou autres garanties de toute corporation ou compagnie;

(i) Faire toute convention pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, entreprise conjointe, concession réciproque ou autre, avec toute persome ou compagnie faisant ou se proposant de faire toute affaire que cette compagnie est autorisée à faire ou qui pourrait être faite de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

(j) Obtenir que la compagnie soit licenciée, enregistrée ou autrement reconnue dans tout pays étranger, et y nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie dans toutes choses suivant les lois de tel pays étranger, et recevoir signification pour et au nom de la compagnie de toute poursuite ou action;

(k) Distribuer en espèces ou autrement, suivant qu'il sera résolu, tout actif de la compagnie parmi ses membres, et spécialement les parts, actions, bons, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie qui pourrait acquérir tout ou partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

(l) Les fins de la compagnie sont de temps en temps d'exercer n'importe lequel ou plus des droits et actions sus-énumérés.

La compagnie exercera son industrie par tout le Canada et ailleurs, sous le nom de "Kerosene Equipment Company, Limited", avec un capital-actions de quarante-neuf mille dollars, divisé en 490 actions de cent dollars chacune, et le principal lieu d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire d'Etat du Canada, ce 5e jour d'octobre 1918.

THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat

TOUTES LES DERNIÈRES NOUVELLES DU SAMEDI

LE NATIONALISTE

Service télégraphique exclusif de la Presse Associée. Fils spéciaux avec Ottawa et Québec.

INVITATION À M. VERVILLE

LE CLUB OUVRIER SAINTE-CECILE DEMANDE A CE MEMBRE DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DE VENIR LUI FOURNIR CERTAINS RENSEIGNEMENTS, A UNE ASSEMBLEE PROCHAINE.

Le club ouvrier Sainte-Cécile, qui a son siège social au No 3371 rue Drolet, vient de faire une invitation à M. Alphonse Verville membre de la commission administrative. Il veut que ce commissaire aille lui expliquer pourquoi la ville est si lente à améliorer certaines rues de la partie nord.

L'invitation est contenue dans la lettre suivante, qui a été adressée à M. Verville :

" Lors de la dernière assemblée, sous les auspices du Club ouvrier Ste-Cécile, il a été question des trottoirs dans les rues Isabeau, Faillon, François-Coppée et Villeray, entre les rues Lajeunesse et Berri.

" Après la discussion, il a été décidé de vous inviter, par cette présente, à venir à notre prochaine assemblée qui aura lieu mercredi, 18 courant, afin de nous dire où nous devons nous adresser pour avoir ces améliorations et de quelle manière nous y prendre. Il est vraiment désagréable pour les citoyens de Villeray et de Ste-Cécile d'être obligés de souffrir du mauvais état de ces rues.

" Espérant que vous vous ferez un devoir de nous répondre et que vous vous rendrez au No 3371, Drolet, mercredi prochain, où vous êtes attendu avec anxiété, nous demeurons, etc. "

DERNIERES STATISTIQUES DE L'EPIDEMIE

Les dernières statistiques de l'épidémie d'influenza, compilées par le Dr Laberge, du service d'hygiène, indiquent que le nombre des cas enregistrés jusqu'au 7 décembre dernier, est de 18,704 et que celui des décès est de 3,445.

Le tableau des maladies contagieuses de la semaine dernière indique, d'autre part, que le nombre des cas est de 210 et celui des décès de 71 — répartis tous deux comme suit :

Maladies	Cas	Décès
Diphtérie	17	3
Scarlatine	7	0
Typhoïde	3	2
Prubéole	2	0
Coqueluche	12	5
Tuberculose	26	26
Oreillons	2	0
Grippe	134	35
Variole	3	0
Erysipèle	3	0
Par, inf.	1	0
	210	71

Le total des décès, au cours de la semaine, a été de 216 personnes, dont 71 enfants au-dessous de 5 ans.

MORT DE L'EX-MAIRE JAMES McSHANE

M. James McShane, ancien maire de Montréal, est décédé samedi midi, à sa résidence, 616, rue Université, à l'âge de 87 ans. Il était dangereusement malade depuis un mois.

Le défunt laisse deux filles, Mme Henry Cracy, de Philadelphie, et Mme Weir H. Buckly, d'Atlantic City. Une autre de ses filles, Mme R. T. Barry, est décédée en octobre dernier. M. l'abbé McShane, cure de Saint-Patrice, était neveu du défunt.

Les funérailles auront lieu mardi matin, à 8 h. 30, en l'église Saint-Patrice.

Le *Nationaliste* offre ses sympathies les plus sincères à la famille.

UN CANDIDAT QUI PROMET

Londres, 14.— Le col. Grant offre mille livres sterling à un hôpital et de payer les dépenses d'un relevé de comptes, pour prouver qu'il n'a touché aucun profit de la Cellulose. Il prétend avoir perdu dans des transactions, 25,000 et 100,000 livres.

M. Morden dit qu'il démissionnera si, une fois élu, on institue une enquête sur l'affaire de la Cellulose.

DU TOUT AU TOUT

Vancouver, 14. — M. W. C. Findlay, ancien commissaire de la prohibition pour la Colombie Britannique, a comparu devant le magistrat de police sous l'accusation d'importation illégale de liqueurs. Il a fourni une caution de $2,000. L'enquête s'instruira lundi prochain.

LES CONFÉRENCES VONT REPRENDRE

Paris, 14. — Le Journal *rapporte aujourd'hui que les conférences diplomatiques préliminaires entre les Alliés, suspendues temporairement en attendant l'arrivée du président Wilson, reprendront au commencement de la semaine prochaine. On compte que MM. Lloyd George et Balfour vont arriver, lundi ou mardi, et MM. Orlando et Sonnino, respectivement premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Italie, le jeudi 19 décembre, en compagnie du roi Victor-Emmanuel.*

TROUPES QUI REVIENNENT D'EUROPE

Washington, 14. — Trois vaisseaux sont partis de France avec des troupes. Ce sont le *Buitenzorg*, l'*Amphion*, le *Suwanee*.

LA DÉSAGRÉGATION DE L'UNION SE FAIT PEU A PEU

La démission de M. Motherwell, ministre de la Saskatchewan, en est une nouvelle preuve — La prochaine session s'annonce mouvementée — Le "Citizen" réclame l'abrogation de l'Acte des Elections en temps de guerre.

(De notre correspondant)

Ottawa, 14. — La démission de M. Motherwell, ministre de la Saskatchewan, constitue l'un des principaux événements politiques de la semaine et pourrait bien avoir son retentissement sur la scène fédérale. Les journaux de l'ouest y attachent une assez grande importance, et rappellent que le ministre démissionnaire n'a jamais partagé l'attitude unioniste de ses collègues, y compris le jeune premier ministre M. William Martin. La décision de M. Motherwell prend donc la signification d'une protestation formelle contre le plan de colonisation mis à la disposition des soldats par M. Calder, plan dont le détail n'a pas encore été rendu public, et dont le cabinet semble garder jalousement le secret, probablement jusqu'à la session.

Celle-ci s'annonce actuellement pour les premiers jours de février, bien que rien ne soit encore décidé officiellement. Et les prophètes continuent de la prédire longue et mouvementée. On reconnait partout que le cabinet d'union est impopulaire par le temps qui court et le journal de samedi consacre un long article à l'explication de cette impopularité, qu'il attribue surtout à une coalition de mécontents formée des libéraux, des électeurs aubains privés de leur droit de suffrage et en général de tous les éléments non impérialistes que contient le pays.

Le "Citizen", d'autre part, réclame la prompte abrogation de l'acte des élections en temps de guerre, qui a eu pour effet de creuser plus profonde la fosse séparant les éléments étrangers de notre population d'avec les Canadiens de souche plus ancienne. Le tragique de l'affaire, dit ce journal n'est pas qu'on leur ait enlevé ainsi leur status de Canadiens, mais plutôt qu'ils s'y soient prêtés avec tant d'insouciance. Il y a là un problème moral qu'il faut étudier et résoudre au plus tôt si la nation canadienne doit continuer d'avancer vers ses destinées.

DEUX INDICES

On admet aujourd'hui que le banquet Rogers et la démission Motherwell symbolisent à l'évidence l'état des esprits dans l'Ouest, où les vieilles lignes de partis sont en train de réclamer toute leur influence ancienne. Pour peu que M. Crerar sorte maintenant du cabinet, c'est-à-dire qu'il retourne se mettre à la tête des fermiers syndiqués, il faudra compter sérieusement avec un grand courant en faveur de l'abaissement considérable du tarif, et peut-être ne s'arrêtera-t-on pas avant d'avoir obtenu la pleine réciprocité commerciale avec les Etats-Unis.

Le tout est de savoir si cette question, celle du tarif, sera prise en considération à la prochaine session, ou bien si l'on réussira à l'éloigner jusqu'à celle de 1920, sous prétexte que l'on n'a pas le temps et que les ministres n'ont pas trop de tous leurs efforts pour assurer la stabilité économique du moment et le licenciement des soldats dans de bonnes conditions. C'est l'argument qu'invoqueront les ministres. Sera-t-il accepté par les députés de l'Ouest ? On prétend que non, et cette assurance nous est donnée à des sources assez autorisées. Trop d'intérêts et de convictions voudront se choquer, l'hiver prochain, pour qu'il soit possible de les en empêcher par des manoeuvres faciles, comme celles avec lesquelles on s'est débarrassé des fermiers venus à Ottawa, l'été dernier. L'Ouest est sur le sentier de la guerre, et ne se laissera pas prendre au premier piège tendu sur sa route. On peut donc s'attendre à des débats importants et prolongés, et il ne manque pas de gens pour prédire que la session durera jusqu'au milieu de l'été, pour le moins.

Les timbres d'épargne et la délégation orangiste ont été deux autres événements de la semaine. Pour le premier, l'organisation a été mise au point, sous la direction de sir Herbert Ames, dont la compétence est reconnue, et le gouvernement espère des résultats considérables de cette nouveauté empruntée comme bien d'autres choses, à nos grands voisins. Et l'on sait déjà en quoi a consisté la visite des principaux chefs des loges jaunes auprès du cabinet. Ils ont refusé l'entrée de la pièce aux journalistes, mais n'ont pas caché qu'ils venaient ressusciter l'affaire du noviciat de Guelph, vieille de plusieurs mois. On apprend, entre les branches, que l'entrevue, qui a été longue, n'a été qu'une longue vitupération contre les soi-disant menées de *Rome* et l'emprise des catholiques dans le pays. Sir Thomas White a demandé qu'on lui fournisse un dossier de faits concrets, et a renvoyé son monde avec cette mission, qu'il aura quelque difficulté à remplir.

DEMISSIONS EN VUE

On croit toujours à la démission éventuelle de MM. Carvell et Crerar, mais pas avant le retour de sir Robert Borden : de sorte que les sensations sont reportées à plus tard, et qu'en fin de compte l'atmosphère politique est plutôt tranquille par le temps qui court.

ON VOTE EN GRANDE-BRETAGNE

Le jour du scrutin a été l'un des plus calmes que l'on ait vus depuis longtemps—Rivalités entre les femmes des candidats en vue.

(Service de la Presse Associée)

Londres, 14. — Le vote a lieu, aujourd'hui, en Grande-Bretagne. Les indices décèlent que M. Lloyd George aura une bonne majorité. Le "Daily Express" estime que le gouvernement de coalition disposera de 435 sièges, 310 unionistes et 125 libéraux, et que les partis de l'opposition, y compris les travaillistes, auront 272 représentants, ce qui donnera une majorité de 163 au ministère.

Les femmes ont déployé de l'activité. Il existe une rivalité intense entre Mme Lloyd George et Mme McKenna, femme de l'ancien chancelier de l'Echiquier, qui appuie fermement M. Asquith. Les partisans du premier ministre ont mené une campagne vigoureuse dans les Galles du Sud, attaquant violemment M. McKenna, dans son propre comté, tandis que ceux de M. McKenna ont répliqué en critiquant M. Lloyd George.

Mlle Elisabeth Asquith et Mlle Law, fille de Bonar Law, ont pris part à la campagne. Mlle Christabel Pankhurst, la fameuse suffragette, a promis aux votantes que lorsque le régime féministe sera établi, toutes les maisons, si petites qu'elles soient, seront éclairées et chauffées à l'électricité. Le parlement britannique, dit-elle, fournira l'électricité qui fera tourner les calandres, assurera la cuisson et l'éclairage.

UN CALME INUSITE

Londres, 14. — Ce jour d'élections est un des plus calmes que l'on ait vus en Grande-Bretagne, depuis des années. Aucune grande question intérieure ne se pose devant le corps électoral, comme dans les élections d'avant-guerre, et réserve faite d'un petit groupe de pacifistes, la campagne a paru indiquer qu'il n'existe pas de divergences tranchées sur l'attitude du pays, à la conférence de paix.

On s'intéresse beaucoup au vote des femmes qui prennent part pour la première fois à une élection générale. A Londres, il y a eu ruée vers les salles de scrutin, de bonne heure, mais on compte que la grande majorité des électeurs vont aller aux urnes, dans l'après-midi qui est férié.

M. WILSON À PARIS

Discours de bienvenue du président Poincaré et réponse de M. Wilson.

(Service de la Presse Associée)

Paris, 14. — Le président Poincaré a souhaité avec chaleur la bienvenue à M. Wilson, lorsque le président américain est descendu du train. M. Martin, du ministère des Affaires étrangères, a présenté M. Clemenceau qui a salué M. Wilson en anglais, disant qu'il était très heureux de le rencontrer. Les formalités de présentation terminées, M. Wilson est monté en voiture avec M. Poincaré. Mme Wilson et Mlle Margaret Wilson, fille du président, accompagnées de Mme Poincaré, suivaient dans une autre voiture. Le président a été conduit immédiatement à la maison du prince Murat, rue de Monceau, où il habitera durant son séjour dans la capitale. Le long de la route qui mène à cette résidence, les soldats français formaient une haie. L'accueil de la foule a été bruyant et cordial.

Le président et Mme Poincaré ont offert un goûter à M. et Mme Wilson, au palais de l'Elysée. En réponse à la santé portée par M. Poincaré, M. Wilson a dit combien il est touché du gracieux accueil qu'on lui fait et combien il est heureux de se trouver en France.

Tout ce qu'il a dit et fait n'a été que l'expression de la pensée du peuple américain et qu'un effort pour réaliser cette pensée. "Dès le début, a déclaré l'orateur, la pensée du peuple américain s'est tournée vers quelque chose de plus que la simple obtention de la victoire. Il s'est tourné vers l'établissement des principes éternels de droit et de justice. Il a compris que gagner simplement la guerre ne suffisait pas; qu'il fallait la gagner de manière à assurer la paix future du monde et à poser les fondements de la liberté et du bonheur des peuples."

Les marins et les soldats se sont battus avec enthousiasme pour réaliser ces idéals et ils n'auraient pu se battre avec plus d'élan et d'enthousiasme avec leurs camarades français. Le président s'est dit heureux de conférer avec les hommes d'Etat de la France et de ses alliés pour assurer la permanence de ces heureuses relations d'amitié et de coopération et assurer au monde la sécurité et la liberté qui ne peuvent être établies que par l'association et la coopération constante d'amis.

LE RÔLE DE M. WILSON

CAUSERIE DE M. J.-E. PERREAULT, DEPUTE D'ARTHABASKA, AU CLUB DE REFORME. — LA DEMOCRATIE DANS LE MONDE.

Le président Wilson et la démocratie, tel fut le sujet de la causerie faite samedi au Club de Réforme, par M. J.-E. Perreault, député à la législature pour le comté d'Arthabaska. "A l'heure où les idées démocratiques sont à faire le tour du monde, il est bon d'étudier de plus près la nation la plus démocratique au monde, les Etats-Unis, et celui qui, depuis six ans en est le chef, M. Wilson."

L'orateur parle longuement des Etats-Unis et du règne de la démocratie qui a été établi par M. Wilson dans ce pays. Il faut maintenant, dit M. Perreault, se servir de l'exemple de nos voisins, pour répandre dans le monde, pour canaliser cette idée de démocratie qui est appelée à faire les nations plus grandes et à les éloigner d'un nouveau conflit tel que celui qui vient de se terminer.

Il y a plus de 130 ans, la nation américaine avait cru établir le règne de la liberté dans son pays. Cette idée de liberté fut bientôt oubliée et on fut en face d'un gouvernement de coteries. Le Congrès, les intérêts financiers et différentes autres influences prirent bientôt la place qui revenait au président de la république. Il fallait une révolution sociale et politique. Le président Wilson est arrivé au pouvoir avec ces idées. Il veut que le président des Etats-Unis ait la place qui lui revient. Ce plan est presque réalisé. Les démocraties ne doivent pas se laisser guider par des groupes de financiers ou autres, parce qu'alors cette démocratie devient une oligarchie. Dans une démocratie bien organisée, il faut tenir compte des supériorités individuelles d'un chacun. Il faut que tout le monde, à commencer par le plus grand financier jusqu'au plus humble travailleur, ait son mot à dire dans le gouvernement de la nation. Le travailleur, celui qui peine, celui qui reçoit les coups, celui qui saigne, comprend mieux les intérêts de son pays et est plus en mesure d'en faire profiter la collectivité.

Après de sérieuses études, le président de la république américaine est arrivé au pouvoir avec la ferme détermination d'inculquer ces idées au peuple. C'est ainsi que M. Wilson élu sur un programme de paix a pu, quelques mois plus tard, faire entrer son pays dans la guerre et recevoir l'appui de cette majorité qui l'avait élu sur un programme absolument contraire. Il faut dans une bonne démocratie que le peuple soit bien renseigné sur toutes les questions nationales. Le président Wilson, dans ces relations diplomatiques, a joué cartes sur table, tous étaient au courant des événements qui se déroulaient dans leur pays. C'est un des principes de la vraie démocratie telle que la veut M. Wilson.

M. Wilson représente actuellement l'Amérique, cette terre de la vraie liberté: l'Amérique libérée des rois, de toutes les chaînes qui la tenaient captive. Il représente l'Amérique nouvelle, l'Amérique des travailleurs, des hommes qui peinent et n'est plus que le jouet de toutes influences autres que le Congrès et c'est ce qui en fait un des plus grands hommes de son temps dans une des plus grandes démocraties du monde.

"Instruisons le peuple, dit en terminant l'orateur, disons-lui ce que sont les vrais principes de la démocratie qui doivent guider les nations. Les supériorités se feront jour dans le peuple et ces supériorités feront la grandeur des nations qui sauront en profiter."

CONFÉRENCE DE M. L'ABBÉ GROULX

Le 31 janvier prochain, au Monument national, M. l'abbé Lionel Groulx, professeur d'histoire du Canada à Laval, donnera, sous les auspices du Cercle catholique des Voyageurs de Commerce, une conférence publique.

Cette conférence, qui sera donnée à l'occasion de la fête annuelle des Voyageurs de Commerce, aura pour titre: *Si Dollard revenait... Que ferait-il?*

UN EFFET DE LA GRÈVE

L'un des deux étrangers qui ont attaqué des militaires allant combattre un incendie a été arrêté cette nuit. Il appert que c'est un Italien du nom de Rinatto. L'enquête dans son cas a été fixée à lundi.

LE "CLASH

Cet ouvrage remarquable se vend $1.75 l'unité, $1.90 par la poste, au *Devoir*; c'est un volume relié, de plus de 335 pages, où M. William Henry Moore étudie à fond la question des races et des langues au Canada.

TOUS SONT À LEURS POSTES MOINS LES CHEFS

Agents de police, pompiers, vidangeurs, ingénieurs, tous ont repris leur service — MM. Tremblay, Mann et Bélanger ne sont pas encore démis officiellement.

Les quartiers généraux de la police ont repris leur vie fiévreuse ordinaire. Lors d'une visite que nous y avons faite au cours de la matinée de samedi, nous avons constaté que tous les policiers étaient à leur poste — excepté le directeur de la Sûreté, M. Joseph Tremblay, son assistant, M. Arthur Mann, et le chef du bureau des détectives, M. J. A. A. Bélanger.

—Sont-ils partis définitivement ? avons-nous demandé au capitaine Albert Carle, président de l'union des policiers.

—Oui, définitivement, répondit-il aussitôt, en scandant les mots. C'est la condition *sine qua non* de notre retour ici, ajouta-t-il. S'ils étaient revenus, je puis vous dire que c'est nous qui serions absents.

M. Joseph Tremblay, interviewé par des journalistes, a déclaré qu'il n'a pas encore été notifié officiellement des conditions auxquelles les grévistes ont consenti à retourner à leur poste et que tant que M. Décary ne fera pas cette démarche, il gardera ses fonctions.

M. Mann a fait la même déclaration.

Tout de même, en attendant, la nomination d'un nouveau chef à la tête du service de la police, c'est le chef du bureau des détectives, M. Pierre Bélanger, qui prendra la direction du service de la police.

DEUX SERVICES DISTINCTS ?

C'est intentionnellement que nous ne parlons que de la nomination du nouveau chef de la police : il est tout probable que la commission administrative, comme nous le faisait remarquer un échevin, samedi matin, se rendra en effet à la sommation que le conseil lui a envoyée, hier après-midi, et abolira les deux postes de directeur et de sous-directeur de la Sûreté. De cette façon, la commission sera forcée de rétablir les choses comme elles étaient sous l'ancien régime: c'est-à-dire que les services de la police et des incendies redeviendront deux services bien distincts.

Quant à la nomination du nouveau chef de police, la rumeur est encore très réticente. D'aucuns prétendent que la commission nommera probablement un détectivé à ce poste. On mentionne le nom du détective Giguère.

Dans les postes de pompiers, à l'aqueduc, à l'incinération, la situation est redevenue normale.

L'ARBITRAGE

Le tribunal d'arbitrage qui sera nommé dans quelques jours pour régler le différend entre la commission administrative et les unions d'employés municipaux se composera de cinq membres. Deux de ces derniers seront nommés par les unions et deux autres par les citoyens; ces quatre membres, une fois choisis, en nommeront un cinquième.

Les différents corps publics de Montréal, lors de leur réunion de vendredi matin, au Board of Trade, ont formé un comité conjoint composé de représentants de toutes les grandes institutions financières, industrielles et commerciales. C'est ce comité qui sera chargé de choisir deux des arbitres.

"Les unions, nous dit Me Alban Germain, leur conseil, ont cru qu'il est de toute justice que ce soient les contribuables les plus taxés qui nomment ces arbitres."

Me Germain, qui nous a donné ces renseignements, a profité de la circonstance pour faire un éloquent éloge des membres des unions.

"J'ai passé deux jours avec eux, dit-il, et je n'ai que des félicitations à leur faire pour la façon dont ils se sont conduits pendant toute la durée de la grève. Les exécutifs méritent une mention spéciale: ils ont agi en hommes d'affaires."

ANNEXION À LA FRANCE

La région du Rhin serait unie à la France aux mêmes conditions que l'Alsace-Lorraine.

(Service de la Presse Associée)

Cologne, 14.—Un nouvel et frappant élément intervient dans la situation politique déjà compliquée, dans la région du Rhin, du fait de la prétendue organisation d'un parti secret qui lutte en faveur de l'annexion de ce territoire allemand à la France. Des ouvertures seront faites au gouvernement français, dit-on, pour que la région du Rhin soit unie à la France, aux mêmes conditions que l'Alsace-Lorraine.

Cela ne constitue qu'un aspect du problème à résoudre dans la riche contrée à l'ouest du Rhin qui a Cologne pour capitale. En premier lieu, il existe dans cette région un gouvernement bicéphale, composé de révolutionnaires, d'une part, et de fonctionnaires de l'ancien régime impérialiste, d'autre part. Pour le moment, ces deux éléments travaillent plus ou moins pour le bien commun. A Cologne, par exemple, le bourgmestre et son personnel sont encore à leur poste, à l'hôtel de ville, et dans le voisinage sont les bureaux du comité révolutionnaire. Ce sont ceux qui administrent les affaires de la ville. La même situation existe dans d'autres villes.

Pour rendre la situation encore plus embrouillée, outre ceux qui désirent l'annexion à la France, il existe au moins deux autres idéals très différents. Il y a d'un côté les libéraux-démocrates, qui désirent l'établissement d'une grande république, comprenant non seulement toute l'Allemagne, mais aussi l'Autriche, avec Berlin comme capitale, et de l'autre, les catholiques, ou le parti centriste, qui désire, dit-on, une république de la Westphalie rhénane.

LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE

(Service de la Presse Associée)

Copenhague, 14. — Suivant une dépêche de Berlin, le gouvernement prussien annonce officiellement que les élections pour l'Assemblée constituante de Prusse auront lieu 8 jours après les élections pour l'Assemblée constituante d'Allemagne.

Le gouvernement allemand n'a pas encore fixé de date définitive pour l'élection de l'Assemblée constituante ou nationale. Selon des rapports officieux, il se peut qu'elle ait lieu, de bonne heure, en février.

A L'ACTION FRANÇAISE

LA VALEUR ÉCONOMIQUE DU FRANÇAIS

Conférence de M. Léon Lorrain — Présidence d'honneur de M. le sénateur Belcourt

Mercredi prochain, le 18, l'*Action française* donnera, au Monument National, la seconde des grandes réunions qu'elle a organisées pour la saison 1918-1919 et qu'inaugurait le mois dernier M. Bourassa. Le conférencier sera cette fois M. Léon Lorrain, secrétaire de la Chambre de Commerce et professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales. M. Lorrain, dont le beau talent est bien connu de nos lecteurs, traitera d'un sujet qui offre, à l'heure actuelle, le plus vif intérêt et qu'il a pu étudier particulièrement : *La valeur économique du français*. C'est une question que les hommes d'affaires, les éducateurs, et ceux qui, d'une façon générale, s'intéressent à l'avenir de notre race, seront heureux d'entendre discuter. M. le sénateur Belcourt a bien voulu accepter la présidence d'honneur de cette réunion et prononcera une allocution.

L'orchestre, les premières rangées du parquet et du balcon seront naturellement, suivant les conditions annoncées le mois dernier, réservés aux porteurs de cartes d'abonnement. Des billets d'entrée valables pour les autres sièges sont en vente, au prix de 50 sous, aux bureaux de la *Ligue des Droits du français*, immeuble de la *Sauvegarde* (tél. Main 912) ; chez Granger Frères, Place d'Armes (tél. Main 8200) ; chez Ed. Archambault, rue Sainte-Catherine-est, près Saint-Denis (tél. Est 1842) ; chez M. J. A. Payette, 1882, Notre-Dame-ouest (tél. Westmount 1008) ; à la pharmacie Desilets, 213, Bourbonnière, Maisonneuve (tél. Lasalle 1446) ; au *Devoir*, 43, rue St-Vincent (tél. Main 7460).

Pour éviter les ennuis, les auditeurs sont priés d'acheter en même temps que leurs billets d'entrée leur billet dit du *Sou du pauvre* (3 sous). Le bureau du percepteur du Revenu provincial a déclaré aux organisateurs que la somme de 10 sous exigée des porteurs de cartes d'abonnement, le soir de la première réunion, les dispenserait de toute autre contribution pendant la saison.

LES JOUETS DE CHEZ-NOUS

L'EXPOSITION DUE A L'INITIATIVE DE LA SOCIETE SAINT-JEAN-BAPTISTE RESTERA OUVERTE D'ICI AU 20 COURANT — EXHIBITS INTERESSANTS— NOMS DES EXPOSANTS — VISITEURS DISTINGUES ATTENDUS.

L'exposition-concours de jouets de la Société St-Jean-Baptiste sera ouverte jusqu'au 20. Que ceux qui n'y sont pas encore allés se hâtent. Elle vaut ce petit dérangement.

Parmi les jouets, on remarque un objet unique: un petit aéroplane de carton d'un mécanisme très ingénieux. L'enfant y attache une ficelle et l'aéroplane, à la course du bambin, évolue; le bruit de l'hélice de carton ressemble au bourdonnement d'un vrai moteur. Un autre aéroplane, fabriqué par un Belge, attire l'attention. Il remplit l'office d'un roulant. Muni de pédales une hélice tourne à l'avant. Voilà deux spécimens de jouets qu'il faudrait multiplier. Un exposant a envoyé une boite d'ouvrage avec formes pour chapeaux qui peut captiver les fillettes. Les paniers de l'Indien O'Bomsawin, d'Yamaska, ont trouvé un acquéreur distingué: Mgr Choquette en a commandé. Ces paniers sont faits de foins odorants et colorés que les Abénaquis cultivent spécialement pour leur fabrication. Un exposant a des cadres en acajou taillé et couleur naturelle de même que des chainettes avec pendentifs mobiles taillés dans un seul morceau de bois. C'est très artistique.

L'exposition compte 420 objets. Voici le nom des exposants: MM. L.-O. Girard, Louis Thérien, R. Martin, J.-J. Briard, P. Lemire, Duhamel, J.-A. Dorval (Québec), Oscar Demine, Jean Galipeau, Mme Alfred Barnabé, MM. Ambroise O'Bomsawin, F. Brevere, Sylfrid Bourget, Victor Varin, Chapdelaine et Désilets, Victoriaville, Croix de Gloire, Ecole de Montréal; travaux de soldats aveugles; Union centrale des Arts décoratifs de Paris, Ecole d'Alger, Ecole de Bordeaux, Ecole Joffre, Ecole de Lyon, Ecole de Montpellier.

Lundi après-midi des personnages distingués visiteront l'exposition, parmi lesquels sir Lomer et lady Gouin.

L'ARMISTICE EST PROLONGÉ

UN NOUVEAU DELAI EST ACCORDE AUX ALLEMANDS JUSQU'AU 17 JANVIER.

(Service de la Presse Associée)

Copenhague, 14. — Selon un message de Trèves, où confèrent les délégués de diverses nations, l'armistice entre l'Allemagne et les Alliés a été prolongé jusqu'à 5 heures, le 17 janvier au matin. Le délai sera étendu jusqu'à la conclusion d'une paix préliminaire, sujet au consentement des Alliés. La dépêche annonce que la condition suivante a été ajoutée à l'armistice du 11 novembre:

"Le commandement suprême des Alliés se réserve le droit — s'il le juge désirable et pour obtenir de nouvelles garanties — d'occuper la zone neutre sur la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne, jusqu'à la frontière hollandaise. Avis de cette occupation sera donné 6 jours au préalable."

Le maréchal Foch, ajoute le message, a annoncé au nom de M. Herbert Hoover, commissaire des vivres des Etats-Unis, que les navires qui représentent une jauge de 2,500,000 tonnes dans les ports allemands doivent être mis sous la direction des Alliés pour ravitailler l'Allemagne en denrées alimentaires. Ces navires doivent rester propriété allemande.

LA RÉCEPTION DE PARIS À WILSON

(Service de la Presse Associée)

Paris, 14.—Les journaux de ce matin consacrent leur première page aux détails de la réception qui sera faite au président Wilson. Toutes les feuilles publient des photos de M. Wilson et de Mme Wilson. De longs articles éditoriaux retracent les caractéristiques du président, sa politique et ce qu'il a fait pendant la guerre. En outre, les feuilles accordent beaucoup d'espace à la part prise à la guerre par les Américains, et décrivent les batailles de Château-Thierry, de Saint-Mihiel et de l'Argonne.

CONVOCATION DU REICHSTAG

Amsterdam, 14. — Suivant une dépêche de Berlin, M. Fehrenbach, président du Reichstag, a convoqué une assemblée du parlement, "se réservant d'indiquer ultérieurement la date et le lieu de l'assemblée."

Décès

VILLENEUVE. — A Montréal, le 13 décembre 1918, à l'âge de 80 ans et 6 mois, est décédée Suzan-Ann Walker, veuve de feu l'honorable J. O. Villeneuve, ex-maire de Montréal. Les funérailles auront lieu lundi, le 16 courant. Le convoi funèbre partira de sa demeure, No 161 rue Bachel Est, à 8 heures 45, pour se rendre à l'église St-Jean-Baptiste, où le service sera célébré à 9 heures, et de là au cimetière de la Côte des Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Prière de ne pas envoyer de fleurs.